

Rapport de la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe

*Protéger les acquis de développement
et rendre les nations africaines résilientes face aux catastrophes*



- 13, 14 et 15 février 2013 -
Ngurdoto Mountain Lodge, Arusha (Tanzanie)

Table des matières

Remerciements	3
Décharge de responsabilité	3
Sigles et abréviations	4
Résumé analytique	6
1. GÉNÉRALITÉS ET CONTEXTE	8
1.1. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe	8
1.2. Les Plates-formes régionales africaines pour la prévention des risques de catastrophe.....	8
1.3. La 4 ^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe.....	8
Les travaux de la 4^{ème} Plate-forme régionale	10
2. 1^{ÈRE} JOURNÉE DES TRAVAUX : MERCREDI 13 FÉVRIER 2013	10
2.1. Réunions de consultation des Plates-formes sous-régionales sur le CAH, sur la mise en œuvre de la Stratégie africaine/Programme d'action africain et sur le CAH2 (Cadre d'action de la PRC pour l'après- 2015).	10
2.2. Table ronde sur le CAH2 : le cadre de la PRC pour l'après-2015 en Afrique	10
2.3. Cérémonie officielle d'ouverture	14
3. 2^{ÈME} JOURNÉE DES TRAVAUX : JEUDI 14 FÉVRIER 2013	18
3.1. Confirmation du programme des travaux et de la composition du Comité de rédaction de la Plate- forme régionale	18
3.2. Les partenariats du secteur privé pour la PRC en Afrique	18
3.3. SESSION 1 : La prévention des risques de catastrophe au niveau régional	20
3.3.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Le progrès réalisé, au niveau régional, dans la mise en oeuvre du CAH, de la Stratégie africaine et du Programme d'action africain »	20
3.3.2. DÉBAT 1 : « Rapports sur les recommandations ministérielles et les partenaires »	22
3.3.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	27
3.4. SESSION 2 : La prévention des risques de catastrophe au niveau sous-régional	28
3.4.1. DÉBAT 2 : « De l'élaboration, par les CER et les partenaires, de rapports sur les progrès réalisés, au niveau sous-régional, dans la mise en oeuvre du CAH et de la Stratégie et Programme d'action africains pour la PRC - expériences instructives et défis »	28
3.4.2. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	38
3.5. SESSION 3 : Volonté politique et investissement accrus dans la PRC.....	39
3.5.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Investissements accrus dans la PRC en Afrique ».....	39
3.5.2. DÉBAT 3 : « Investir dans la PRC : répercussions économiques ».....	39
3.5.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	41
3.6. SESSION 4 : Identification des risques, surveillance des risques, et alerte rapide	42
3.6.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Identification des risques, surveillance des risques et alerte rapide - outils et pratiques »	42
3.6.2. DÉBAT 4 : « Les outils nécessaires pour passer de l'alerte rapide à l'action rapide ».....	43
3.6.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	45
4. 3^{ÈME} JOURNÉE DES TRAVAUX : VENDREDI 15 FÉVRIER 2013.....	45
4.1. SESSION 5 : Des grandes villes qui sont résilientes face aux catastrophes en Afrique.....	45
4.1.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Les risques urbains en Afrique »	45
4.1.2. DÉBAT 5 : « La PRC, la résilience et la gouvernance locale des risques »	47
4.1.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	48

4.2. SESSION 6 : Prévenir les risques - adaptation au changement climatique et défis émergents au niveau régional.....	49
4.2.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Protection liée au genre et préparation aux catastrophes ».....	49
4.2.2. INTRODUCTION : « La prévention des risques de catastrophe et le changement climatique »	50
4.2.3. DÉBAT 6 : « Associer PRC et adaptation au changement climatique »	51
4.2.4. Recommandations et et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur	51
4.3. SESSION PARALLÈLE : La jeunesse pour la résilience face aux catastrophes	52
4.4. Les recommandations de l’Afrique pour la Plate-forme mondiale et sur le CAH2 (Cadre de la PRC pour l’après-2015)	52
4.4.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Les perspectives d’avenir pour la PRC en Afrique »	53
4.4.2. Les recommandations émises par la jeunesse.....	53
4.4.3. Les recommandations du secteur privé.....	54
4.4.4. Les recommandations de la Table ronde sur le Cadre de la PRC pour l’après-2015 en Afrique	54
4.6.5. Courte vidéo de 3,5 minutes sur l’initiative conjointe « R4/Résilience rurale » de PAM/Oxfam	55
4.4.6. Compte-rendu sommaire de la 4 ^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC	56
4.4.7. Mots de clôture	63
5. ANNEXES.....	65
5.1. Programme des travaux de la 4 ^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC	65
5.2. Liste des participants.....	72

Remerciements

Le Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) apprécie l'assiduité des participants à la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine qui s'est tenue à Arusha en Tanzanie. Leur participation a enrichi les débats par leur expertise et leur expérience. Des remerciements particuliers sont adressés à la Commission de l'Union africaine, à la Communauté est-africaine (EAC), à l'Agence américaine pour le développement international (USAID), au Service d'aide humanitaire et de protection civile (ECHO) de la Commission européenne, à la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR), à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), à l'Oxfam et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour leur collaboration qui a permis le succès de cette conférence. Nous sommes gré au Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie d'avoir bien voulu accepter d'accueillir cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine en Tanzanie.

Décharge de responsabilité

Les opinions exprimées dans ce document sont celles de leurs auteurs. Ces opinions ne reflètent nécessairement pas celles de l'ONU, y compris le Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR).

Copyright © UNISDR 2013
Août 2013

Sigles et abréviations

ACC	Adaptation au(x) changement(s) climatique(s)
ACMAD	<i>African Center of Meteorological Application for Development</i> (Centre africain des applications météorologiques pour le développement)
AGRHYMET	Agro-hydro-météorologique * <i>Centre régional AGRHYMET (CRA)</i> = Centre régional agro-hydro-météorologique
AICC	Atténuation de l'impact du changement climatique
APD	Aide publique au développement
ASAL	<i>Arid and Semi-Arid Lands</i> (Zones arides et semi-arides)
BAD	Banque africaine de développement
CAAMD	Centre africain pour l'application de la météorologie au développement
CC	Changement(s) climatique(s)
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté économique des États d'Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
CMSC	Cadre mondial pour les services climatologiques
COI	Commission de l'Océan indien
CSC	Centre de services climatologiques
CUA	Commission de l'Union africaine
DDC	<i>Drylands Development Centre</i> (Centre pour le développement des zones arides) [PNUD]
DFID	<i>Department for International Development</i> (Département pour le développement international) [Royaume-Uni]
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
EAC	<i>East African Community</i> (Communauté est-africaine)
EALA	<i>East African Legislative Assembly</i> (Assemblée législative est-africaine)
ECHO	Service d'aide humanitaire et de protection civile (de la Commission européenne)
EES	Établissement d'enseignement supérieur
FAO	Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
GFDRR	<i>Global Facility for Disaster Reduction and Recovery</i> (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
GRC	Gestion des risques de catastrophe
GTA	Groupe de travail africain (sur la prévention des risques de catastrophe)
ICPAC	<i>IGAD Climate Prediction and Application Centre</i> (Centre de l'IGAD pour les prévisions climatiques et leurs applications)
IGAD	Autorité inter-gouvernementale pour le développement
INGC	Institut national de gestion des catastrophes (Mozambique)
KePSA	<i>Kenyan Private Sector Alliance</i> (Alliance du secteur privé kényan)
NDMA	<i>National Drought Management Authority</i> (Office national de gestion de la sécheresse) [Kenya]
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONU	Organisation des Nations Unies

ONU/SIPC	Stratégie internationale de prévention des catastrophes (de l'ONU)
OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
PA	Programme d'action (africain)
PAM	Programme alimentaire mondial
PANA	Programme d'action nationale pour l'adaptation (au changement climatique)
PCNUAD	Plan-Cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement (UNDAF en anglais)
PCRC	Prévention communautaire des risques de catastrophe
PME	Petites et moyennes entreprises
PN	Plate-forme nationale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PRAf	Plate-forme régionale africaine
PRC	Prévention des risques de catastrophe
PRCGC	PRC gérée par la communauté
RCMRD	<i>Regional Centre for Mapping of Resources for Development</i> (Centre régional de cartographie des ressources pour le développement)
RDC	République démocratique du Congo
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SADC	<i>Southern African Development Community</i> (Communauté pour le développement de l'Afrique australe)
SAR	Système d'alerte rapide
Swiss RE	<i>Swiss Reinsurance Company</i> (Compagnie suisse de réassurance)
UA	Union africaine
UE	Union européenne
ULI	<i>Urban Land Institute</i> (Institut pour les terrains urbains)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR	<i>United Nations Office for Disaster Risk Reduction</i> (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe)
USAID	<i>United States Agency for International Development</i> (Agence américaine pour le développement international)
WEL	<i>Women's Empowerment Link</i> (Lien « Autonomisation des femmes »)

Résumé analytique

La Commission de l'Union africaine (CUA) et le Bureau régional Afrique de l'UNISDR (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe) ont organisé la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe (PRC) du 13 au 15 février 2013 à Arusha en Tanzanie. Cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine (PRAf) a été axée sur les progrès réalisés, en Afrique, aux niveaux national, sous-régional et régional ainsi que dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe, du Programme d'action de cette stratégie africaine, et du cadre d'action de Hyogo (CAH). Cette PRAf a également pondu des outils et des mécanismes qui permettent d'accélérer la mise en œuvre des cadres d'action et des stratégies, et a amorcé le dialogue sur le cadre de la PRC pour l'après-2015. Par ailleurs, cette PRAf a offert l'occasion de tenir des consultations en vue de la 4^{ème} Session de la Plate-forme *mondiale* pour la PRC qui s'est tenue du 19 au 23 mai 2013 à Genève en Suisse. Notons que le thème de cette 4^{ème} PRAf a été « Protéger les acquis de développement et rendre les nations africaines résilientes face aux catastrophes », thème retenu pour renforcer le 5^{ème} Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse (FAAS5), forum qui a précédé la PRAf - puisqu'il a été organisé les 11 et 12 février 2013 au même endroit – et qui s'est surtout penché sur les méthodologies et indicateurs qui permettent de mesurer la résilience au niveau communautaire.

La PRAf a regroupé plus de 250 participants issus de 45 pays africains et d'organisations partenaires. De nombreuses parties prenantes à la PRC y ont pris part, représentant des États, des organisations intergouvernementales régionales, des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des agences onusiennes, des établissements universitaires et techniques, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), la société civile et des organisations non gouvernementales (ONG). A ceux-ci se sont joints également des maires, des responsables d'administrations locales, des dirigeants communautaires, des parlementaires, des jeunes ainsi que des représentants des médias et du secteur privé. Tous, ils ont été animés du même engagement : l'engagement pour le développement de la résilience des collectivités et des nations africaines face aux risques de catastrophe ainsi que pour l'adaptation au changement climatique.

Cette rencontre, qui a duré trois jours, a été consacrée à six domaines thématiques. La Session 1 a été axée sur le renforcement de la PRC au niveau régional et la Session 2 a donné un aperçu des réalisations et des défis à relever au niveau sous-régional en Afrique, réalisations et défis allant de la formulation de politiques et de la coordination à la mise en œuvre d'une prévention globale des risques de catastrophe. La Session 3, quant à elle, s'est surtout penchée sur des exemples concrets d'investissement pour la PRC et sur un changement d'optique vers le développement de la résilience plutôt que la réponse et l'aide d'urgence. La Session 4, pour sa part, s'est attelée à l'identification et à la surveillance des risques ainsi qu'à l'alerte rapide. La Session 5 a mis en relief les initiatives menées en matière de risques urbains dans la région ainsi que les recommandations y afférentes pour l'avenir : il y a été préconisé d'aborder ces risques urbains par le développement de la résilience - en milieu urbain. Enfin, la Session 6 a été consacrée à l'identification et à l'évaluation des défis et opportunités qui existent pour une intégration entre adaptation au changement climatique et PRC en Afrique. Parmi les recommandations émises par cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine figurent les suivantes :

- Intégrer, de manière coordonnée et multisectorielle, la prévention des risques de catastrophe dans la feuille de route du développement et de l'humanitaire.
- Faire en sorte que la prévention des risques de catastrophe fasse partie intégrante du cadre du développement durable, et revoir les grandes orientations en matière de développement humain. Impliquer également les acteurs des secteurs du développement (agriculture/sécurité alimentaire, ressources en eau, environnement, prestataires de services climatologiques, planification et finances) dans un dialogue sur les politiques de PRC.
- Faire des progrès en matière de législation et dans la conversion des législations existantes en programmes dotés de ressources convenables, cela pour émuler les progrès déjà réalisés en matière de formulation de politiques.
- Intégrer la prévention des risques de catastrophe dans les stratégies et programmes de réduction de pauvreté.

- Encourager et obtenir le maximum possible de volonté politique pour faire de la prévention des risques de catastrophe une priorité nationale et pour que les parlementaires puissent travailler étroitement avec l'exécutif pour une meilleure gestion budgétaire.
- Repenser l'engagement des donateurs pour un financement à long terme de la PRC en fonction des nouveaux risques, des risques émergents et de l'évolution des grands dossiers de l'humanitaire et du développement.
- Intensifier les efforts menés pour se rapprocher davantage du secteur privé, cela au vu du rôle joué par celui-ci en matière d'investissement et aussi pour mettre à profit son expertise technique par le biais de partenariats.
- Mettre les collectivités au centre du processus décisionnel de la prévention des risques de catastrophe, cela car elles savent comment les risques se développent et comment elles ressentent leur impact. Aussi, l'éducation et la sensibilisation communautaires à la prévention des risques de catastrophe doivent-elles être intégrées à tous les secteurs et faire l'objet d'une coordination entre l'État, la société civile et le grand public.
- Prendre conscience du fait que les centres urbains d'infrastructures et de biens constituent également des foyers de risques de catastrophe et qu'ils méritent, en termes de PRC, une forte préoccupation commune de la part de multiples secteurs, entre autres les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures.
- Établir de bonnes architectures et initiatives de gestion opérationnelle des risques urbains parmi les groupes multisectoriels, cela par la création d'un capital humain qualifié. Les participants ont été d'avis que les établissements humains informels et les taudis situés dans les zones urbaines connaissent le niveau le plus élevé de risques, et que les femmes et les enfants qui s'y trouvent en sont les plus vulnérables.
- Procéder à l'intégration entre PRC et adaptation au changement climatique est essentiel pour mettre en œuvre, de façon synergique, les programmes y afférents et pour mettre en place des mécanismes institutionnels intégrés.
- Améliorer les compétences en matière de prévisions météorologiques à court et moyen terme, cela en renforçant les organismes régionaux et nationaux compétents et en mettant à profit les structures et infrastructures régionales et mondiales relatives aux informations climatiques, ce qui permet aussi d'enrichir les stratégies et programmes de prévention de risques de catastrophe.

Cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine a conclu ses travaux par un compte-rendu sommaire comportant des recommandations clés, des constats et des conclusions.

1. GÉNÉRALITÉS ET CONTEXTE

1.1. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe

L'Assemblée générale des Nations-Unies a, en décembre 1999, adopté La Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC ou ISDR en anglais) et a créé, au sein du Secrétariat de l'ONU, l'UNISDR (ONU/SIPC en français) pour assurer la mise en œuvre de ladite stratégie internationale. Appelée aussi « Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophe », l'UNISDR est également le point focal du Système des Nations Unies pour la coordination de la prévention des risques de catastrophe (PRC) et l'application de ce « plan directeur » international de la PRC qu'est « le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des communautés résilientes face aux catastrophes ». En 2001, le mandat de l'UNISDR a été élargi et cet organisme est devenu le point focal du Système des Nations Unies pour assurer (1) la coordination de la prévention des catastrophes et (2) une synergie entre les activités de prévention des catastrophes du Système des Nations Unies et des organisations régionales et les activités menées dans les domaines socio-économiques et humanitaires (Résolution 56/195 de l'Assemblée générale de l'ONU). Un tel élargissement de son mandat répondait au besoin d'intégrer la PRC dans le développement et dans d'autres domaines d'activité des Nations Unies. À noter que la « Déclaration de Hyogo » et le « Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : pour des nations et des communautés résilientes face aux catastrophes » ont été adoptés par la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes tenue en janvier 2005 dans la ville de Kobé qui se trouve dans la préfecture de Hyogo au Japon. Le Cadre d'action de Hyogo (CAH) confère à l'UNISDR la tâche d'appuyer la mise en œuvre du même CAH.

Pour ce qui est des principaux domaines d'activité de l'UNISDR, ils sont, entre autres, les suivants : renforcer le système international pour la PRC ; veiller à l'application effective de la PRC à l'adaptation au changement climatique ; faire accroître les investissements dans la PRC ; et veiller à ce que les villes, les écoles et les hôpitaux soient résilients face aux catastrophes. Quant à la vision de l'UNISDR, elle se fonde sur les trois objectifs stratégiques suivants du Cadre d'action de Hyogo : (i) intégrer la PRC dans la programmation et la planification du développement durable ; (ii) établir et renforcer les institutions, les mécanismes et les capacités de développement de la résilience face aux aléas ; (iii) introduire des approches « réduction de risques » dans les programmes de préparation et de réponse aux situations d'urgence et de relèvement après les situations d'urgence. Par ailleurs, l'UNISDR est à la tête d'une « Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe » qui, se réunissant une fois tous les deux ans, représente le principal forum mondial pour la PRC, pour l'apport d'orientations stratégiques et cohérents à la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, et pour le partage d'expériences entre parties prenantes. Pour la région Afrique, l'UNISDR (connue surtout sous le sigle « ONU/SIPC » en Afrique francophone) dispose d'un bureau régional situé au Complexe des Nations Unies à Gigiri (Nairobi) au Kenya.

1.2. Les Plates-formes régionale africaines pour la prévention des risques de catastrophe

La Deuxième Conférence ministérielle sur la prévention des risques de catastrophe en Afrique, conférence ministérielle tenue en 2010, a « insisté sur la nécessité pour la Plate-forme régionale africaine de continuer à plaider, à fournir des conseils techniques et des mécanismes de soutien aux Communautés économiques régionales, aux gouvernements nationaux et aux partenaires pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe et de son Programme d'action (2006-2015) ». Par la suite, le Programme d'action élargi (2006-2015) réitère, dans sa partie « Mécanismes de mise en œuvre / Au niveau régional », que « la Plate-forme régionale africaine de prévention des risques de catastrophe, qui bénéficie de la facilitation de l'ONU/SIPC, fonctionnera comme le mécanisme régional primaire pour le soutien de la mise en œuvre des stratégies et programmes de prévention des risques de catastrophe aux niveaux régional, sous-régional et national, en surveillant leurs progrès et pour faciliter la coordination et le partage d'informations entre gouvernements, organisations sous-régionales et agences de l'ONU. »

1.3. La 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe

Organisée par la Commission de l'union africaine (CUA) et l'UNISDR, la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine (PRAf) pour la PRC s'est tenue du 13 au 15 Février 2013 au Ngurdoto Mountain Lodge à Arusha en République-Unie de Tanzanie, juste après le 5^{ème} Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse, forum organisé les 11 et 12 février 2013 au même endroit. En tout cas, les objectifs de la PRAf ont été les suivants :

- (i) Évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la PRC et du Programme d'action de ladite stratégie.
- (ii) Présenter des rapports sur la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle, sur les activités du Groupe de travail africain, sur l'enquête sur les centres d'excellence africains existants, sur les investissements dans la PRC et sur les activités des partenaires.
- (iii) Renforcer la sensibilisation et partager les expériences, les enseignements tirés et les bonnes pratiques, et faire campagne, donner des formations aux médias, faire du réseautage et promouvoir la coopération.
- (iv) Définir la position africaine à la Plate-forme mondiale pour la PRC tenue à Genève du 19 au 23 mai 2013, position devant être examinée à cette Plate-forme mondiale.
- (v) Définir la position africaine sur l'après-2015, position sur le CAH et sur le Programme d'action africain, position devant être discutée lors de la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe prévue en 2015.

Cette Plate-forme régionale africaine a regroupé plus de 250 participants issus de 45 pays africains et d'organisations partenaires. De nombreuses parties prenantes à la PRC y ont pris part, représentant des États, des organisations intergouvernementales régionales, des donateurs bilatéraux et multilatéraux, des agences onusiennes, des établissements universitaires et techniques, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et des organisations non gouvernementales (ONG). A ceux-ci se sont joints également des maires, des responsables d'administrations locales, des dirigeants communautaires, des parlementaires, des jeunes ainsi que des représentants des médias et du secteur privé. Tous, ils ont été animés du même engagement : l'engagement (a) pour le développement de la résilience des collectivités et des nations africaines face aux risques de catastrophe et (b) pour l'adaptation au changement climatique.

Les travaux de la 4^{ème} Plate-forme régionale

2. 1^{ÈRE} JOURNÉE DES TRAVAUX : MERCREDI 13 FÉVRIER 2013

2.1. Réunions de consultation des Plates-formes sous-régionales sur le CAH, sur la mise en œuvre de la Stratégie africaine/Programme d'action africain et sur le CAH2 (Cadre d'action de la PRC pour l'après-2015)

Modérateur : Communautés économiques régionales (CER)

Ces réunions ont offert aux CER l'opportunité de se rencontrer pour évaluer le niveau de réussite atteint jusque-là dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo (CAH). Il a été noté, lors de ces réunions, que beaucoup d'efforts et du bon travail ont été effectués, dans de nombreux pays africains, sur les priorités du CAH, même si ces efforts et ces programmes n'ont pas suffisamment fait l'objet de rapports. Par souci de concision, les rapports sur ces réunions sous-régionales de consultation seront évoqués avec plus de détails plus bas dans la partie « Session 2 / Débat 2 » du présent document.

2.2. Table Ronde sur le CAH2 : le cadre de la PRC pour l'après-2015 en Afrique

Président de séance : Le professeur Laban Ogallo de l'ICPAC (Centre de l'IGAD pour les prévisions climatiques et leurs applications)

Modérateur : Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe

Cette table ronde, qui a été organisée pour des échanges de vues sur ce que serait le cadre de PRC pour l'après-2015 en Afrique, a réuni des représentants des États africains, des Communautés économiques régionales (CER), d'établissements universitaires, de sociétés civiles, de partenaires de développement, d'ONG, de la jeunesse, du secteur privé et de partenaires des Nations Unies. Les thèmes et tendances qui se sont dégagés de ces consultations sous-régionales ainsi que les recommandations issues de la Table ronde sur l'après-2015, sont les suivants :

- i. Une résilience communautaire axée sur les personnes.
- ii. Des approches intégrées du développement.
- iii. Un environnement post-2015 propice aux grands chantiers du développement et de la PRC.
- iv. Motiver les anciens leaders et engager de nouveaux leaders.

La Table-ronde a pondé des recommandations émanant de chaque entité/secteur représenté. Ces recommandations sont, pour chaque entité/secteur représenté, résumées comme suit :

(a) L'Union africaine (UA)

En réponse à la question « *Quels enseignements importants ont-ils été tirés de l'exécution du Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la PRC ?* », les recommandations suivantes ont été émises :

- Une plus forte implication est requise de la part de tous les groupes de parties prenantes, dont la société civile, le secteur privé et la jeunesse.
- Les résultats des plans d'action nationaux de PRC devraient être passés en revue sous la conduite des Ministères des Finances.
- Les facteurs sous-jacents de risque n'ont pas été convenablement traités sous le CAH. Ils devraient l'être beaucoup plus sous le CAH2, pour développer la résilience des collectivités.
- Le CAH nous a permis de dialoguer mais les discussions n'ont pas été suivies d'actions.
- Les allocations budgétaires émanant des États sont nécessaires mais il faudrait prévoir deux options : (1) des budgets PRC au niveau des différents secteurs ou (2) un budget global pour la PRC.

- Faire de la PRC/GRC (Gestion des risques de catastrophe) un des piliers des mécanismes (de l'Union africaine) d'évaluation par les pairs, cela pour qu'il y ait suivi, évaluation et notification réguliers des progrès réalisés sur la base d'indicateurs mesurables et vérifiables.

(b) Les Communautés économiques régionales (CER)

En réponse à la question « *Quelles actions concrètes prévoyez-vous en appui à un cadre post-2015 particulièrement efficace de PRC pour l'Afrique ?* », les recommandations suivantes ont été émises :

- L'éducation est essentielle à la résilience face aux catastrophes : nous devons renforcer les compétences et les savoirs en matière de PRC.
- Créer des réseaux intégrés de systèmes nationaux et internationaux d'information sur la PRC et l'adaptation au changement climatique, réseaux qui comprennent des systèmes robustes d'alerte rapide et des bases de données nationales sur les pertes dues aux catastrophes.
- Simplifier les législations se rapportant à la PRC dans différents secteurs.
- Améliorer la gestion des données et des savoirs pour enrichir la prise de décisions (y compris la création de sites web).
- Les politiques, législations et structures relatives à la PRC/GRC (Gestion des risques de catastrophe) doivent être rapidement mises en place, rendues opérationnelles et déléguées à la base.
- Se focaliser davantage sur la gestion des risques de catastrophe en milieu urbain et accroître les investissements correspondants.

(c) Les Plates-formes nationales (PN)

En réponse à la question « *Quels sont, en matière de PRC, les domaines prioritaires pour l'après-2015 ? Veuillez expliquer pourquoi tel ou tel domaine que vous citez est prioritaire* », les recommandations suivantes ont été émises :

- Il est nécessaire de simplifier les systèmes communs de planification et d'évaluation.
- Il faut réunir beaucoup plus de faits probants sur les pertes dues aux catastrophes.
- Des preuves doivent être apportées sur la rentabilité et le coût-avantages de la PRC.
- La redevabilité est d'importance égale pour tous les ministères. Il faut énoncer clairement les actions et mécanismes applicables de redevabilité ainsi que le processus de redevabilité adopté aux niveaux national, régional et mondial. Ceux-ci sont importants si on veut accorder, à la PRC, un rang de priorité dans le processus budgétaire.
- De nombreux ministères ne sont pas au courant de l'existence du CAH : il faut envisager, par le biais des médias ou d'autres moyens, une diffusion agressive des avantages actuels et futurs offerts par le CAH2 et donner des orientations et conseils sur ces avantages.
- Il faudrait, à tous les échelons de l'État, accélérer l'intégration entre initiatives/programmes de PRC, d'adaptation au changement climatique, de protection sociale et de réduction de la pauvreté.

(d) Le volet « Genre »

En réponse à la question « *Quels sont les défis à relever dans la prévention des risques chez les femmes et les autres groupes vulnérables en Afrique de l'Est ?* », il a été noté que :

- La PRC ne comporte pas de volets "Genre" jusqu'ici et les femmes sont reléguées au second plan dans de nombreuses situations d'urgence dues aux catastrophes.

En réponse à la question « *Quels enseignements pourriez-vous partager pour guider les actions « Genre » en vue d'une contribution post-CAH efficace ?* », il a été suggéré que :

- Il faut assurer l'accès des femmes et des enfants aux ressources destinées à l'éducation à la PRC et aux solutions PRC.
- Les femmes devraient être habilitées à contribuer au développement de la résilience face aux catastrophes. Si les femmes avaient les mêmes droits que les hommes en matière de propriété foncière, la production agricole mondiale connaîtrait une hausse de 30 %.

(e) Les administrations locales

En réponse à la question « *Quels défis majeurs les administrations locales doivent-elles relever pour développer, au niveau local, la résilience ? Lesquels défis doivent figurer parmi les priorités considérées pour le cadre post-CAH* », il a été noté/recommandé que :

- Les administrations locales ne disposent pas des capacités requises pour exécuter la PRC de manière efficace.
- La décentralisation des activités à l'échelon national demeure un énorme défi. Les actions devraient être beaucoup plus pratiques au niveau local.
- Il faut, dans la mise en œuvre de la PRC, accroître la redevabilité et la transparence en attribuant des responsabilités et des ressources aux niveaux local et communautaire.

(f) La société civile

En réponse à la question « *Quelles sont les questions les plus importantes qu'il faut traiter pour bâtir des collectivités résilientes face aux catastrophes ?* », les points suivants ont été notés/recommandés :

- Les collectivités sont les entités les plus impactées par les catastrophes. Il faut donc identifier les priorités et les défis existant au niveau des collectivités. Il faut aussi leur communiquer nos idées et nos sentiments, afin d'instaurer des rapports de confiance mutuelle.
- Il faut développer les infrastructures locales.
- Les collectivités font aussi face à des défis tels que l'analphabétisme et la marginalisation.
- Les collectivités, pour réduire leurs vulnérabilités, devraient pouvoir accéder aux marchés et aux services.
- Se focaliser davantage sur les populations grâce à une participation plus directe des collectivités au cadre de formulation de politiques relatives à la PRC.
- L'éducation et la sensibilisation communautaires à la PRC doivent être intégrées à tous les secteurs et doivent faire l'objet d'une coordination entre pouvoirs publics, société civile et grand public.

(g) La jeunesse

En réponse à la question « *Quelles sources d'information conviennent le mieux à l'éducation des jeunes en matière de catastrophe : les parents, l'école, les médias et/ou leurs pairs ? Veuillez justifier votre réponse* », les suggestions suivantes ont été émises :

- Il faut habiliter les jeunes à agir pour la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique.
- Il y a lieu de promouvoir l'adaptation au changement climatique à l'aide d'informations et savoirs appropriés, par une certaine autonomie sur le plan économique, et par l'accès à des données ventilées selon les groupes d'âge et le sexe.
- Les jeunes devraient être pleinement associés aux discussions sur la PRC et le CAH2 car ils incarnent certes l'avenir mais ils sont aussi, en beaucoup d'endroits en Afrique, majoritaires dans la société. (La majorité de la population urbaine africaine sera, dans un avenir plus ou moins proche, âgée de moins de 25 ans).

En réponse à la question « *A quoi ressemblerait, à vos yeux, une collectivité qui est en sécurité face aux catastrophes ?* », les points suivants ont été notés :

- Les jeunes peuvent aider dans l'identification des vulnérabilités et des capacités au niveau communautaire.
- Les jeunes peuvent promouvoir la prise de conscience et l'éducation, que celle-ci soit moderne ou traditionnelle.
- Les jeunes peuvent aider les collectivités à mettre les nouvelles technologies au service de la PRC.

- Les jeunes peuvent facilement faire du bénévolat pour la PRC et l'adaptation au changement climatique.
- Les jeunes font preuve d'un dynamisme certain dans la manière de penser. Ils sont également créatifs et innovateurs.

(h) Les parlementaires

En réponse à la question « *Qu'est-ce qui doit aussi être fait pour s'assurer que la PRC et l'adaptation au changement climatique soient intégrées aux politiques, à la planification et aux programmes en matière de développement national ? Quels sont les principaux éléments de la PRC qui doivent faire l'objet d'un traitement plus approfondi après 2015 ?* », les points suivants ont été notés/recommandés :

- Il faut tenir compte d'un environnement urbain de plus en plus difficile et prendre en considération les risques qui en résultent, notamment ceux engendrés par la croissance démographique et le phénomène de migration économique.
- Le développement se modifie sous l'influence du changement climatique.
- Les risques sont très dynamiques et cela doit être reflété dans le cadre d'action post-2015.
- Les parlementaires doivent être actifs dans leur promotion de la PRC, cela dans le cadre d'un leadership particulièrement fort de la part de l'ONU/SIPC.

(i) Les établissements et réseaux universitaires

En réponse à la question « *Comment mieux faire comprendre les coûts et les avantages de la prévention des risques de catastrophe ?* », les recommandations suivantes ont été émises :

- Il est nécessaire d'avoir des cadres stratégiques pour les programmes et les investissements au niveau national.
- Il faut mettre à profit les savoirs autochtones existants.
- Les établissements de recherche universitaire devraient être utilisés pour développer la résilience au niveau de la base.
- Il convient d'effectuer un audit des financements des projets et programmes de PRC qui sont alloués par les États, par les donateurs, par les partenaires, par les ONG, etc., cela pour informer les décideurs de la valeur de la PRC et de la rentabilité de celle-ci en tant qu'investissement.

En réponse à la question « *Comment mieux faire comprendre les liens entre conflits, prévention des risques de catastrophe et développement durable ?* », les points suivants ont été notés/recommandés :

- Il existe des preuves solides sur le fait que les catastrophes naturelles peuvent accroître les risques de conflit, et que les situations de conflit peuvent aussi accroître la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, et que la conjugaison des deux compromet la résilience.
- Le CAH2 devrait aider à traiter de l'impact des conflits sur les vulnérabilités. Car en cas de conflit, les mouvements de population sont restreints ou les gens sont déplacés vers des zones exposées à des risques de catastrophe, alors ces personnes ne peuvent pas opter pour d'autres moyens de subsistance.
- Pour relever ces défis, nous devons chercher de nouveaux partenariats avec différents acteurs.

(j) Les Coordonnateurs résidents de l'ONU

En réponse à la question « *Comment la programmation conjointe au sein de l'ONU pourrait-elle contribuer au bon développement, après 2015, de la résilience face aux catastrophes ?* », les recommandations suivantes ont été émises :

- Il y a lieu d'institutionnaliser des fonds pérennes de gestion de catastrophes et d'établir, parmi les acteurs du développement et les acteurs humanitaires, une forte coopération des parties prenantes aux niveaux régional et national.

- Il existe un fort degré de chevauchement d'activités parmi les partenaires au développement : une collaboration doit être établie entre les secteurs.

(k) Les partenaires de développement

En réponse à la question « *Quelle serait la meilleure façon de lier développement et action humanitaire dans un cadre post-2015 de PRC pour l'Afrique ?* », les recommandations suivantes ont été émises :

- La PRC doit être pleinement reconnue comme un problème de développement. Jusqu'à ce jour en effet, la PRC n'a pas obtenu de fonds provenant des financements alloués au développement.
- On se focalise sur l'alerte rapide mais on n'accorde aucune priorité à l'action rapide, cela parce qu'il n'existe pas de liens entre développement et action humanitaire, liens qui sont pourtant nécessaires pour parvenir à la résilience face aux catastrophes.
- Il faut trouver un équilibre entre approches humanitaire/développement et investissements, afin de pouvoir s'attaquer aux causes sous-jacentes des catastrophes.
- La PRC ne peut se développer que dans un environnement prévisible de risques et une intégration entre prévention et relèvement.

2.3. Cérémonie officielle d'ouverture

Maître de cérémonie : M. Calleb Weggoro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de la CEA (Commission économique pour l'Afrique, ONU).

MOTS DE BIENVENUE - M. Jean-Claude Nsengiyumva, Secrétaire général adjoint de la Communauté est-africaine (EAC)¹

Le Secrétaire général adjoint de la Communauté est-africaine (EAC) a tout d'abord souligné que la région Afrique de l'Est est sujette à des aléas tels que la sécheresse, l'inondation et les séismes, et que le changement climatique contribue de plus en plus à l'exacerbation des risques de catastrophe. A la lumière de ces aléas et de ces risques, des innovations sont nécessaires pour traiter des scénarios changeants et pour s'adapter à ceux-ci. M. Nsengiyumva a précisé que même si l'EAC ne dispose pas de capacités adéquates de PRC/GRC (Gestion des risques de catastrophe), elle reconnaît l'importance de stratégies de PRC/GRC conformes au CAH et que ses pays membres devraient chercher à mettre en œuvre de telles stratégies. Une meilleure coordination entre les pays est-africains est également nécessaire pour améliorer la PRC. Il a rapporté que la stratégie de GRC de l'EAC devrait, en principe, aider à accélérer le grand chantier de la PRC dans les États membres, ce qui permet d'améliorer la résilience communautaire dans ces États. Pour conclure, M. Nsengiyumva a demandé à ce que les recommandations et les résultats de la Plate-forme régionale servent aussi à enrichir le travail effectué par l'EAC. Il a enfin recommandé que l'Afrique se prépare à l'avance à s'associer à la feuille de route du développement pour l'après-2015, y compris au CAH2.

MOTS D'OUVERTURE, DÉCLARATION ET RECOMMANDATIONS DE LA SECONDE CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE SUR LA PRC - S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire en charge de l'Économie Rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine)

S.E. Tumusiime a tout d'abord exprimé l'appréciation de la Commission de l'Union Africaine à l'endroit du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie et du Secrétariat de la Communauté est-africaine (EAC) pour avoir accueilli la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC à Arusha en Tanzanie. Elle a fait remarquer que les défis rencontrés par le continent africain ainsi que sa vulnérabilité aux catastrophes naturelles, sont actuellement aggravés considérablement par le changement climatique et la variabilité climatique, celles-ci exigeant des réponses efficaces de la part de l'Afrique. Elle s'est ensuite réjouie de l'existence d'une Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe - élaborée en 2004 – et aussi d'un Programme d'action pour la mise en œuvre de cette stratégie, programme d'action dont la période d'exécution a été prolongée jusqu'en 2015 pour correspondre à celle du Cadre d'action de Hyogo. Mme Tumusiime a été alors d'avis que la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine est une occasion idoine pour la région de faire le

¹ Le Secrétariat de l'EAC a son siège à Arusha.

point sur la mise en œuvre des engagements qu'elle a pris à cet égard. Son Excellence a aussi rapporté que la Commission de l'Union africaine (CUA) a renforcé la synergie entre PRC et adaptation au changement climatique et que ses unités « Changement climatique » et « Désertification » œuvrent ensemble à l'élaboration de programmes et d'activités conjoints pour 2013 et après 2013. Étant donné que la Plate-forme régionale africaine allait recevoir des rapports émanant des Communautés économiques régionales et des Etats membres de l'UA, Mme Tumusiime a souhaité que soient aussi évoqués les progrès réalisés dans la décentralisation des activités de PRC aux collectivités.

ALLOCUTION PRINCIPALE : « Prévention des risques, résilience et développement » - Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe

Mme Wahlström a tout d'abord souligné que même si l'Afrique a été la première région à adhérer à la cause de la PRC dès 2004, les catastrophes survenant dans la région semblent se multiplier plus vite que nos capacités, impactent les populations de toutes les nations africaines, et ne sont pas confinées à des zones particulières. Elle a aussi noté qu'il est important de mesurer l'impact de nos actions de PRC et de gestion de catastrophes. Et Mme Wahlström d'ajouter : « Nous ne pouvons pas aller de l'avant si nous ne voyons pas qu'est-ce que les pays ont réalisé en matière de PRC. Par exemple, quel est l'élément manquant entre ce que nous savons et ce que nous faisons ? » Elle a aussi noté que le développement économique rapide semble avoir pris le pas sur la PRC/GRC alors que la croissance rapide des économies africaines impulse aussi une urbanisation galopante qui génère des défis qui leur sont propres. Elle a alors énuméré un certain nombre de défis et évoqué ce sur quoi, selon elle, les futures grandes orientations devraient se focaliser, entre autres les points suivants :

- Améliorer la base des connaissances par le biais de consultations allant d'études de cas sporadiques à des vues d'ensemble consolidées.
- Comprendre la structure changeante des collectivités qui s'urbanisent rapidement.
- Davantage de coordination stratégique en PRC/GRC.
- Le développement des capacités et l'institutionnalisation de la PRC demeurent des défis majeurs, notamment la place de la PRC dans les appareils étatiques nationaux.
- L'intégration entre fonctions « Changement climatique » (CC) et « PRC » ; les protocoles relatifs aux CC évoquant déjà le CAH comme un cadre existant pour réduire les risques climatiques.
- Lier la connaissance à l'action : une étude récente de la Banque asiatique de développement, étude portant sur la réponse aux catastrophes effectuée par les administrations centrales dans le monde entier, indique que la PRC est un moyen plus performant de gérer les catastrophes. L'Afrique est en expansion rapide et il convient de tenir compte des risques inhérents à une telle expansion.
- La quantification des risques : des évaluations des risques ont été menées mais n'ont pas été convenablement traduites en actions. Quel est le seuil au-delà duquel une catastrophe commence à impacter le PIB d'un pays ? Nous devrions renforcer les études portant sur les pertes et les dégâts.

Mme Wahlström a fait remarquer que le cloisonnement entre CC et PRC, s'il persiste, est onéreux et qu'il est alors nécessaire de conjuguer les efforts menés dans ces deux domaines. Il y a lieu d'intégrer la PRC/GRC dans les évaluations environnementales. On devrait réduire les risques car le bien-être de la population est exposé à des risques. Elle a recommandé que les stratégies post-CAH se ramènent surtout à des stratégies de résilience. Et elle a appelé à ce que les résultats et recommandations de la Plate-forme régionale soient présentés à la Plate-forme mondiale de Genève en mai 2013 pour enrichir les débats organisés à ce forum.

MOTS D'INTRODUCTION - M. Alberic Kacou, Coordonnateur résident de l'ONU en Tanzanie

M. Kacou a tout d'abord souhaité la bienvenue à Arusha aux participants et remercié les organisateurs de la rencontre d'avoir choisi Arusha pour accueillir la 4^{ème} PRAf. Il a fait remarquer que la PRC n'est pas, pour les nations, une simple option : la PRC pérennise le développement, même si

on n'a pas encore fait assez pour intégrer la PRC/GRC dans la planification et la programmation du développement. « Quand les moyens de subsistance des pauvres sont touchés, cela aboutit très probablement à des dissensions, à la faim, à des souffrances, » a-t-il ajouté. Il a surenchéri que les femmes et d'autres populations vulnérables sont les plus impactées par les catastrophes et que de telles catastrophes laissent souvent derrière elles des dégâts et des pertes incommensurables. Aussi, devrait-on axer les efforts de PRC sur le développement de capacités à tous les niveaux et dans tous les programmes. Il a enfin recommandé que dans les efforts menés pour bâtir une Afrique résiliente, il faudrait mettre à profit ce que l'on connaît déjà et émettre des recommandations claires pour l'après-2015. Pour conclure, il a souhaité des délibérations fructueuses aux participants.

DISCOURS D'OUVERTURE - L'honorable Mme Terezya Huvisa, Ministre de l'Environnement de la République-Unie de Tanzanie et président de la CMAE (Conférence ministérielle africaine sur l'environnement)

Mme Huvisa s'est jointe aux autres orateurs et oratrices pour souhaiter la bienvenue en Tanzanie aux participants. Elle a également remercié les organisateurs d'avoir choisi son pays pour la tenue de la Plate-forme régionale. Elle a ensuite noté que le changement climatique, qui se décline en plusieurs problèmes en cascade – allant de la montée du niveau de la mer aux maladies à transmission vectorielle –, inflige des souffrances aux collectivités. Elle a poursuivi que la préparation aux catastrophes doit être renforcée et dotée de ressources adéquates. La Tanzanie, comme la plupart des pays africains, a-t-elle ajouté, est sujette à des catastrophes liées au changement climatique, catastrophes qui menacent la vie des gens et le développement. De telles catastrophes ont mené à l'insécurité alimentaire, au manque d'eau salubre, à l'insuffisance de ressources énergétiques et à l'apparition de maladies. À titre d'exemple, elle a noté que les pasteurs du nord de la Tanzanie ont migré vers le sud à cause de la sécheresse, ce qui a causé des tensions et des conflits avec les non-pasteurs. Les catastrophes causées par le changement climatique devraient être prises au sérieux et méritent une attention semblable à celle accordée au VIH/SIDA. Étant donné que les problèmes de changement climatique figurent aujourd'hui parmi les grands dossiers des Nations Unies, il nous faut, a-t-elle déclaré, des villages résilients car les effets du changement climatique engendrent beaucoup de stress et de souffrances.

« LA 4^{ÈME} PLATE-FORME RÉGIONALE AFRICAINE : OBJECTIFS, PROGRAMME ET RÉSULTATS ESCOMPTÉS » (M. Pedro Basabe, Directeur du Bureau régional Afrique de l'UNISDR)

Dans sa présentation, M. Basabe a tout d'abord noté que la « Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe » a été adoptée à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE) en 2004. Quant au « Programme d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophe (2005-2010) », programme d'action conforme au Cadre d'action de Hyogo, il a été adopté à la 1^{ère} Conférence ministérielle africaine sur la réduction des risques de catastrophe tenue à Addis-Abeba en 2005. Enfin, le « Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la Stratégie africaine sur la prévention des risques de catastrophe (2006-2015) » a été adopté à la 2^{ème} Conférence ministérielle africaine sur la PRC tenue à Nairobi en 2010, conférence qui a exhorté :

- la CUA à faciliter et à coordonner la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine, le Programme d'action de cette stratégie et le CAH ;
- la PRAf, qui est facilitée par l'UNISDR, à être le principal système régional d'appui et de surveillance de la mise en œuvre des stratégies et programmes de PRC aux niveaux régional, sous-régional et national ;
- la PRAf à faciliter et à encourager la coordination et le partage d'informations entre les États, les organismes sous-régionaux et les agences onusiennes.

À noter que le Programme d'action africain élargi 2006-2015 vise à :

- I. accroître la volonté politique pour la prévention des risques de catastrophe (PRC) ;
- II. améliorer l'identification et l'évaluation des risques de catastrophe ;
- III. intensifier la prise de conscience de l'importance de la PRC chez le public et à améliorer la gestion des savoirs ;

- IV. améliorer la gouvernance des institutions de PRC et à réduire les facteurs sous-jacents de risque (mise en relations avec le changement climatique) ;
- V. intégrer la PRC dans la gestion des réponses aux situations d'urgence ;
- VI. fournir une coordination et supervision générales de la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine.

Quant aux plates-formes de l'UNISDR, elles traitent de :

- la mise en œuvre au niveau national (cadres nationaux, multi-parties prenantes et multidisciplinaire avec l'appui de l'Équipe/pays de l'ONU – là où cela est possible) ;
- la mise œuvre au niveau régional (conférence ministérielles et plates-formes régionales) ;
- la mise en œuvre thématique (en mettant à profit les réseaux, les groupes sectoriels (*clusters*) et d'autres mécanismes (par ex., les parlementaires) ;
- la mise en œuvre au niveau mondial (à travers la Plate-forme mondiale organisée une fois tous les deux ans).

Pour ce qui est de la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine, ses objectifs sont les suivants :

- Évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine sur la PRC, du Programme d'action de ladite stratégie et du CAH.
- Présenter des rapports sur la mise en œuvre de la Déclaration ministérielle, sur les activités du Groupe de travail africain, sur l'enquête sur les centres d'excellence africains existants, sur les investissements dans la PRC et sur les activités des partenaires.
- Renforcer la prise de conscience et partager les expériences, les enseignements tirés et les bonnes pratiques, et faire campagne, donner des formations aux médias, faire du réseautage et promouvoir la coopération.
- Définir la position africaine à la Plate-forme mondiale pour la PRC tenue à Genève du 19 au 23 mai 2013, position devant être examinée à cette Plate-forme mondiale.
- Définir la position africaine sur l'après-2015, position sur le CAH et sur le Programme d'action africain, position devant être discutée lors de la Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe prévue en 2015.

Les résultats escomptés de cette Plate-forme régionale ont été les suivants :

- Prise de conscience accrue, partage de savoirs et réseautage entre les parties prenantes concernées.
- Des résumés des rapports sur les recommandations ministérielles et les partenaires : Groupe de travail africain (GTA), enquête sur les centres d'excellence, étude sur les investissements dans la PRC, Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse, parlementaires, secteur privé, jeunesse.
- Un projet de recommandations de l'Afrique pour le cadre de PRC pour l'après-2015.
- Une position africaine convenue et des recommandations à la Plate-forme mondiale sur la PRC.

M. Basabe a également partagé aux participants le programme des travaux pour les trois journées de réunion de la Plate-forme régionale (voir Annexe 5.1.). Enfin, après la cérémonie officielle d'ouverture, une séance « photo de groupe » a été organisée, une conférence de presse a été donnée, et enfin un cocktail de bienvenue a été offert par la République-Unie de Tanzanie.

3. 2^{ÈME} JOURNÉE DES TRAVAUX : JEUDI 14 FÉVRIER 2013

3.1. Confirmation du programme des travaux et de la composition du Comité de rédaction de la Plate-forme régionale africaine

Maître de cérémonie : M. Calleb Weggoro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de la Communauté est-africaine (EAC)

Avec la participation de représentants des sous-régions, un comité de rédaction a été mis en place pour rédiger un compte-rendu sommaire des travaux de cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine (PRAf). Ce comité de rédaction a été présidé par M. Kofi Portuphy, Coordinateur national de l'Office national de gestion des catastrophes (NDMO) au Ghana. Le compte-rendu sommaire en question est fourni dans la partie 4.4.6 du présent rapport.

3.2. Les partenariats du secteur privé pour la PRC en Afrique

Modérateur : Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe

Mme Wahlström a estimé qu'environ 80 à 85 % des investissements effectués dans la PRC proviennent du secteur privé et que de tels financements du secteur privé sont donc des ressources clés qu'il nous faut obtenir pour réduire les risques de catastrophe aux niveaux mondial et régional. Elle a fait remarquer que le CAH mentionne bien le rôle du secteur privé dans la PRC mais le CAH ne met suffisamment pas l'accent sur la signification de ce rôle. Aussi, le CAH2 doit-il refléter une prise de conscience accrue du rôle essentiel du secteur privé dans la PRC, que cela soit au niveau mondial ou régional. Le défi que l'on doit relever actuellement quand il s'agit d'impliquer le secteur privé dans la PRC réside dans l'absence, tant au niveau local que national, de connexion et de coordination (1) entre les entreprises prises individuellement et (2) entre les entreprises et les autres acteurs tels que le secteur du développement et les États. Le langage utilisé pour impliquer le secteur privé a été également cité comme un autre défi. Par exemple, le secteur privé peut penser que les « catastrophes » sont au-delà de son contrôle et qu'ainsi elles ne représentent pas une priorité qui mérite un travail de planification. Or, si on dépeint une catastrophe sous l'angle d'une menace sur la continuité des opérations de l'entreprise, les arguments en faveur de la prise d'actions ne peuvent tout d'un coup pas être ignorés. Autre fait signalé : les plus grandes entreprises privées sont souvent, du fait de la taille de leurs opérations, beaucoup plus résilientes face aux chocs externes et aux stress, et les petites et moyennes entreprises (PME) sont les plus touchées par les catastrophes. Malheureusement, ces PME, qui ont donc le plus besoin de PRC pour se protéger de ces menaces (menaces qui, dans des circonstances extrêmes, peuvent détruire entièrement leurs business), ont souvent moins de ressources à investir dans la PRC.

Des exemples de bonne pratique du secteur privé ont été également cités :

- Safaricom (un opérateur kényan de réseau de téléphonie mobile) finance actuellement des initiatives à long terme de développement agricole qui développent la résilience de certaines collectivités touchées par la sécheresse, en leur procurant de l'aide au forage de puits et à l'irrigation goutte à goutte et en leur fournissant des semences résistantes à la sécheresse. Safaricom sait très bien que si ses clients ont des problèmes, son business aura aussi des problèmes. S'assurer que sa propre entreprise est résiliente et n'est pas sujette à des pannes de réseau équivaut à soutenir des efforts de PRC menés dans une collectivité. Au bout du compte, ce que Safaricom fait, pendant ces six dernières années, pour se développer et garder la confiance de ses 20 millions de clients, n'est plus ni moins que protéger son business contre des catastrophes.
- ARUP (une firme multinationale de services professionnels) regroupe près de 10 .000 spécialistes de l'environnement bâti, éparpillés dans le monde entier. Ingénieurs, architectes, urbanistes et promoteurs urbains, ces spécialistes assument tous un rôle clé dans la bataille contre les catastrophes urbaines, catastrophes qui sont d'ailleurs mises en exergue dans la revue à mi-parcours du CAH comme étant un domaine clé qui mérite plus d'attention et d'actions.
- Oxfam a relevé que Shinyanga (en Tanzanie), qui se trouve dans la région du lac Victoria, avait longtemps été tributaire de l'aide alimentaire. Aujourd'hui cependant, 8.000 petits agriculteurs

locaux gagnent bien leur vie en récoltant des plants de sisal à partir desquels sont tirées des fibres pour fabriquer des carpettes, des cordes, des brosses et des garnitures d'intérieurs de voiture. Ce business est devenu rentable depuis que des machines appelées « *raspadoras* » ont été importées pour décortiquer, sur place, les coriaces plants de sisal, ce qui réduit les coûts de transport des fibres vers la ville la plus importante la plus proche. On a relevé que ce qu'Oxfam a conçu, au départ, comme étant un effort d'amélioration de la chaîne de valeur et d'assistance à des petits producteurs, est aujourd'hui une solution de PRC à long terme.

En tout cas, les participants ont noté qu'il est en effet important de travailler avec des réseaux établis d'organismes du secteur privé, réseaux tels que l'Alliance du secteur privé kényan (KePSA), WEF Afrique (Forum économique mondial sur l'Afrique), le Pacte mondial des Nations Unies (Afrique), l'ULI (*Urban Land Institute* - Institut pour les terrains urbains) et l'Alliance du secteur privé de la Tanzanie. Les participants ont également appris qu'en Asie, où la croissance économique a été extrêmement rapide, les efforts de PRC n'ont pas accompagné les taux de croissance. Résultat : cette région fait actuellement du « rattrapage » dans la réduction de ses risques. L'Afrique, quant à elle, a encore la chance aujourd'hui de pouvoir s'y mettre plus tôt en réduisant les risques au fur et à mesure qu'ils s'accroissent.

Recommandations pour aller de l'avant :

- La Plate-forme régionale reconnaît l'utilité des *Cinq points essentiels de la PRC pour les entreprises* suivants, définis par l'UNISDR :
 - ✓ Promouvoir des partenariats public-privé pour la PRC pour analyser les causes profondes de la poursuite d'activités qui se sont déjà révélées non résilientes et élaborer des cadres d'action permettant de s'attaquer à ces causes ;
 - ✓ Mettre à profit l'expertise sectorielle et les points forts du secteur privé pour faire progresser les activités de prévention de risques de catastrophe et d'atténuation de l'impact des catastrophes, y compris le renforcement de la résilience et l'amélioration de l'efficacité de la réponse.
 - ✓ Favoriser les échanges concertés et la diffusion de données : partage d'informations sur les évaluations, le suivi, les prévisions, les pronostics, l'alerte rapide, les actions entre le public et les opérateurs du secteur privé.
 - ✓ Appuyer les évaluations de risques aux niveaux national et local ainsi que le développement des capacités, et faire bon usage des opportunités qui démontrent que le développement de la résilience est une bonne stratégie économique de pérennisation de l'entreprise.
 - ✓ Élaborer et appliquer des codes et procédures internes de conduite et appuyer, là où cela est possible et nécessaire, l'élaboration de législations, de réglementations et de politiques nationales et locales.
- Le groupe de discussion a été en faveur de ces « Cinq points essentiels » mais a relevé que d'autres orientations s'avèrent nécessaires sur la manière de faire de la PRC au sein du secteur privé. Quelles sont, dans la pratique, les mesures que les entreprises devraient prendre pour réduire les risques auxquels elles sont exposées ?
- Cibler les pays africains où le secteur privé commence déjà à jouer un rôle dans la PRC, autrement dit adopter l'approche du « fruit le plus accessible ». Les pays suivants ont été suggérés pour des actions initiales : l'Afrique du Sud, le Kenya, peut-être l'Égypte, le Soudan, le Nigéria et la Tanzanie.
- Poursuivre le dialogue autour de ce sujet pour s'assurer que les recommandations soient transmises à la Plate-forme mondiale de mai 2013. (Une rencontre initiale a été provisoirement proposée en marge de l'événement WEF Afrique prévu du 5 au 8 mai 2013).

En conclusion, le modérateur de la session a réitéré que le but de l'initiative « Secteur privé » est d'amener la grande famille des hommes et femmes d'affaires, en Afrique, à se connecter entre eux, à partager les expériences et les meilleures pratiques du développement de la résilience dans leurs secteurs et à soutenir ainsi les collectivités dans lesquelles ils/elles opèrent. Mme Wahlström a, en

outre, relevé que l'apport du secteur privé sera crucial dans le prochain cadre mondial de la PRC qui sera adopté en 2015. En attendant, le secteur privé devrait déjà voir en l'actuel Cadre d'action de Hyogo un guide vers de meilleures pratiques de « protection anti-catastrophe » des business et des collectivités dans lesquelles ces business s'opèrent.

3.3. SESSION 1 : La prévention des risques de catastrophe au niveau régional

Président de séance : S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire en charge de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine (CUA)

Modérateur : Mme Elizabeth Longworth, Directeur exécutif de l'UNISDR

3.3.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Le progrès réalisé, au niveau régional, dans la mise en œuvre du CAH, de la Stratégie africaine et du Programme d'action africain » - M. Pedro Basabe de l'UNISDR

Cette présentation a porté sur (a) les risques de catastrophe et les opportunités en Afrique (CUA), (b) les progrès réalisés en Afrique et (c) les suggestions sur la voie à suivre.

(a) Risques de catastrophe et opportunités en Afrique (CUA)

La comparaison des PIB des pays d'Afrique sub-saharienne (AAS) et de ceux des pays de l'OCDE (1995-2012) montre que l'ASS a enregistré une croissance supérieure à celle de l'OCDE pour une grande partie de la période de référence. En 2012, par exemple, parmi les pays africains qui ont réalisé une croissance significative du PIB figurent la Lybie (plus de 12 %), le Mozambique (plus de 8 %), le Rwanda et le Ghana (plus de 7 % chacun). Il a ainsi été noté que la croissance économique, en Afrique, offre aussi l'occasion unique de faire progresser le développement durable sur ce continent, y compris la PRC et l'adaptation au changement climatique. Entre 2008 et 2011, on estime que la croissance du PIB du Kenya a accusé une baisse d'environ 2,8 % en moyenne à cause de facteurs liés à la sécheresse. On estime également que, pour la même période au Kenya, l'impact global de la sécheresse est évalué à 12,1 milliards de dollars US, que le secteur de l'élevage y a subi le gros des dégâts et des pertes (72 %), et que les plus gros dégâts et pertes par tête d'habitant y ont été enregistrés dans les zones abritant de nombreuses populations vulnérables.

On a également relevé, dans cette présentation, que des catastrophes naturelles dévastatrices sont survenues en Afrique en 2012 : des inondations en Algérie, au Niger, au Nigéria, au Tchad, au Soudan, en Somalie et au Kenya ainsi que des cyclones au Mozambique et à Madagascar.

(b) Les progrès réalisés en Afrique

Au niveau continental, des progrès ont été réalisés dans les domaines suivants :

- des plates-formes régionales africaines ou conférences ministérielles qui sont organisées tous les deux ans ;
- des formations destinées aux médias en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est et en Afrique australe ;
- une trousse à outils pour les Plates-formes nationales ;
- un Groupe de travail africain sur la PRC qui fonctionne ;
- une étude portant sur les centres d'excellence existants ;
- une étude sur les investissements effectués dans la PRC ;
- un mécanisme financier de mutualisation des risques ;
- la mise en place de différentes unités au sein de la CUA : changement climatique, désertification, gestion environnementale, PRC.

Les progrès réalisés au niveau sous-régional (au niveau des CER) sont, entre autres :

- Pour l'IGAD (composée de 7 pays membres) : une stratégie de PRC a été élaborée et approuvée en juillet 2004.

- Pour la CEDEAO (composée de 15 pays membres) : un programme d'action pour la mise en œuvre de la politique de PRC de la CEDEAO (pour la période 2010-2014) a été adopté en octobre 2009.
- Pour la SADC (composée de 15 pays membres) : le Plan stratégique de PRC a été révisé et approuvé (pour la période 2006-2010) en septembre 2005.
- Pour la CEEAC (composée de 11 pays membres) : une Politique générale sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles a été élaborée et approuvée en mars 2007.
- Pour l'EAC (composée de 5 pays membres) : une politique sur le changement climatique a été formulée et approuvée en avril 2010.
- Pour la COI (composée de 5 pays membres) : un programme d'action axé sur les besoins spécifiques des petits États insulaires en développement a été élaboré et approuvé en janvier 2005.

Les progrès réalisés au niveau national sont, entre autres :

- 40 pays disposent aujourd'hui d'une Plate-forme nationale ou de structures similaires de coordination.
- 25 pays se sont dotés de politiques ou stratégies de PRC ou de GC (Gestion des catastrophes).
- 28 pays possèdent un DSRP (Document de stratégie sur la réduction de la pauvreté) qui intègre la PRC.
- 14 pays disposent de conseillers en PRC appuyés par le PNUD.
- 29 pays ont un PANA (Plan d'action national d'adaptation au changement climatique) qui intègre la PRC.
- 18 pays disposent d'un PCNUAD (Plan-Cadre des Nations Unies pour l'assistance au développement - UNDAF en anglais) qui intègre la PRC.

En matière de préparation aux catastrophes, 31 pays ont élaboré des plans de contingence, des éléments de simulation de la planification de la préparation, des directives et indicateurs pour la préparation et la réponse rapide.

Exemples récents de réalisations, en Afrique, par rapport aux indicateurs des priorités du CAH :

- *PRIORITÉ 1 du CAH* - 25 pays disposent de cadres institutionnels et juridiques pour la PRC :
 - ✓ Une stratégie nationale pour la PRC en Côte d'Ivoire.
 - ✓ Un « Cadre de planification stratégique et d'investissements en matière de gestion de risques de catastrophe » en Éthiopie.
 - ✓ La PRC est intégrée dans la politique de l'EAC sur le changement climatique.
- *PRIORITÉ 2 du CAH* - Un nombre accru de pays qui recueillent des données sur les risques associés aux aléas et qui développent des systèmes de diffusion de l'information sur les aléas :
 - ✓ des bases de données sur les pertes dues aux catastrophes en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda, au Mozambique et au Mali ;
 - ✓ formation de formateurs pour le personnel du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD en anglais) ;
 - ✓ des données sur les risques d'origine climatique chez ACMAD (Centre africain pour l'application de la météorologie au développement) ;
 - ✓ renforcement des capacités d'alerte rapide dans les services de la météorologie de l'Ouganda, de l'Éthiopie et du Kenya.

Au niveau sous-régional :

- ✓ des protocoles de partage de données ont été élaborés pour la CEDEAO (inondations).
- *PRIORITÉ 3 du CAH* - Un nombre accru de pays qui se sont dotés de programmes scolaires portant sur la « PRC / Pour des écoles plus sûres » :

- ✓ la PRC est entièrement intégrée au programme scolaire à Madagascar ;
- ✓ des livrets scolaires et des kits de formation des enseignants ont été élaborés en Tanzanie ;
- ✓ l'élaboration d'un programme scolaire sur la PRC est en cours au Kenya.
- **PRIORITÉ 4 du CAH 6** - Un nombre accru de pays disposant de codes de construction et de réglementations sur l'aménagement du territoire qui sont déjà en vigueur :
 - ✓ « Des villes plus sûres » : un projet pilote d'auto-évaluation de la PRC est en cours pour les villes de Kisumu et de Narok au Kenya et pour la ville de Moshi en Tanzanie.
 - ✓ Tous les districts ont été formés, au Rwanda, à l'utilisation de l'outil d'auto-évaluation de la PRC.
- **PRIORITÉ 5 du CAH** - Des unités de PRC sont opérationnelles au sein de la CUA et des CER (conformément au Programme d'action africain) :
 - ✓ des unités de PRC existent au sein de la SADC, de la CEDEAO, de la CEEAC, de l'IGAD, de l'EAC et de la CUA, et elles bénéficient de l'appui des parties prenantes.
- **PRIORITÉ 6 du CAH** - Préparation de rapports biennaux d'état d'avancement :
 - ✓ « Rapport de situation pour l'Afrique » (2007, 2009 et 2013).
 - ✓ Le site web du Groupe de travail africain (GTA) sur la PRC comporte un suivi du Programme d'action africain pour la PRC.

(c) Des suggestions sur la voie à suivre

Les points suivants figurent parmi les recommandations du « Rapport de situation pour l'Afrique » :

- Traduire les législations et les politiques de PRC en programmes dotés de ressources adéquates.
- Renforcer l'intégration entre PRC, adaptation au changement climatique et développement durable.
- Promouvoir des incitatifs destinés au secteur de l'éducation pour qu'il intègre la PRC dans les programmes scolaires.
- Consolider l'intégration horizontale et verticale des institutions de GRC.
- Promouvoir une participation multisectorielle et multi-parties prenantes au sein des Plates-formes nationales et renforcer les capacités de leurs membres.
- Se focaliser sur des évaluations des risques transfrontaliers et des systèmes d'alerte rapide transfrontalière axés sur les personnes, évaluations et systèmes plus holistiques.
- Renforcer la collaboration avec les organisations de société civile pour atteindre les collectivités locales.

3.3.2. DÉBAT 1 : « Rapports sur les recommandations ministérielles et les partenaires »

Rapport sur le Groupe de travail africain (GTA) sur la PRC – présenté par le président du GTA (CUA)

En décembre 2005, la « Première Conférence ministérielle africaine sur la réduction des risques de catastrophe », tenue à Addis-Abeba, a appelé à la création d'un Groupe de travail africain (GTA) sur la PRC, pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la PRC et de son Programme d'action. Le GTA a pour objet de fournir coordination et appui technique à la CUA, aux CER, aux États membres et aux partenaires pour mettre en œuvre la Stratégie régionale africaine pour la PRC et son Programme d'action, cela en concordance avec le Cadre d'action de Hyogo (CAH). Les fonctions principales du GTA sont de fournir conseils et appui technique, de renforcer le plaidoyer pour la PRC et ses liens avec le changement climatique, de faire du réseautage, et de contribuer au suivi de la mise en œuvre du Programme d'action africain. Le GTA a jusqu'ici tenu trois réunions qui ont produit des résultats importants :

- i. une première réunion, réunion inaugurale, tenue en octobre 2011 à Nairobi au Kenya ;
- ii. une deuxième réunion tenue en mai 2012 à Yaoundé au Cameroun ; et
- iii. une troisième réunion tenue en septembre 2012 à Zanzibar en République-Unie de Tanzanie.

Des enseignements ont été tirés jusqu'ici, dont les suivants :

- Ces réunions, qui sont tenues régulièrement par le GTA, ont permis d'avancer vers des évaluations plus systématiques des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action africain.
- On assiste actuellement au renforcement de la coordination, de la planification et de l'identification des priorités pour la mise en œuvre du Programme d'action africain à l'échelle continentale, bien que les plans de la CUA doivent être synchronisés avec ceux des CER, ce qui exige des capacités plus étoffées de la part des unités de PRC concernées qui opèrent aux niveaux régional et sous-régional.
- Le Communiqué de Zanzibar démontre également que le GTA peut s'avérer être une voix politique forte pour la mobilisation de ressources.

Le GTA a toutefois énuméré certain défis, dont les suivants :

- L'insuffisance de ressources : une ligne budgétaire spécifique est nécessaire pour que le GTA puisse se réunir régulièrement.
- Il y a lieu également de synchroniser la planification entre les CER, la CUA et l'UNISDR.
- Des outils tels que le site web du GTA ainsi qu'un outil de suivi doivent être mis au point pour améliorer l'élaboration de rapports et renforcer le suivi.
- Le GTA devrait aussi commencer à utiliser des *task forces* (équipes spéciales) prévues dans leurs termes de référence, pour mener des tâches techniques bien précises.

Enquête sur les centres d'excellence – présentée par le professeur Aneson Cadribo de l'UNISDR et de la CUA

La quête de centres d'excellence commence à Addis-Abeba en mai 2005 avec la Première Conférence ministérielle sur la réduction des risques de catastrophe. Lors de cette réunion, l'Égypte présente une proposition pour la création d'un Centre d'excellence pour la PRC. Les ministres africains adhèrent alors au principe de la nécessité d'un tel centre mais appellent à ce que des études et évaluations supplémentaires soient menées. En avril 2010, la Deuxième Conférence ministérielle appelle la CUA et les États membres à créer, aux niveaux sous-régional et régional, un réseau d'établissements d'enseignement et de développement de capacités. Un projet de critères, élaboré par la CUA et l'UNISDR, prévoit alors la création d'un centre régional pour l'Afrique et des centres sous-régionaux abrités par les Communautés économiques régionales (CER), le tout formant un réseau africain de centres d'excellence. En mai 2012, le GTA examine ces critères et les envoient aux CER pour de nouvelles consultations avec leurs États membres. En septembre 2012, le GTA approuve les termes de référence et les soumet à l'évaluation d'un groupe d'experts issus, entre autres, de la CUA, de l'UNISDR, d'ACMAD, de la BAD, de l'ADPC (Centre asiatique pour la préparation aux catastrophes) ainsi qu'un éminent universitaire africain. Ces termes de référence sont, en octobre 2012, affichés sur le site web de la CUA avec une date-limite (de dépôt de soumissions) fixée au 5 novembre 2012, date-limite qui, par la suite, est repoussée au 15 novembre 2012. Dix-sept soumissions sont reçues de la part d'établissements de l'enseignement supérieur (EES) et d'organismes de développement de capacités de PRC. Il ressort de ce qui précède que :

- le processus est complexe et nécessite une injection importante de ressources ;
- il existe de vastes capacités d'enseignement de la PRC et des possibilités de travailler avec un important consortium, et il existe également une toile complexe de réseaux ;
- il y a lieu d'exploiter les capacités et réseaux existants pour générer toutes les options nécessaires pour une bonne coordination aux niveaux régional et sous-régional.

Étude sur les investissements dans la PRC – présentée par le professeur Dewald van Niekerk de North West University en Afrique du Sud

Cette étude fait appel à une méthode d'approches mixtes qui font intervenir à la fois des techniques qualitatives et quantitatives. Les objectifs de l'étude sont :

- i. donner un aperçu général des investissements effectués dans la PRC ;

- ii. analyser la situation actuelle des investissements dans la PRC en Afrique (par exemple, qui finance quoi et dans quelles proportions ?) ;
- iii. documenter les défis à relever en retraçant les investissements dans la PRC ;
- iv. émettre des recommandations pour un procédé permettant aux États de retracer les investissements dans la PRC.

Il ressort de cette étude que dans la région Afrique, la plupart des financements pour la PRC proviennent, entre autres, de la GFDRR (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement), d'agences onusiennes, des États, de l'USAID, du DFID, de la FICR, de GIZ (Coopération internationale allemande), de SIDA (Agence suédoise de développement international), de l'ACDI (Agence canadienne de développement international) et d'AusAID (Agence australienne de développement international). La prévention des catastrophes et la préparation aux catastrophes se chiffrent à environ 0,3 % de toute l'aide publique internationale au développement. Cette étude relève également qu'il existe de nombreux programmes et projets de développement qui contribuent à la PRC mais qui ne sont toutefois pas présentés comme tels. Les rapports des États sur les dépenses en PRC demeurent laconiques et certains États ne soumettent que des rapports sur la réponse (aux catastrophes) qu'ils présentent comme des rapports sur la PRC. Et pour de ces dépenses, il n'existe qu'un nombre limité de présentations budgétaires détaillées, ce qui veut dire qu'il est possible qu'on ait dépensé beaucoup en PRC mais qu'on n'en a aucune trace.

Au nombre des défis relevés dans cette étude figurent les suivants :

- il faut préciser avec clarté les rôles, les mandats et les responsabilités en matière de financement de la PRC au niveau international ;
- il y a lieu de se mettre d'accord sur un cadre pour la production de rapports sur les investissements PRC effectués dans tous les secteurs et par tous les acteurs en Afrique ;
- il faudrait des orientations claires, à l'intention des pays, pour les aider à faire en sorte que les dépenses PRC éventuelles soient reflétées sur leurs rapports relatifs aux priorités et aux objectifs chiffrés du CAH et des OMD ;
- il est nécessaire de renforcer les organisations régionales chargées de la PRC pour qu'ils puissent aider les pays en matière d'investissements relatifs à la PRC et de préparation d'informations financières sur la PRC ;
- il faudrait approfondir davantage la question de l'intégration de la PRC dans l'humanitaire, dans le développement et dans l'adaptation au changement climatique, cela pour mettre l'accent sur l'importance et le coûts-avantages de l'exactitude et de la précision en matière d'allocation de fonds et d'information financière sur la PRC ;
- il faut envisager la création d'un fonds africain et/ou mondial pour la PRC, fonds impulsé par les pays, axé globalement sur la PRC et soumis à un mécanisme ouvert et transparent d'information financière ; et
- on devrait appuyer les travaux de recherche sur les investissements à court terme dans la PRC. Un tel appui permet de faire mieux sur les actions recommandées ci-dessus.

Le tableau 1 ci-après résume quelques exemples de dépenses sur la PRC.

Tableau 1. Exemples de dépenses sur la PRC

Organisation/Pays	Description	Montant/Période
OCDE	Prévention et préparation aux catastrophes dans le cadre de l'aide publique au développement (APD)	471 millions de dollars US (2007-2011)
USAID	Prévention et préparation aux catastrophes	124 millions de dollars US en 2011 ; 157 millions de dollars US en 2012
GFDRR	75% du budget de la GFDRR provient de l'aide humanitaire ; 6% du budget PRC en Afrique provient de la GFDRR.	13 millions de dollars US
PNUD	5% du budget PRC en Afrique	

DRC	Prévention et préparation aux catastrophes	11,4 millions de dollars US
Soudan	Prévention et préparation aux catastrophes	3,6 millions de dollars US
Ouganda	Prévention et préparation aux catastrophes	8,8 millions de dollars US
Éthiopie	Prévention et préparation aux catastrophes	16,5 millions de dollars US
Tchad	Prévention et préparation aux catastrophes	0,5 million de dollars US m
Libéria	Prévention et préparation aux catastrophes	0.7 million de dollars US
Somalie	Prévention et préparation aux catastrophes	3,5 millions de dollars US
Zimbabwe	Prévention et préparation aux catastrophes	4,2 millions de dollars US
Burundi	Prévention et préparation aux catastrophes	5,5 millions de dollars US
Kenya	Prévention et préparation aux catastrophes	11,1 millions de dollars US
Angola	Prévention et préparation aux catastrophes	0,5 million de dollars US
Afrique	Total des engagements financiers pour la PRC	237.627.696 dollars US depuis l'an 2000
Afrique	Atténuation de l'impact du changement climatique	1,3 milliards de dollars US en 2003
Afrique	Adaptation au changement climatique	600 millions de dollars US

Les résultats du 5^{ème} Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse – présentés par M. Francis Opiyo, Coordinateur de projets au PNUD/DDC (Centre pour le développement des zones arides)

Le 5^{ème} Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse (FAAS5) s'est tenu à Ngurdoto Mountain Lodge les 11 et 12 février 2013, avec pour thème « *Réduire les risques de sécheresse en Afrique : en mesurer l'impact et établir des stratégies pour l'avenir* ». Ce Forum a été organisé conjointement par le PNUD/DDC (Centre du PNUD pour le développement des zones Arides) et l'UNISDR, avec l'appui financier du Service d'aide humanitaire et de protection civile (ECHO) de la Commission européenne. De tels forums, notons-le, sont organisés depuis 2005 pour créer un environnement propice au partage de savoirs et pour faciliter la reproduction à plus grande échelle, dans les pays africains sujets à la sécheresse, de pratiques éprouvées, cela avec le but ultime d'atténuer les risques de sécheresse, de développer la résilience, et d'améliorer les moyens de subsistance. Ce 5^{ème} Forum s'est fixé les objectifs suivants :

- i. comprendre les méthodologies et outils appliqués à la compilation de faits probants qui se rapportent aux impacts observés : par exemple, l'impact des décisions prises en matière d'investissement/intervention en réduction de risques de sécheresse (RRS), l'impact des pratiques d'adaptation au changement climatique, etc. ;
- ii. partager des exemples de pratiques de RRS éprouvées en termes de coût-efficacité et d'impact ;
- iii. s'accorder, au niveau continental, sur la marche à suivre pour renforcer, sur la base de bonnes pratiques éprouvées, les investissements en RRS dans les zones arides.

Les résultats/recommandations de FAAS5 peuvent être résumés comme suit :

- i. les pays et les organismes devraient se fixer des objectifs sur le développement de la résilience dans toutes les régions d'Afrique ;
- ii. les mécanismes/plates-formes de coordination intra/intersectorielle devraient être renforcés pour qu'ils produisent les résultats nécessaires en matière de résilience à la sécheresse ;
- iii. des financements accrus et durables pour la résilience sont nécessaires pour consolider les acquis des interventions de réduction de risques de sécheresse ;
- iv. il est nécessaire de porter à une plus grande échelle les acquis des bonnes pratiques, des initiatives et des interventions pilotes de RRS en Afrique ;

- v. il faut disposer de méta-indicateurs et d'outils de mesure de la résilience pour pouvoir s'ouvrir à d'autres méthodologies utilisées au niveau régional. Et il convient d'accompagner d'une volonté politique et d'un soutien politique la méthodologie dite « CoBRA » (Méthodologie d'évaluation communautaire de la résilience) du PNUD, une méthodologie quantitative de mesure de la résilience qui est en cours d'élaboration ;
- vi. le développement de la résilience, en Afrique, nécessite un consortium ou un dispositif institutionnel qui, dans son approche, soit multisectoriel.

Rapport du Groupe ONU/SIPC des parlementaires en Afrique – présenté par l'honorable Abdou Sane

L'honorable Abdou Sane a tout d'abord noté que l'engagement des parlementaires africains dans la PRC remonte à 2008 lors d'une réunion consultative tenue à Manille aux Philippines. Prenant part à cette réunion, des députés membres de l'Assemblée législative est-africaine (EALA) se sont tout de suite engagés en faveur de la PRC. Ces députés ont ensuite poursuivi avec une rencontre tenue à Nairobi en 2009 et ont, depuis, adopté un « Plan d'action de Nairobi pour les parlementaires », plan d'action qui les engage :

- à mettre à profit les différents organes régionaux existants pour faire avancer la cause de l'adaptation au changement climatique et de la PRC ;
- à se faire les défenseurs de la cause de la PRC, à être des champions de la PRC à l'échelle locale, et à développer un modèle de meilleures pratiques ;
- à élaborer les législations appropriées pour renforcer la capacité de gestion des catastrophes en Afrique et pour créer un environnement propice à l'adaptation au changement climatique.

Il est à noter que des parlementaires africains se sont engagés dans la PRC parce que :

- l'impact des catastrophes représente une grande menace sur la protection de la vie des gens, sur leurs moyens de subsistance, et sur le développement durable ;
- les législateurs, s'ils ont des connaissances en matière de PRC, peuvent aider à obtenir la volonté politique et l'action politique nécessaires à la PRC ;
- pour faire de la PRC une priorité nationale et locale, il faut une volonté politique durable étayée par le fort soutien des assemblées législatives ;
- les parlements peuvent, grâce à leur participation au processus d'adoption des budgets, exercer des responsabilités de contrôle sur l'exécutif ainsi que sur le budget de l'État ;
- les parlementaires peuvent jouer un rôle stratégique dans les processus de formulation de politiques au niveau national et dans les processus de mise en œuvre, au niveau local, dans leurs propres circonscriptions électorales.

Les résultats d'un tel engagement sont, entre autres, les suivants :

- des Champions régionaux de la PRC ont pris des actions pour faire avancer la cause de la PRC à différents niveaux ;
- un modèle anticipé de législation a été élaboré pour les pays d'Afrique de l'Est puis révisé : il sera présenté à la prochaine Assemblée législative est-africaine ;
- des ateliers parlementaires sur la PRC ont été organisés, avec les partenaires nationaux, au Bénin, au Sénégal et en Ouganda. Ces ateliers ont été animés par des membres du Groupe consultatif africain (de parlementaires).

Consultations de la FICR sur la PRC – présentées par Mary Picard, Responsable senior des questions relatives aux catastrophes à la FICR (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)

Cette présentation a porté sur (a) des consultations menées par la Croix-Rouge/Croissant-Rouge auprès de ses Sociétés nationales, consultations portant sur le CAH pour l'après-2015, et (b) un processus FICR-PNUD de recherche et de consultations sur ce que seraient les cadres juridiques et institutionnels susceptibles d'appuyer la PRC jusqu'en 2015.

Consultations sur le CAH pour l'après-2015 (consultations menées par la Croix-Rouge/Croissant-Rouge auprès de ses Sociétés nationales) :

Ces consultations ont été axées sur (a) les réussites, les défis et les opportunités les plus importantes, (b) la redevabilité et la gouvernance, et (c) l'intégration de la PRC dans le développement ainsi que les rapports entre PRC et secteurs de développement.

Les réussites :

- Collaboration accrue entre les différentes parties prenantes.
- Cadres juridiques et institutionnels nationaux plus solides.
- Reconnaissance de la nécessité d'intégrer la PRC dans la planification du développement.

Les défis :

- Malgré les progrès réalisés, plus de coordination est encore nécessaire entre les parties prenantes à la PRC.
- Une prise de conscience accrue sur les questions de PRC est requise de la part du public.
- Un plus grand nombre de catastrophes veut dire moins de ressources et de capacités pour la PRC.
- Il n'existe pas de financements prévisibles et à long terme pour la PRC.

Au sujet de la redevabilité et de la gouvernance, il a été relevé que différents acteurs de PRC (acteurs étatiques et non gouvernementaux) souhaitent une répartition claire des rôles et des responsabilités ainsi que la mise en place de nouveaux partenariats. Il faudrait également une décentralisation des responsabilités et des ressources vers le niveau local, ainsi qu'une plus grande transparence et de plus grandes responsabilités à tous les niveaux, dont un bon suivi des programmes de PRC et un bon reporting sur ces programmes. Enfin, il a été souligné, pendant la présentation, qu'un plus grand nombre de catastrophes surviennent quand la PRC n'est pas intégrée dans la planification du développement. Mais intégrer la PRC dans le développement exige :

- Une révision des législations, des politiques et des plans existants soient pour y introduire la PRC;
- une coordination nationale des efforts de PRC (c'est-à-dire l'existence de plates-formes nationales pour la PRC ou de mécanismes similaires) ;
- une plus grande prise de conscience de la PRC au sein des gouvernements, dans la société civile, et chez le grand public.

Il ressort également de cette présentation que les messages clés pour le cadre de PRC pour l'après-2015 devraient être axés sur les points suivants :

- sur la population (qui, dans le cadre stratégique de la PRC, se compose des collectivités et de la société civile).
- Intégrer l'éducation et la sensibilisation communautaires.
- Attribuer des responsabilités et des ressources pour la PRC au niveau local.
- Des législations, des structures et des politiques qui coordonnent et intègrent la PRC.

3.3.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

Des participants provenant des entités ou pays énumérés ci-après ont soit émis des commentaires soit demandé des clarifications et/ou posé des questions pendant le temps alloué au débat lors de la séance plénière :

Sénégal (Question) : *Quels sont les résultats accomplis après toutes ces réunions ? La résilience s'est-elle améliorée aujourd'hui ? Le professeur Niekerk a-t-il fait une quelconque différence entre fonds investis dans la PRC et fonds investis dans la prévention ?*

Un participant provenant du Bénin (Commentaire) : *Le Bénin dispose bien d'une Plate-forme. Nous vous prions de mettre à jour vos informations.*

Un participant provenant du Mali (Question posée à M. Pedro Basabe) : *Cet accord entre 35 pays a-t-il force légale ? Comment peut-on les obliger à honorer leurs engagements ?*

Un participant provenant du Nigéria (Commentaire) : Le Nigéria a établi, dans le pays, six universités pour la PRC. Un programme d'enseignement a été élaboré pour les écoles secondaires et du matériel pédagogique est en cours d'élaboration.

CUA (Commentaire) : Il faut inspirer les parlementaires pour que la PRC devienne une priorité nationale.

OMM (Commentaire) : Les parlementaires sont bons en plaidoyer.

Les orateurs ont fourni les explications ou les réponses sollicitées. Le modérateur a noté qu'il faut mettre à profit les efforts actuels et que Rio+20 avait inséré la PRC dans les grands dossiers du développement. Ensuite, le président de séance a donné un résumé des questions les plus importantes abordées. Elle a relevé les points suivants :

- il faut une harmonisation entre travail humanitaire et travail de développement ;
- les séances de travail ont réussi à dégager une quantification des risques ;
- il faut que les boîtes à outils améliorent la résilience ;
- une masse critique de parlementaires acquis à la cause de la PRC est nécessaire pour que les parlementaires puissent faire davantage sur la question ;
- plus du 2/3 des financements alloués à la PRC proviennent des acteurs humanitaires ;
- des établissements de recherche existent en Afrique et ils peuvent être des centres d'excellence ;
- la FICR a passé en revue la PRC dans 27 pays et les informations ainsi recueillies peuvent enrichir le travail des parlementaires ;
- la PRC est une question complexe qui nécessite des actions intersectorielles.

3.4. SESSION 2 : La prévention des risques de catastrophe au niveau sous-régional

Président de séance : S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire en charge de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine (CUA)

Modérateur : M. Doekle Wielinga, Chef du Département Afrique à la GFDRR (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement) de la Banque mondiale

3.4.1. DÉBAT 2 : « De l'élaboration, par les CER et les partenaires, de rapports sur les progrès réalisés, au niveau sous-régional, dans la mise en œuvre du CAH et de la Stratégie et Programme africains pour la PRC - expériences instructives et défis » - CEDEAO, IGAD, SADC, CEEAC, EAC, COI

La Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Les progrès réalisés par la CEDEAO ont été présentés par rapport aux priorités du CAH :

(a) **PRIORITÉ 1 DU CAH - POLITIQUES, CADRES INSTITUTIONNELS ET JURIDIQUES :** « Veiller à ce que la prévention des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide. »

- Une politique régionale pour la prévention des risques de catastrophe a été adoptée par les chefs d'État de la CEDEAO en 2007, ainsi qu'un Plan d'action (2010-2015).
- La division « PRC » de la CEDEAO a élaboré et validé de nouvelles lignes directrices pour le renforcement des Plates-formes nationales dans les États membres.
- La CEDEAO appuie 10 pays dans le renforcement des Plates-formes nationales dans la région. Parmi ces pays figurent le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, le Libéria, le Mali, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire.

(b) **PRIORITÉ 2 DU CAH - IDENTIFICATION DES RISQUES :** « Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce. »

- Avec la collaboration conjointe de l'ONU/SIPC et de la GFDRR de la Banque mondiale, un premier « Atelier régional de formation à l'évaluation des risques » a été organisé en Afrique de l'Ouest en novembre 2009.

- En collaboration avec le Bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement (BPCR), un atelier de formation à l'application des méthodologies dites « Inventaire et évaluation systématiques pour l'estimation des risques » (SIERA² en anglais) a été organisé dans quatre États membres.
- De même, et en collaboration avec la GFDRR de la Banque mondiale, une étude a été menée sur l'impact des inondations transnationales en Afrique de l'Ouest.
- Enfin, une initiative est en cours pour une collaboration avec le Réseau d'alerte et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN³), celui-ci étant un outil d'observation et de surveillance pour la prévention des conflits et la prise de décisions correspondantes.

(c) PRIORITÉ 3 DU CAH - GESTION DES SAVOIRS : « Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux. »

- Les États membres sont actuellement incités à élaborer des instruments nationaux de partage d'informations et d'échange de meilleures pratiques ainsi que d'autres mécanismes susceptibles d'améliorer la coordination et la collaboration entre parties prenantes à la PRC.
- En collaboration avec l'ONU/SIPC et la GFDRR de la Banque mondiale, un protocole d'accord sur le partage de données hydro-climatiques entre États membres a été élaboré en octobre 2010.
- Une évaluation de la capacité des organismes régionaux spécialisés d'Afrique de l'Ouest a été entamée, en collaboration avec l'ONU/SIPC et la GFDRR de la Banque mondiale, pour qu'une plus grande coopération soit établie pour appuyer les programmes de PRC dans les États membres.
- Un échange de programmes de bonnes pratiques existe entre les États membres (la Gambie et le Nigéria).

(d) PRIORITÉ 4 DU CAH – « Réduire les facteurs de risque sous-jacents (gestion environnementale, sécurité alimentaire, approche Genre, aménagement du territoire, etc.) »

- Un programme sous-régional de réduction de la vulnérabilité au changement climatique en Afrique de l'Ouest, a été lancé. Il s'agit de relever les défis liés au changement climatique et de réduire l'impact social, économique et environnemental du changement climatique anticipé en Afrique de l'Ouest.
- Une initiative a également été conçue pour intégrer la PRC et l'adaptation de l'agriculture ouest-africaine au changement climatique à la Politique agricole de la CEDEAO (ECOWAP⁴).
- Une autre initiative est également en cours de mise en œuvre, une initiative visant à intégrer la PRC dans la Stratégie régionale de la CEDEAO pour la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Ouest.

(e) PRIORITÉ 5 DU CAH – « Renforcer la préparation aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent. »

- L'Équipe CEDEAO de réponse aux situations d'urgence contribue au renforcement des capacités régionales de réponse aux catastrophes et permet à la CEDEAO d'intervenir en cas d'urgence humanitaire complexe.
- Une politique humanitaire régionale a été élaborée et adoptée pour renforcer la capacité des États membres de la CEDEAO à s'occuper efficacement des problèmes humanitaires et à garantir le bien-être de la population dans la région de la CEDEAO.
- Un mécanisme de fonds d'urgence a été mis en place pour aider les États membres de la CEDEAO touchés par des catastrophes naturelles (inondations, etc.).

² SIERA : *Systematic Inventory and Evaluation for Risk Assessment*

³ ECOWARN : *ECOWAS Warning and Response Network* / Réseau d'alerte et de réponse de la CEDEAO

⁴ ECOWAP : *ECOWAS Agricultural Policy* / Politique agricole de la CEDEAO

- De nombreux pays de la sous-région ont déjà bénéficié de l'existence de ce fonds d'urgence après les inondations dévastatrices qui ont frappé la région en 2009, en 2010 et en 2012.
- La CEDEAO œuvre actuellement à la mise en place d'un entrepôt humanitaire régional à Bamako au Mali.

En dépit de ces réalisations, un certain nombre de défis subsistent encore dans la région de la CEDEAO, dont les suivants :

- De nombreux pays doivent encore élaborer, au niveau national, des politiques, des législations ou des plans pour intégrer la PRC ou pour renforcer les stratégies locales adoptées pour faire face aux catastrophes.
- L'évaluation des risques de catastrophe est faible dans les sous-régions.
- Il faut renforcer les capacités de plusieurs organismes sous-régionaux qui fournissent, à l'évaluation des risques et à l'alerte rapide, des services essentiels. Il faut aussi veiller à ce que leurs produits soient plus axés sur les personnes.
- La mobilisation des ressources constitue un défi.
- Il est peut-être nécessaire de mettre en place une Plate-forme sous-régionale.

La CEDEAO a recommandé que le CAH2 devrait se focaliser sur les collectivités négligées et les intégrer aux initiatives et programmes de PRC. Le secteur privé et la société civile doivent aussi jouer des rôles importants dans le CAH2.

L'Autorité inter-gouvernementale sur le développement (IGAD)

L'IGAD, elle aussi, a présenté ses réalisations par rapport aux priorités du CAH et par rapport aux domaines d'intervention prioritaire du Programme d'action (PA) africain.

(a) PRIORITÉ 1 DU CAH : « Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe, pour mener à bien les activités correspondantes, un cadre institutionnel solide. »

DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 1 DU PA : « Accroître l'engagement politique en matière de prévention des risques de catastrophe. »

- En sa qualité de Communauté économique régionale, l'IGAD a élaboré une stratégie régionale et un programme régional de GRC qui ont reçu l'aval de ses organes directeurs en 2004. Depuis, le Secrétariat de l'IGAD et les États membres ont fait des efforts pour les mettre en œuvre.
- L'EAC a élaboré les textes suivants qui ont été adoptés par ses organes directeurs : une Stratégie de prévention et gestion de risques de catastrophe (PGRC) ainsi qu'une stratégie et plan directeur relatifs au changement climatique.
- L'Assemblée législative est-africaine (EALA) procède actuellement à l'élaboration d'une loi sur la prévention et la gestion des risques de catastrophe.
- La plupart des États membres ont soit élaboré soit révisé des politiques, des stratégies et des plans et ont mis en place des structures dotées de ressources et de personnel dédiés à la PRC/GRC, ce qui révèle une prise de conscience et un engagement accrus de la part des responsables et des décideurs.
- L'IGAD a organisé une rencontre de haut niveau à l'intention de membres des Assemblées nationales des États membres, cela pour les informer des progrès réalisés et des défis rencontrés, dans la sous-région, en matière de PRC/GRC, et pour solliciter leur appui au volet « législation » de la question.
- En 2011, le Sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'IGAD et de l'EAC a adopté une stratégie de résilience face à la sécheresse, stratégie intitulée *Ending Drought Emergencies Strategy* (Stratégie pour mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse). Cette stratégie est prévue être appliquée à travers des programmes menés aux niveaux national et régional.

(b) PRIORITÉ 2 DU CAH : « Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce. »

DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 2 DU PA : « Améliorer l'identification et l'évaluation des risques de catastrophe. »

- La plupart des États membres ont procédé à une identification et compilation systématiques d'informations sur les risques majeurs et sur les catastrophes correspondantes (un bon exemple, à cet égard, est une évaluation complète des risques qui est menée actuellement, en Éthiopie, pour préparer un profil de risques au niveau le plus bas de l'échelon administratif).
- La plupart des pays élaborent actuellement des bases de données nationales sur les catastrophes, base de données qui couvrent également les pertes dues aux catastrophes.
- L'IGAD procède actuellement au lancement de cartes et d'atlas nationaux et régionaux des aléas axés sur les risques majeurs prioritaires à caractère régional, cela pour développer et renforcer les capacités régionales d'évaluation et de surveillance des aléas transfrontaliers et des catastrophes correspondantes. Des efforts similaires sont en cours dans la plupart des pays de l'IGAD et de l'EAC.
- La plupart des États membres disposent actuellement de systèmes nationaux d'alerte rapide (qui ne couvrent toutefois pas tous les aléas existants). Ces systèmes sont pourvus d'indicateurs très précis, de bases de référence, d'outils, de systèmes et de processus pour assurer un suivi régulier.
- Les Départements nationaux de la Météorologie et l'ICPAC (Centre de l'IGAD pour les prévisions climatiques et leurs applications) fournissent des informations relatives aux conditions météorologiques et climatiques à des fins de PRC/GRC.
- Dans certains pays, il est procédé actuellement à l'introduction de mécanismes de transfert de risques reliés aux systèmes nationaux d'alerte rapide même si, dans la plupart des cas, ces mécanismes sont encore confinés au niveau micro et sont privés de politiques et de cadres juridiques clairs.

(c) PRIORITÉ 3 DU CAH : « Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux. »

DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 3 DU PA : « Promouvoir la sensibilisation du public en matière de PRC. »

- Des formations, des ateliers, des réunions et d'autres activités (telles que la commémoration de la Journée internationale pour la prévention des catastrophes) ainsi que des visites de contact par le biais de la coopération Sud-Sud, ont été organisés dans les États membres ainsi qu'à l'IGAD et à l'EAC pour susciter l'intérêt et/ou une prise de conscience des responsables, des décideurs et du grand public vis-à-vis de la PRC/GRC.
- L'IGAD a mis au point un ensemble complet d'outils de formation à la GRC qui est utilisé actuellement au niveau tant régional que national pour renforcer les capacités des structures de GRC.
- Dans certains États membres, des établissements d'enseignement supérieur (par exemple l'Université Bahrdar en Éthiopie, l'Université de Makerere en Ouganda, l'Université Masinde Muliro et l'Université de Nairobi au Kenya, ainsi que l'Université Ardhi et l'Université de Dodoma en Tanzanie) offrent des formations universitaires de 1^{er} cycle (licence), de 2^{ème} cycle ainsi que des formations courtes en PRC/GRC, ce qui contribue de manière substantielle à la professionnalisation de ce secteur d'activité.
- Un Centre de documentation sur la GRC (qui pourrait aussi éventuellement servir toute la sous-région) est en voie de création à l'Université d'Addis-Abeba pour accélérer la PRC/GRC en Éthiopie et hors de ses frontières, cela avec l'appui de l'ADPC⁵ (Centre asiatique pour la préparation aux catastrophes), du Bureau/pays du PNUD, et de l'IGAD. À noter que cette

⁵ ADPC : Asian Disaster Preparedness Center

initiative a été identifiée comme un exemple de bonne pratique qui mérite d'être reproduite dans les autres États membres.

- Les États membres de l'IGAD et de l'EAC sont en principe en faveur de l'intégration de la PRC/GRC dans le système éducatif. Si des progrès notables ont été réalisés en la matière dans certains États membres (en Ouganda, en Tanzanie, au Kenya et en Éthiopie), plus d'efforts devraient désormais être consacrés à ce volet particulier.

(d) PRIORITÉ 4 DU CAH : Réduire les facteurs de risque sous-jacents.

DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 4 DU PA : Améliorer la gouvernance dans les institutions de PRC et réduire les facteurs de risque sous-jacents.

- Des Plates-formes de coordination des efforts déployés dans la PRC/GRC existent dans la plupart des États membres. Sur le plan technique, au niveau de l'IGAD, le Comité consultatif technique (CCT), composé de membres issus des États membres, sert actuellement de Plate-forme régionale pour la coordination de la mise en œuvre du programme de GRC de l'IGAD et assure le suivi des progrès réalisés. Et au niveau des politiques, la même responsabilité échoit au Comité ministériel composé des ministres en charge des organes/agences de GRC.
- A l'EAC, la coordination est effectuée à travers les Plates-formes nationales. Toutefois, l'EAC a établi récemment une Plate-forme sous-régionale pour la PRC, laquelle Plate-forme est désormais opérationnelle.
- Des efforts ont été faits pour harmoniser les politiques, les stratégies, les plans, les mécanismes et les structures de PRC/GRC existant dans toute la sous-région de l'IGAD.
- Des tentatives ont été faites pour intégrer PRC/GRC et adaptation au changement climatique dans certains pays membres de l'IGAD et de l'EAC.
- Des progrès encourageants sont également notés en ce qui concerne l'intégration de la PRC/GRC dans les politiques, plans et programmes de développement de secteurs concernés tels que l'agriculture, la santé, l'eau et l'énergie.
- L'IGAD a fourni aux États membres un appui non seulement à la formulation de politiques et stratégies nationales de protection sociale mais aussi à la mise en place de plates-formes nationales de coordination. Et la plupart des États membres disposent aujourd'hui de programmes qui se rapportent à la protection sociale, programmes qui sont en phase d'exécution. A ce sujet, le programme éthiopien dénommé *Productive Safety Net* (Filet de sécurité productif) est le plus vaste programme du genre en Afrique sub-saharienne, tant par le nombre de ses bénéficiaires que par le montant de son budget.
- L'IGAD coordonne actuellement l'initiative dénommée *Drought Resilience and Sustainability Initiative* (Initiative pour la résilience à la sécheresse et la pérennisation de ladite résilience) : cette initiative vise à mettre fin aux situations d'urgence provoquées par la sécheresse en s'attaquant aux facteurs sous-jacents et en bâtissant des collectivités résilientes dans la sous-région.

(e) PRIORITÉ 5 DU CAH : « Renforcer la préparation aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux lorsqu'elles se produisent. »

DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 5 DU PA : « Intégrer la prévention des risques de catastrophe dans la gestion des interventions d'urgence. »

- En collaboration avec les États membres, l'IGAD procède actuellement à la mise en place et à la mise en fonction d'un fonds régional pour la réponse aux catastrophes - le « Fonds de l'IGAD pour la réponse aux catastrophes » - pour renforcer la préparation à des réponses appropriées et en temps opportun à des catastrophes survenant dans un pays ou à des catastrophes à dimension régionale.
- L'EAC a également créé un Fonds d'adaptation au changement climatique.
- La plupart des États membres disposent de réserves alimentaires, de réserves non alimentaires et de réserves de trésorerie disponibles en cas de catastrophe, ce qui facilite l'intégration de la PRC dans la gestion des situations d'urgence.

- Dans le cadre des efforts menés pour renforcer la préparation aux catastrophes à l'échelon national, un « Centre de coordination des interventions en cas d'urgence » est actuellement mis en place en Éthiopie et ce centre devrait être pleinement opérationnel d'ici peu. Cette initiative a été, elle aussi, identifiée comme un exemple de bonne pratique qui mérite d'être reproduite dans les autres États membres.
- Un appui de l'IGAD a été fourni à ses États Membres pour faire en sorte que les processus d'élaboration de plans de contingence servent d'outil d'intégration de la PRC dans les plans de réponse. Et on procède actuellement, dans quelques États membres de l'IGAD (dont l'Éthiopie), à l'introduction et au déploiement d'un processus d'élaboration de plans de contingence basé sur les profils de risque, en vue d'établir des liens entre alerte rapide et résultats d'évaluations post-catastrophe d'une part et réponses appropriées en temps opportun d'autre part, et en vue également d'intégrer la PRC/GRC dans les plans de réponse. A noter qu'il existe déjà un document qui fournit les lignes directrices nécessaires pour réaliser une telle intégration de la PRC/GRC dans la réponse à travers l'élaboration adéquate de plans de contingence : ces lignes directrices sont actuellement appliquées de manière pratique en Éthiopie.
- Des plans de contingence sont désormais en place dans la plupart des États membres de l'IGAD. Ils sont actuellement testés lors d'exercices de simulation.
- L'Éthiopie a créé un fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour mettre en œuvre une « économie verte résiliente face aux aléas climatiques »⁶.

(f) DOMAINE D'INTERVENTION PRIORITAIRE 6 DU PA : « Appuyer la coordination générale et suivi de la mise en œuvre de la Stratégie. »

- Un appui technique et financier reçu des partenaires, notamment de l'Union européenne et de l'UNISDR, a permis à l'IGAD, en particulier son Service des Affaires humanitaires, de renforcer les capacités régionales de coordination et de suivi de la mise en œuvre, dans la sous-région, du Programme de GRC de l'IGAD et donc aussi du CAH et du Programme d'action africain. L'ICPAC (Centre de l'IGAD pour les prévisions climatiques et leurs applications) a également reçu un appui de la part de la GFDRR de la Banque mondiale, de l'OMM (Organisation météorologique mondiale) et de l'USAID.
- L'EAC a également reçu un appui similaire de la part du Service d'aide humanitaire et de protection civile (ECHO) de la Commission européenne, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA⁷) et de l'UNISDR, pour la mise en œuvre du CAH et du Programme d'action africain.
- Un ensemble de partenaires a également fourni un appui comparable aux États membres de l'IGAD, ce qui a permis à ceux-ci de renforcer davantage leurs capacités de coordination et de suivi.

LES DÉFIS

- Le degré souhaité de prise de conscience et d'engagement n'est pas encore atteint parmi les responsables/décideurs et les législateurs, ce qui limite les progrès réalisés en matière de PRC/GRC et donc aussi dans la mise en œuvre du CAH et du PA (Domaines d'intervention prioritaire 1 et 3 du PA).
- Ce ne sont pas tous les États membres qui ont établi des politiques, des stratégies, des plans, des programmes, des cadres institutionnels, des capacités et des mécanismes appropriés et pleinement opérationnels en matière de PRC/GRC (Domaines d'intervention prioritaire 1, 2, 4, 5 et 6 du PA).
- On constate encore une allocation inadéquate de ressources humaines et financières à la PRC/GRC au niveau tant sous-régional que national. Et les systèmes/programmes de PRC/GRC

⁶ En anglais: *Climate-resilient green economy*.

⁷ JICA : *Japan International Cooperation Agency*

sont fortement tributaires de ressources extérieures, ce qui pose un grand problème de pérennisation (Domaine d'intervention prioritaire 1 du PA).

- Des approches et outils normalisés sont encore nécessaires pour la collecte, l'analyse, la compilation (par le biais d'un format approprié de base de données) et la diffusion systématiques des données et informations sur les risques de catastrophe dans l'ensemble des sous-régions de l'IGAD et de l'EAC (Domaines d'intervention prioritaire 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du PA).
- Les capacités requises ne sont pas encore réunies pour la collecte, la compilation et l'analyse des données/informations sur les pertes dues aux catastrophes provoquées par des aléas naturels dans l'ensemble de la région (Domaines d'intervention prioritaire 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du PA).
- On ne dispose pas toujours d'un protocole de partage de données, protocole qui, dans toute la région, facilite l'accès aux informations relatives à la PRC/GRC et l'échange de ces informations (Domaine d'intervention prioritaire 2 du PA).
- La capacité de mise en œuvre de la PRC/GRC n'est pas encore complète et entièrement normalisée aux niveaux sous-régional et national (Domaines d'intervention prioritaire 2, 4 et 5 du PA).
- Peu de progrès a été réalisé dans l'introduction de la PRC/GRC en milieu urbain (Domaine d'intervention prioritaire 2 du PA).
- On ne dispose pas toujours de mécanismes pérennes et adéquats d'élaboration et de diffusion de documents et d'autres matériaux de sensibilisation des responsables, des décideurs et du grand public (Domaines d'intervention prioritaire 1 et 3 du PA).
- Est à déplorer l'absence d'une stratégie régionale d'intégration de la PRC/GRC dans les programmes scolaires (Domaines d'intervention prioritaire 1 et 3 du PA).
- On constate un engagement limité des médias, du secteur privé et de la société civile dans la PRC/GRC (Domaines d'intervention prioritaire 1, 3 et 4 du PA).
- Les responsabilités et ressources relatives à la PRC/GRC ne sont pas encore entièrement décentralisées (Domaine d'intervention prioritaire 4 du PA).
- Il n'y a pas d'intégration complète entre initiatives de PRC/GRC, d'adaptation au changement climatique et de protection sociale (Domaine d'intervention prioritaire 4 du PA).
- Peu d'attention est accordée à la PRC communautaire (Domaine d'intervention prioritaire 3 du PA).
- Les mécanismes et capacités d'intégration systématique de la PRC/GRC dans la gestion des réponses aux situations d'urgence ne sont pas entièrement au point (Domaine d'intervention prioritaire 5 du PA).

Pour améliorer davantage les progrès accomplis et les réalisations enregistrées à ce jour et pour être en mesure d'exécuter pleinement les programmes de GRC dans ces sous-régions et donc aussi le CAH et le Programme d'action africain élargi pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine, les domaines prioritaires suivants ont été identifiés pour les échéances suivantes: (1) d'ici la fin du CAH1 en 2015 et (2) après 2015, c'est-à-dire le CAH2.

D'ici la fin du CAH1 en 2015 :

- Accroître et pérenniser la prise de conscience et la volonté politique en matière de PRC/GRC, cela en mettant un accent particulier sur le traitement des causes sous-jacentes des risques de catastrophe (Domaines d'intervention prioritaire 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du PA).
- Harmoniser et opérationnaliser les politiques, les stratégies et les plans ainsi que les cadres institutionnels et juridiques de la PRC/GRC sur toute l'étendue des sous-régions de l'IGAD et de l'EAC (Domaines d'intervention prioritaire 1 et 4 du PA).
- Renforcer les capacités nationales et sous-régionales d'identification et d'évaluation normalisées des risques de catastrophe, et d'élaboration et d'application de bases de données,

y compris les bases de données sur les pertes dues aux catastrophes (Domaine d'intervention prioritaire 2 du PA).

- Mettre en place un système sous-régional d'alerte rapide et de réponse multi-aléas lié à des actions rapides (Domaines d'intervention prioritaire 2 et 5 du PA).
- Aider les États membres à mettre en place et/ou à renforcer les systèmes nationaux d'alerte rapide et de réponse multi-aléas et multisectoriels qui intègrent le savoir traditionnel, et améliorer la vulgarisation auprès des collectivités par l'utilisation de technologies modernes de l'information et de la communication (Domaine d'intervention prioritaire 2 du PA).
- Élaborer et opérationnaliser un protocole de partage de données afin d'améliorer l'accès aux données et aux informations relatives à la PRC/GRC ainsi que l'échange de ces données et informations (Domaine d'intervention prioritaire 2 du PA).
- Appuyer l'intégration de la PRC/GRC et de l'adaptation au changement climatique aux programmes de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur (Domaine d'intervention prioritaire 3 du PA).
- Appuyer l'intégration/prise en compte de la PRC/GRC dans les politiques, plans et programmes sectoriels de développement concernés à tous les échelons de l'État (Domaine d'intervention prioritaire 4 du PA).
- Appuyer, à tous les échelons de l'État, l'intégration entre initiatives/programmes de PRC, d'adaptation au changement climatique, de protection sociale et de réduction de la pauvreté (Domaine d'intervention prioritaire 4 du PA).
- Créer des fonds nationaux et sous-régionaux d'urgence pour les catastrophes, des réserves alimentaires et non alimentaires ainsi que des mécanismes de financement de risques et de transfert de risques, et les renforcer s'ils sont déjà en place (Domaine d'intervention prioritaire 5 du PA).
- Renforcer, en matière de PRC/GRC, les capacités nationales et sous-régionales de mise en œuvre, de coordination, de suivi, d'évaluation et d'élaboration de rapports sur l'état d'avancement des travaux (Domaine d'intervention prioritaire 6 du PA).
- Renforcer l'engagement du secteur privé, de la société civile et d'autres acteurs concernés dans la PRC/GRC (Domaine d'intervention prioritaire 4 du PA).

Après 2015 (le CAH2) :

- Les politiques, législations et structures de PRC/GRC devraient être rapidement mises en place, rendues opérationnelles et déléguées à la base.
- Accroître et pérenniser le niveau d'investissement dans la PRC/GRC, notamment au niveau communautaire, en mettant l'accent sur le développement de la résilience face aux catastrophes.
- Renforcer les capacités régionales et nationales de mise en œuvre de la PRC/GRC avec de solides mécanismes de redevabilité et de mise en application.
- Dans le traitement des causes sous-jacentes des catastrophes, trouver un équilibre entre approche humanitaire/développement et investissement.
- Accélérer l'intégration entre initiatives/programmes de PRC, d'adaptation au changement climatique, de protection sociale et de réduction de la pauvreté à tous les échelons de l'État.
- Accroître, en matière de PRC/GRC, les investissements dans la recherche, dans l'éducation et dans la gestion des savoirs.
- Dans l'intérêt d'un suivi régulier, d'une évaluation périodique et d'une soumission régulière de rapports, tous basés sur des indicateurs mesurables et vérifiables, il serait nécessaire de faire de la PRC/GRC un des piliers du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (un mécanisme de l'Union africaine).
- Faire en sorte que plus d'attention et plus d'investissements soient accordés à la GRC en milieu urbain.

La Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC)

Une présentation a été faite sur les réalisations de la SADC. Ces réalisations sont, entre autres, les suivantes :

- i. La plupart des États membres ainsi que le Secrétariat de la SADC ont élaboré ou révisent actuellement leurs dispositions institutionnelles et leurs cadres juridiques, conformément au CAH et pour intégrer d'autres secteurs.
- ii. Des Plates-formes nationales existent dans tous les États membres. Et une Plate-forme sous-régionale a été mise en place au niveau CER (Communauté économique régionale) pour faciliter la collaboration et la participation multisectorielle et multi-parties prenantes à l'exécution de programmes.
- iii. L'intégration de la PRC aux programmes de l'enseignement primaire et secondaire est en cours au Zimbabwe et au Malawi. La PRC est enseignée à l'université en Afrique du Sud, en Tanzanie et à Madagascar.
- iv. La plupart des pays ont dressé des profils de risque de catastrophe axés sur les principales catastrophes touchant ces pays. Toutefois, ces profils de risque sont confinés au niveau national (plus d'efforts est requis au niveau infranational).
- v. Dans certains pays, des activités pilotes sont en cours (en Tanzanie et au Mozambique) pour intégrer PRC et adaptation au changement climatique dans la stratégie de PRC et dans les plans de développement, au niveau local (programmes de réduction de la pauvreté).
- vi. Un nombre sans cesse croissant de stratégies de réponse multi-aléas et de plans de contingence également multi-aléas, est élaboré pour la préparation et la réponse aux catastrophes.

LES DÉFIS

- i. Le financement alloué à la PRC est insuffisant et il en résulte, par exemple, des contraintes au niveau des capacités humaines. A noter que les fonds vont encore surtout à la préparation et à la réponse.
- ii. Malgré l'existence de Plates-formes nationales, on assiste toujours à une mauvaise coordination des programmes de PRC dans divers secteurs et parmi les ONG et les partenaires, ce qui conduit à l'existence d'initiatives parallèles menées par différents ministères. Il arrive par exemple que, sous l'impulsion de différents financements alloués par différents bailleurs de fonds, la PRC et l'adaptation au changement climatique soient répartis sur trois ministères.
- iii. L'identification et le suivi des risques, qui sont requis pour l'alerte rapide, ne sont pas efficaces car les compétences sont (1) faibles en matière de gestion de bases de données et (2) inexistantes en matière de cartographie.
- iv. Il y a conflit entre les législations et les pratiques dans les différents ministères et secteurs car des mesures n'ont pas été préalablement prises pour harmoniser les unes aux autres. Il en résulte de grosses difficultés dans la réduction des facteurs sous-jacents de risque. Une telle situation se produit, par exemple, pour les activités minières et la dégradation de l'environnement.
- v. On assiste à un accroissement des vulnérabilités et des catastrophes en milieu urbain.
- vi. L'intégration de la PRC aux autres secteurs et dans les collectivités locales demeure un défi.

LES DOMAINES PRIORITAIRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DE 2013 À 2015

- i. Renforcer les systèmes d'alerte rapide (identifier les lacunes, les chevauchements, les besoins).
- ii. Mettre en place des centres d'opérations d'urgence (pour renforcer la coordination pendant les situations d'urgence provoquées par les catastrophes).
- iii. Simplifier les textes de loi régissant la PRC dans différents secteurs.
- iv. Mettre en œuvre des actions de PRC communautaire.

- v. Renforcer les Plates-formes nationales.
- vi. Intégrer la PRC aux plans de développement national, aux politiques nationales et aux programmes nationaux mis en œuvre dans différents secteurs de l'État.
- vii. Améliorer la gestion des données et des savoirs pour enrichir la prise de décisions (y compris le développement de sites web).
- viii. Procéder à un audit des financements alloués aux projets et programmes de PRC mis en œuvre par l'État, par les donateurs, par les partenaires, par les ONG, etc., pour éclairer les décideurs sur la véritable valeur de la PRC et sur sa rentabilité en tant qu'investissement.
- ix. Effectuer des exercices de simulation dans le cadre de l'élaboration de plans de contingence.
- x. Poursuivre, avec les États membres, les consultations sur le CAH2.

La Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC)

La sous-région se compose de 10 pays membres qui ont adapté la Déclaration ministérielle sur la PRC et établi un forum multi-parties prenantes régional. Des programmes régionaux sont en cours d'élaboration pour surveiller les aléas. Tous les pays membres disposent de cadres tant pour la PRC que pour l'adaptation au changement climatique. Le Cameroun a créé un fonds d'urgence pour la PRC. La CEEAC a présenté ses réalisations par rapport au CAH et à la Stratégie régionale africaine. Ces réalisations sont les suivantes :

- la capacité de PRC des États Membres a été renforcée ;
- des activités de prévention de risques et de gestion de risques ont été menées ;
- du travail a été fait sur la préparation des catastrophes et la réponse aux catastrophes ;
- des Plates-formes nationales ont été mises en place ;
- un Forum annuel sur le climat a été établi ;
- des consultations annuelles sur la PRC ont été organisées ;
- des programmes régionaux de renforcement des capacités de surveillance des aléas ont été créés ;
- tous les Etats membres ont des politiques relatives à la PRC et au changement climatique ;
- trois pays ont développé des stratégies de PRC ;
- quatre Plates-formes nationales fonctionnelles existent dans la sous-région ;
- les Etats disposent de budgets pour la PRC et de fonds d'urgence ;
- la décentralisation des activités vers le niveau local est en bonne voie ;
- la collecte des données sur les risques a été entamée ;
- des universités offrent des cours en PRC dans certains pays ;
- la PRC figure dans le programme scolaire des écoles secondaires et primaires ;
- tous les États membres disposent de mécanismes officiels de réponse aux catastrophes ;
- certains États membres ont des plans de contingence.

Les défis à relever dans la sous-région ont trait notamment aux points suivants : la nécessité d'un plaidoyer de haut niveau autour de la PRC ; l'absence de bases de données sur la PRC et une diffusion insuffisante du CAH ; une faible mobilisation de ressources ; une urbanisation non planifiée ; des capacités de PRC insuffisantes ; l'absence d'agences qui se consacrent uniquement à la PRC. Quant aux priorités d'ici 2015, il s'agit notamment de se focaliser sur le renforcement des capacités, d'utiliser davantage les données météorologiques à des fins de PRC, et d'améliorer l'identification des aléas/risques.

La Communauté est-africaine (EAC)

L'EAC mène actuellement un combat contre la désertification et a récemment (début 2013) approuvé une stratégie de GRC. Un cadre d'action pour l'adaptation au changement climatique a été également approuvé et les structures correspondantes ont été mises en place, par ex. des unités de PRC pour mener les actions opportunes. Les points forts de l'EAC sont les suivants : l'intégration de la PRC dans l'agriculture ; l'établissement de partenariats solides avec les

organes/organismes qui s'occupant de PRC ; le soutien politique accordé à la PRC (un rang de priorité est accordé aux questions de PRC pour la période allant jusqu'en 2015) ; l'adoption d'une stratégie de PRC pour la période allant de 2011 à 2015. Quant aux faiblesses de l'EAC, elles sont, entre autres : une faible application des procédures ; la pauvreté des bases de ressources ; et peu d'actions sur le financement des questions relatives au changement climatique. Autres défis : peu d'initiatives de sensibilisation à la PRC dans les collectivités locales ; un accès limité aux financements extérieurs ; de faibles liens entre les institutions ; et faible intégration de l'adaptation au changement climatique dans la PRC. Autre chose : certains pays appartiennent parfois à deux CER : le Burundi, par exemple, est à la fois membre de la CEEAC et de l'EAC et cela peut poser des problèmes de coordination.

Pour l'avenir, l'EAC projette notamment les actions suivantes :

- mettre rapidement en place les politiques, les législations et les structures de PRC/GRC, les rendre opérationnelles et les déléguer à la base ;
- accroître et pérenniser le niveau d'investissement dans la PRC/GRC, notamment au niveau communautaire, en mettant l'accent sur le développement de la résilience ;
- renforcer les capacités régionales et nationales de mise en œuvre de la PRC/GRC avec de solides mécanismes de redevabilité et de mise en application ;
- dans le traitement des causes sous-jacentes des catastrophes, trouver un équilibre entre approche humanitaire/développement et investissement ;
- accroître les investissements dans la recherche ;
- renforcer la gestion des savoirs.

La Commission de l'Océan indien (COI)

La COI a relevé que des politiques nationales bien élaborées ainsi que des stratégies nationales de renforcement de capacités sont en place, et que des campagnes de sensibilisation des jeunes sont en cours. Parmi les autres réalisations et points forts de la sous-région de la COI figurent les suivants :

- la volonté politique à appuyer la PRC ;
- des partenaires qui travaillent ensemble ;
- la capacité technique de mettre en œuvre la PRC ;
- la collaboration des États à renforcer les politiques ;
- des réunions de coordination et de renforcement des capacités ;
- des simulations PRC réussies ;
- une Plate-forme régionale fort active qui est en place ;
- des échanges d'expérience au sein de la région ;
- l'apport d'assistance aux populations impactées par les catastrophes ;
- des activités de sensibilisation des jeunes par des films ;
- des comités scientifiques et techniques qui coordonnent les projets.

Les défis majeurs rencontrés par la COI sont l'insuffisance de ressources et les contraintes financières. En revanche, la COI espère (1) renforcer sa capacité de mise en œuvre et d'exécution d'activités concrètes, (2) disposer de deux projets pilotes sur l'aménagement du territoire, la réhabilitation et la prévention des risques naturels, et (3) améliorer la mobilisation financière et renforcer les échanges et la collaboration sur le continent africain.

3.4.2. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

La durée prévue pour cette Session 2 s'est avérée insuffisante pour tout ce qui était au programme. De ce fait, six présentations ont dû être faites très rapidement et un point prévu à l'ordre du jour n'a pas eu lieu, à savoir les « discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur ». La session a été close à 13h 30.

3.5. SESSION 3 : Volonté politique et investissements accrus dans la PRC

Président de séance : M. Calleb. Weggoro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de la Communauté est-africaine (CEA)

Modérateur : Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe

3.5.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Investissements accrus dans la PRC en Afrique »

M. Tonia Kandiero, Représentant résident de la BAD en Tanzanie (au nom de S.E. M. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la BAD)

M. Kandiero a souligné tout d'abord que les pays africains ont été gravement touchés par les catastrophes et que celles-ci ont occasionné des pertes économiques énormes de 3 à 5 % du PIB. La réalité, quand il s'agit de catastrophes, c'est qu'aucun pays n'en est immunisé. Il est dès lors affligeant que de nombreux pays n'aient consacré qu'une infime partie de leurs ressources budgétaires à la PRC, ressources qui vont de 0,05 % du budget au Lesotho à 2,5 % du budget au Sri Lanka. Par conséquent, il faudrait allouer plus de ressources au développement de la résilience, d'autant plus que la dégradation des écosystèmes a entraîné une vulnérabilité accrue face aux aléas. M. Kandiero a cependant noté qu'en dépit de ces problèmes, des progrès ont été réalisés par de nombreux pays africains dans le cadre du CAH. Près de 25 pays disposent aujourd'hui de politiques de PRC et 30 pays ont alloué, sur leur budget national, des ressources à la PRC. Par ailleurs, Il est désormais clair qu'une bonne PRC/GRC dépend aussi de la qualité des bases de données, car celles-ci génèrent les informations et faits probants susceptibles d'éclairer l'action. M. Kandiero a, par ailleurs, noté qu'il est temps de rompre avec la tradition/mentalité qui privilégie l'assistance humanitaire plutôt que le développement de la résilience - jusqu'à ce qu'une bonne gouvernance soit en place (pour parvenir à une approche intégrée et lier l'assistance humanitaire aux actions de développement, d'où cet équilibre tant souhaité entre l'humanitaire et le développement). M. Kandiero a enfin déclaré aux participants que la BAD fait équipe avec les acteurs humanitaires pour appuyer la PRC/GRC.

3.5.2. DÉBAT 3 : « Investir dans la PRC : répercussions économiques »

M. Javier Chavana, Ministre des Finances et du Plan au sein du Gouvernement mozambicain

M. Chavana a noté que le Mozambique priorise le financement des services sociaux et l'agriculture ainsi que l'expansion de l'irrigation à des fins de résilience face à la sécheresse. Le pays investit également dans les infrastructures, notamment des routes qui sont résistantes aux inondations. Un autre domaine d'intérêt du pays, selon M. Chavana, est l'alerte rapide et la gestion des savoirs, car celles-ci sont essentielles à des actions opportunes de PRC/GRC.

Mme Daisi Kachingwe Phiri, économiste à l'Unité de Gestion des risques du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire au Malawi

Mme Phiri a relevé que l'Unité de Gestion des risques du Malawi est chargée des questions relatives aux catastrophes, y compris celles qui surviennent dans le secteur de l'agriculture. Par exemple, a-t-elle ajouté, le Gouvernement du Malawi assure désormais le maïs contre la sécheresse. En outre, le pays se lance actuellement dans la diversification en s'ouvrant à d'autres produits agricoles autres que le maïs, cela pour accroître la résilience.

M. Kofi Portuphy, Coordinateur national de la NDMO (Office national de gestion des catastrophes) au Ghana

M. Portuphy a expliqué que le Ghana dispose d'une loi votée par le Parlement, loi qui établit des cadres d'action et de politiques sur les catastrophes. Cela a permis au Ghana de procéder à une meilleure planification dans la plupart des zones sujettes aux aléas. Cela a également permis d'instaurer une forte résilience dans les zones sujettes aux inondations. Des formations à la PRC sont, par ailleurs, offertes aux parlementaires et à d'autres acteurs. Il est enfin important de noter que le Président du Ghana est favorable à la PRC/GRC et qu'une volonté politique existe, dans le pays, pour l'actualisation des plans de PRC/GRC.

M. Francis Ngoka de la GFDRR (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement) de la Banque Mondiale, Malawi

M. Ngoka a donné une présentation sur la vulnérabilité économique du Malawi et l'évaluation des risques de catastrophe dans ce pays. Les objectifs d'une étude y afférente, selon lui, étaient les suivants :

- Évaluer les aléas (évaluer le lieu de survenue, la sévérité et la fréquence probable des aléas).
- Évaluer les pertes directes éventuelles (analyser et quantifier l'impact des sécheresses et inondations tant passées que futures probables).
- Évaluer les scénarios d'atténuation d'impact (identifier et formuler des options et scénarios possibles pour réduire les risques liés à la sécheresse et aux inondations, ainsi que la vulnérabilité économique).
- Évaluer les pertes économiques indirectes éventuelles (élaborer un modèle macro-économique structurel qui identifie, d'une part, les secteurs économiques touchés par la sécheresse et les inondations et, d'autre part, l'interdépendance entre ces secteurs).

Il ressort du résumé des résultats de cette étude que la sécheresse et les inondations font perdre au Malawi, tous les ans, en moyenne environ 1,7 % de son PIB. Pendant les cas graves de sécheresse et d'inondation, par exemple en 1992/1993, son PIB a perdu jusqu'à 9,1 % de sa valeur et la pauvreté a connu une hausse de 14,4 points de pourcentage. Les petits agriculteurs, notamment dans la région aisément inondable du sud du pays, ont été plus vulnérables aux chocs climatiques, même si les ménages urbains/non agricoles ont, eux aussi, été touchés car le prix des denrées alimentaires a grimpé. Par ailleurs, les dégâts et pertes par secteur ont été énormes. Les secteurs du logement, de l'agriculture et de l'élevage ont, par exemple, perdu chacun jusqu'à 200 millions de MK (*kwacha* du Malawi), et le secteur de l'eau et de l'assainissement a perdu environ 230 millions de MK. Lors de ces catastrophes, les pauvres ont souffert le plus : cela veut dire que nous devrions développer la résilience au niveau communautaire et investir dans les secteurs les plus touchés, des secteurs comme celui de l'agriculture.

M. Aldo Biondi, Chef de Bureau d'ECHO (Service d'Aide humanitaire et de Protection civile de la Commission européenne), Bureau régional d'appui à l'Afrique centrale, orientale et australe

Selon M. Biondi, il y a lieu, dans le développement de la résilience, de reformuler la PRC dans les zones sujettes à la sécheresse qui connaissent une vulnérabilité accrue due à des causes structurelles chroniques. Cela peut se faire de la manière suivante :

- aligner l'action humanitaire aux cadres d'action et de politiques du développement ;
- dresser un profil particulier des groupes économiques et des moyens de subsistance pour concevoir des stratégies appropriées axées sur les zones géographiques et sur des groupes cibles bien déterminés (résilience de qui face à quoi) ;
- élaborer un cadre conjoint humanitaire-développement pour favoriser une compréhension commune des facteurs sous-jacents.

On devrait aussi agir différemment, par exemple :

- passer d'actions humanitaires aux échéances déterminées (avec début et fin des opérations) à des visées à long terme (par ex. le développement de la résilience) ;
- changer de paradigme pour voir s'il y a moyen de dilater et de contracter les investissements à long terme pour qu'ils puissent aussi couvrir des besoins transitoires/urgents (par ex. des programmes de protection sociale) ;
- procéder à une identification et définition conjointes des populations/bénéficiaires cibles ;
- bousculer les méthodes traditionnelles de travail qui ne sont manifestement pas efficaces. Cela implique qu'il faut vaincre la résistance au changement et aller contre les intérêts établis.

Enfin, pour mesurer la résilience, les éléments suivants sont extrêmement importants : le suivi, l'évaluation et les indicateurs d'impact. La bonne nouvelle, cependant, est qu'il existe beaucoup d'approches prometteuses qui pourraient clarifier les unités d'analyse et les types de données voulues.

Mme Sophie Baranes, Coordinateur régional du PNUD/BCPR (Bureau pour la prévention des crises et le relèvement), Dakar (Sénégal)

Mme Baranes a appelé à une approche plus intégrée de la programmation de la PRC, approche qui fait intervenir un mélange entre initiatives humanitaires et initiatives de développement.

3.5.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

Des participants provenant des entités ou pays énumérés ci-après ont soit émis des commentaires soit demandé des clarifications et/ou posé des questions pendant le temps alloué au débat lors de la séance plénière :

Un participant provenant du Sénégal (Commentaire) : *Contrairement à ce que l'on semble dire ici, intégrer la PRC dans d'autres secteurs pourrait ne pas être aussi facile que cela. Cette entreprise est extrêmement complexe.*

Un participant provenant de la Côte d'Ivoire (Commentaire) : *Les organisations qui octroient des financements à la PRC posent souvent de lourdes conditionnalités aux acteurs qui sollicitent des ressources pour la prévention, mais sont prompts à acquiescer en cas de catastrophe, ce qui n'est vraiment pas bien.*

(Question) : *Projetons-nous, d'une manière ou d'une autre, d'élaborer, pour l'Afrique, une méthodologie commune d'analyse des données sur la PRC ?*

RÉPONSE : *Le commentaire sur les conditionnalités est certainement fondé mais il est aussi vrai que certains États peuvent ne pas être très sincères quand ils sollicitent des fonds. Dans certains cas, des États demandent de l'argent pour le but 1 mais finissent par utiliser l'argent reçu pour le but 2. Donc, des conditionnalités peuvent être introduites pour des raisons de redevabilité, mais ces conditionnalités, notons-le, ne sont pas immuables : elles peuvent être révisées si les circonstances l'exigent.*

(Question) : *Quelle lacune existerait-elle au Ghana si les Ghanéens n'ont pas agi de la manière dont ils l'ont fait ?*

RÉPONSE : *Les activités de PRC doivent être axées sur la population - que nous représentons à travers les gouvernements - et elles doivent aussi être impulsées par les collectivités/populations.*

Un participant provenant de l'Ouganda (Question posée à M. Kofi Portuphy) : *(1) Auriez-vous une quelconque programmation durable de la PRC au Ghana ? Combien le Ghana y investit-il ? (2) Comment pérennisez-vous les acquis en matière de résilience/PRC que vous réalisez grâce à des actions financées par des fonds/aides provenant de l'étranger ?*

RÉPONSE : *Les collectivités commencent à s'approprier la programmation de la PRC et cela est prometteur pour la pérennisation. Beaucoup de ressources vont actuellement à la PRC.*

Un participant provenant de la Guinée (Question posée à la BAD) : *Les politiques relatives à la croissance économique, comme celle sur l'exploitation minière en Guinée, sont susceptibles d'accroître les risques. Que fait la Banque pour aider les pays à prévenir de tels risques ?*

RÉPONSE : *Les gouvernements centraux et les compagnies d'extraction minière sont, par le biais de bonnes études d'impact environnemental, les premiers responsables de la prévention des catastrophes provoquées par l'exploitation minière. Les autres acteurs n'entrent en jeu qu'en cas de défaillance de cette première ligne de responsabilités.*

Un participant provenant d'Éthiopie (Commentaire) : *La clé pour des investissements accrus et des approches intégrées pour la PRC/Résilience (y compris l'intégration entre PRC et adaptation au changement climatique) est de veiller à ce qu'il y ait intégration entre niveau des politiques et niveau institutionnel.*

UNICEF (Commentaire) : *Les points suivants revêtent aussi une importance capitale : une collaboration intersectorielle qui va de la planification à la mise en œuvre, ainsi que des modalités et mécanismes clairs d'interaction et de travail avec les collectivités mais aussi avec les donateurs.*

ECHO (Commentaire) : *Il y a intégration entre partenaires au niveau des programmes. Mais le problème survient au niveau de la mise en œuvre, quand il s'agit de répartir les tâches entre les agences d'exécution.*

Les orateurs ont fourni plus de clarifications même si des contraintes de temps ne leur ont pas permis de répondre convenablement à toutes les questions posées. Quant au président de séance, il a, dans sa récapitulation de la session, relevé les points suivants :

- Il semblerait que les États, les donateurs et les agences d'exécution font face aux mêmes défis, par exemple comment réaliser l'intégration. La présente rencontre est aussi l'occasion de trouver ensemble des solutions à long terme.
- Les ressources semblent être disponibles mais le problème est d'y accéder.
- Pour que les actions de PRC/GRC soient des succès, les législateurs et les exécutifs doivent aussi jouer les rôles qu'on attend d'eux.
- Les donateurs ne se sont-ils pas déjà engagés à accroître leurs investissements dans la PRC ? Mais que s'est-il donc passé ?
- Pour rendre pérennes les investissements dans la PRC, impliquer les collectivités est la clé.
- Il faut poursuivre la quête de la volonté politique et de l'intégration de la PRC dans la planification et la programmation du développement.

3.6. SESSION 4 : Identification des risques, surveillance des risques, et alerte rapide

Président de séance : *Mme Nyanchege Anna Konyo Nanai, Directeur adjoint (Opérations) du Département de Gestion des catastrophes à la Primature de la République-Unie de Tanzanie.*

Modérateur : *Mme Ruby Sandhu-Rojon, Coordinateur résidant de l'ONU et Représentant résidant du PNUD au Ghana.*

3.6.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Identification des risques, surveillance des risques et alerte rapide - outils et pratiques »

M. Tadesse Bekele du Secteur de la Gestion des risques de catastrophe et de la Sécurité alimentaire (DRMFSS) au Ministère éthiopien de l'Agriculture

M. Bekele a tout d'abord relevé que l'Éthiopie a réalisé une croissance économique à deux chiffres ces huit dernières années, et que le pays projette de porter ce chiffre jusqu'à 14 % d'ici 2015. Malgré un progrès aussi remarquable, l'Éthiopie cependant est encore fortement vulnérable à une large gamme de catastrophes. La sécheresse demeure le plus grave aléa vécu par le pays, ensuite viennent les inondations. Il ressort de cas récents que la fréquence de ces catastrophes augmente, ainsi que les superficies touchées. Il s'avère aussi que le changement climatique et les risques associés à celui-ci continueront d'impacter l'économie en général, surtout l'agriculture et la sécurité alimentaire. La bonne nouvelle cependant est qu'une « Politique et stratégie nationales de gestion des risques de catastrophe » a été élaborée et est en attente seulement d'approbation. Ladite politique :

- prévoit un cycle complet de GRC : prévention, atténuation d'impact, préparation, réponse, relèvement et réhabilitation ;
- met l'accent sur une gestion proactive des risques et est conforme au Cadre d'action de Hyogo ;
- prévoit une approche multi-aléas et multisectorielle de la GRC ;
- incite à une prise de décisions éclairée fondée sur l'évaluation des risques et les systèmes d'alerte rapide.

Par ailleurs, un « Cadre stratégique des programmes et investissements en matière de GRC » est actuellement à l'étude pour rendre opérationnelle la nouvelle politique susmentionnée. En tout cas, un certain nombre de progrès ont été réalisés à ce jour en matière de GRC, dont les suivants :

- un système normalisé d'évaluation des risques dans le pays ;

- un partenariat multi-agences appuyé par plus de 25 entités (États, donateurs, agences onusiennes, établissements de recherche, ONG) ;
- des données compilées sur plus de 250 districts, données comprenant 100.000 interviews auprès des ménages, 4.000 discussions de focus group (DFG) et 2.000 entrevues avec des informateurs clés (EIC). On prévoit de couvrir tous les districts du pays d'ici 2015 ;
- des formations et des activités de développement de capacités en évaluation de risques pour plus de 3.000 membres du personnel des instances administratives suivantes : *wereda* (district), zones, régions et administration fédérale ;
- des plans de PRC et de contingence basés sur les profils de risque sont en cours de préparation et le système d'alerte rapide est actuellement réadapté à son contexte.

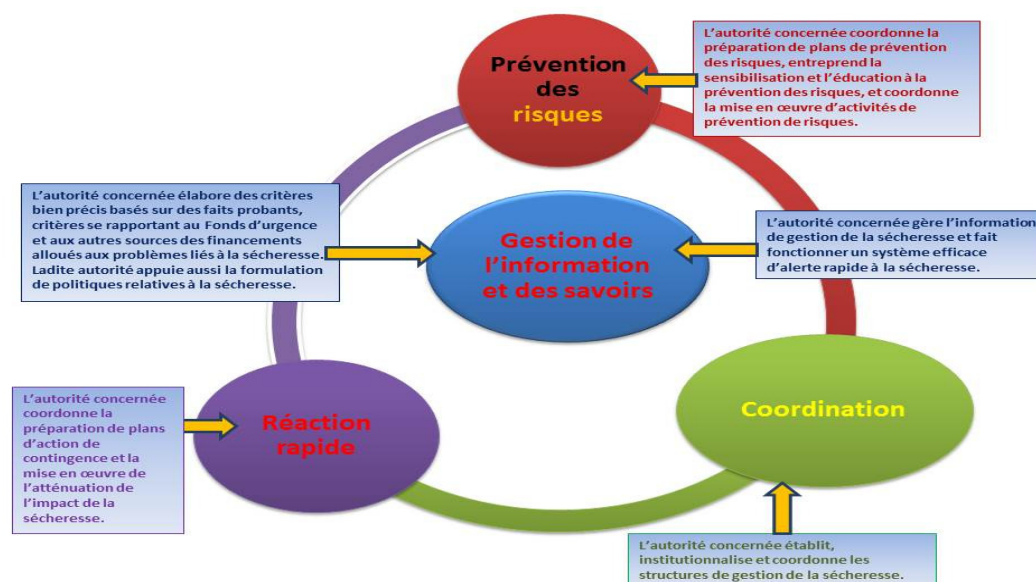
3.6.2. DÉBAT 4 : « Les outils nécessaires pour passer de l'alerte rapide à l'action rapide »

Mme Dulce Chilundo (Institut national de gestion des catastrophes [INGC], Mozambique)

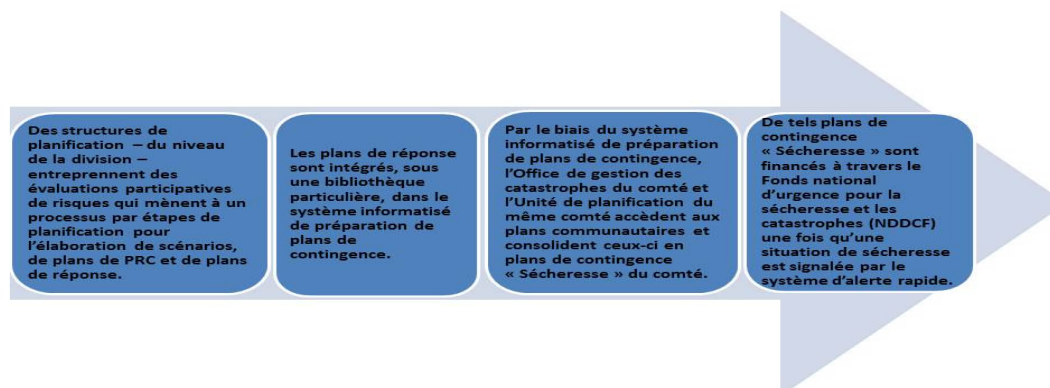
Mme Chilundo a informé les participants que le Mozambique a pu maintenant élaborer une base de données sur la PRC, base de données dont la création a été motivée par les inondations dévastatrices de 2001/2002 qui avaient causé des pertes de grande envergure. Cette base de données est maintenant utilisée pour l'analyse des risques pour enrichir le plaidoyer en faveur des politiques adoptées ainsi que la prise de décisions techniques/stratégiques de gestion de risques. Grâce à cette base de données, des enseignements de première importance ont été tirés. Un défi rencontré cependant a trait à la difficulté de recueillir des données rétrospectives. Mais les données recueillies ont, en partant de faits probants, permis d'établir des cadres stratégiques. Ces données ont également aidé à procéder à une planification adéquate.

M. Paul Kimeu (Office national de gestion de la sécheresse [NDMA], Kenya)

Cette présentation de M. Paul Kimeu a porté sur la contribution du NDMA à la PRC au Kenya. La thèse de M. Kimeu est qu'au Kenya, les terres arides et semi-arides ont, pendant des années, souffert, d'une part, de marginalisation économique et politique et, d'autre part, de politiques inadéquates de développement, et qu'elles sont ainsi devenues les zones les plus sous-développées du pays. Dans ces zones, la sécheresse est le seul aléa naturel qui prévaut, le plus important en termes de destruction de moyens de subsistance, de déclenchement de famine, de causes de décès et de maladies liées à la nutrition. L'impact des crises liées aux sécheresses récurrentes au Kenya est, en outre, exacerbé par la vulnérabilité croissante des populations locales, et cette vulnérabilité est susceptible de s'accroître avec l'impact accru du changement climatique. En 2011, le NDMA a été créé avec le statut d'organisme de droit public pour appuyer les collectivités, les comtés et l'administration centrale en matière de sécheresse. Son mandat est brièvement présenté dans le diagramme ci-après.



M. Kimeu a aussi relevé que le gouvernement kényan procède actuellement à l'établissement d'un fonds d'urgence pour la sécheresse, fonds servant (a) à appuyer les efforts rapides d'atténuation d'impact, cela pour réduire le temps entre l'alerte au stress de sécheresse et la réponse, et (b) à soutenir les moyens de subsistance et à promouvoir l'instauration de liens avec les stratégies à long terme de développement. Le modèle proposé pour intégrer les plans communautaires de contingence dans les cadres de réponse des comtés est représenté dans le diagramme ci-après.



M. Hussein Farah, Responsable du Centre régional pour la cartographie des ressources pour le développement (RCMRD)

M. Farah a noté qu'il faudrait élaborer des systèmes d'appui à l'information qui permettraient de représenter « Qui est impliqué où et pourquoi ? ». Il a relevé que le centre RCMRD met l'accent sur une atténuation d'impact d'inondations qui est basée sur les mouvements des nuages observés à des fins de planification efficace et en vue de systèmes d'alerte rapide axés sur les animaux et la faune. Le centre fournit également des systèmes d'appui au processus décisionnel relatif à la sécheresse. Enfin, M. Farah a appelé tous les pays représentés à la Plate-forme régionale à adhérer à des plates-formes sur les données satellitaires pour la surveillance des catastrophes.

Mme Hussein Mariama (Système d'alerte précoce, Niger)

Mme Mariama a noté que le Niger essaie de passer de l'alerte rapide à l'action rapide avec un système d'alerte rapide créé pour détecter et alerter les autorités à temps. On procède actuellement, au Niger, à une évolution vers des systèmes communautaires d'alerte rapide. Toutefois, on devrait renforcer les cadres institutionnels et obtenir les ressources financières requises pour des systèmes d'alerte rapide plus efficaces.

Mme Mohamed Ahmed Siham (ClimDev [Climat pour le développement], BAD [Banque africaine de développement])

Mme Siham a fait remarquer que le manque d'informations et de données influe sur la qualité des initiatives de PRC et qu'il faut s'attaquer à l'absence actuelle de coordination dans les actions de PRC. L'Afrique Climate Institute (Institut africain sur le climat) fournit de très bonnes données susceptibles d'enrichir la planification relative aux actions de PRC. Elle a également déclaré aux participants que la BAD dispose d'un fonds pour l'amélioration des données climatologiques. Ces fonds sont octroyés à la demande et les formats des propositions à soumettre sont disponibles sur le site web. Des appels d'offres de propositions seront bientôt lancés et les participants intéressés sont priés de vérifier fréquemment si ces appels d'offres ont été publiés.

M. Ralph Roothaert (Oxfam, Tanzanie)

M. Roothaert a tout d'abord souligné qu'il faut, en matière de PRC, appliquer des réponses plutôt extensives qu'intensives aux aléas. Il a précisé que les risques extensifs sont, par exemple, les mauvaises récoltes résultant de la sécheresse/manque de pluies, de l'infestation d'insectes nuisibles, etc. M. Roothaert a aussi relevé que les femmes ont un rôle crucial à jouer dans la prévention des risques au niveau du ménage. Il a également insisté que, pour une meilleure coordination en matière de PRC, il est nécessaire d'améliorer la manière dont la communauté

internationale travaille. Il a ajouté qu'il faut, aux financements, des approches à long terme. Enfin, l'analyse des risques, selon lui, devrait être un objectif international à réaliser comme le sont les OMD.

3.6.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

Un participant provenant de la Gambie (Commentaire) : *Impliquons les pays du Sahel dans les données satellitaires.*

Un participant provenant de la Guinée (Commentaire) : *Pensons à un outil dont nous pouvons appliquer de manière équitable.*

M. Pedro Basabe (Question) : *Veuillez expliquer, s'il vous plaît, comment l'Éthiopie mesure la résilience. Veuillez expliquer également pourquoi on devrait mettre l'accent sur les réponses plutôt extensives qu'intensives aux aléas.*

Un participant provenant de la Côte d'Ivoire (Question) : *Existe-t-il un système d'alerte rapide pour plusieurs pays ?*

Un participant issu de l'IGAD (Question) : *Comment pourrions-nous reproduire, à l'échelle du continent africain, l'exemple éthiopien de normalisation des mesures de résilience et des outils ?*

Un participant issu de l'OMM (Question) : *Comment passer de l'alerte rapide à l'action rapide ?*

Un participant provenant du Togo (Question) : *Comment les collectivités ont-elles intégré le système d'alerte rapide et comment le système d'alerte rapide est-il évalué ?*

Un participant provenant du Congo (Question) : *Est-il possible de solliciter l'appui de la BAD ?*

Une très bonne interaction a été constatée entre les participants et les orateurs, même si la session a dû être prolongée d'une heure (la session s'est terminée à 19h 30). Et dans sa récapitulation des travaux, le président de séance a relevé que l'identification des risques doit être multisectorielle et que dans ce contexte, les gouvernements devraient investir dans la recherche. Enfin, le président de séance a aussi souligné la nécessité d'intégrer la PRC dans les programmes scolaires.

4. 3^{ÈME} JOURNÉE DES TRAVAUX : VENDREDI 15 FÉVRIER 2013

4.1. SESSION 5 : Des grandes villes qui sont résilientes face aux catastrophes en Afrique

Président de séance : M. Mohamed Sani Sidi, Directeur général de NEMA (Agence nationale de gestion des urgences) au Nigéria.

Modérateur : L'honorable Abdou Sane, membre du Groupe ONU/SIPC des parlementaires en Afrique

4.1.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Les risques urbains en Afrique »

Le professeur Ailsa Holloway, Coordinatrice de réseau sur la PRC, Peri-Peri U, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

Le professeur Holloway a noté que l'Afrique s'urbanise rapidement et que d'ici 2050, presque 60 % de la population africaine résideront en milieu urbain⁸. Cette urbanisation rapide génère des risques de catastrophe comme celles qui sont survenues, dans un passé récent, dans plusieurs grandes villes africaines. Le tableau 2 ci-après nous donne un bref aperçu de telles catastrophes.

Tableau 2. Bref aperçu de catastrophes survenues dans des grandes villes africaines

Catastrophe	Ville/Pays	Lieu	Impact
GLISSEMENT DE ROCHERS	Le Caire (Egypte), 2008	Dans l'établissement humain informel d'Al-Duwayqa à Manshiyet	

⁸ ONU-HABITAT, 2010

		Nasser dans la partie Est du Caire.	
INCENDIE	Bujumbura (Burundi), janvier 2013	Au marché principal de Bujumbura qui était dévoré par les flammes.	
INCENDIE	Nairobi (Kenya), 2011	Dans le bidonville de Mukuru Sinai qui était ravagé par le feu suite à des fuites de produits pétroliers sur un oléoduc. Des gens ramassaient du combustible quand un mégot de cigarette déclencha l'incendie.	Plus de 100 morts et plus de 100 blessés
INCENDIE	Le Cap (Afrique du Sud), 1 ^{er} janvier 2013	Khayelitsha	4.000 déplacés
INONDATIONS	Accra (Ghana) - 2011	Accra	
TEMPÊTE TROPICALE	Ouagadougou (Burkina Faso), 2009	Ouagadougou	7 morts, 150.000 sans-abri, destruction de 30 % du système national d'adduction d'eau, destruction de l'usine de traitement d'eau.
CHOLÉRA	Freetown (Sierra Leone), 2012	Freetown	7.622 cas, 84 morts
CHOLÉRA	Conakry (Guinée), 2012	Conakry	3.630 cas, 23 morts
CHOLÉRA	Afrique australe, 2008-2009	Pour toute la région : 155.708 cas, 4.686 morts.	Lilongwe (Malawi) : 44 % des cas enregistrés dans tout le pays et 50 % des décès ; Lusaka (Zambie) : 53 % des cas enregistrés dans tout le pays ; Harare (Zimbabwe) : 20 % des cas enregistrés dans tout le pays.
CHIENS ENRAGÉS	Luanda (Angola)	Luanda	20.236 personnes mordues par des chiens enragés (86 % étant des garçons de 5 à 9 ans), 84 morts

Le professeur Holloway a soutenu que le profil de risques, en Afrique, est caractérisé par une *urbanisation du risque, la diversification des risques urbains et leur interconnectivité* avec des processus d'ordre mondial/continental. Cette situation, selon elle, exige que l'accorde, de manière urgente, une attention particulière à la mise en place d'architectures de gestion des risques urbains robustes et opérationnelles dans les centres urbains à mutation rapide. L'évolution en cours offre aussi au secteur de la gestion des risques urbains l'occasion de se doter d'un capital humain qualifié et de bonnes connaissances des risques, à travers un partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur (EES) locaux.

4.1.2. DÉBAT 5 : « La PRC, la résilience et la gouvernance locale des risques »

M. Didas Massaburi, Maire de Dar-es-Salam (Tanzanie)

M. Massaburi a indiqué que sa ville compte près de 4 millions d'habitants et qu'environ 60 % de cette population résident dans des habitats spontanés. La ville a connu des inondations dans le passé et le faible niveau de développement qui prévaut dans les zones inondables ne permet pas de maîtriser la situation. Le problème, en fait, est que la PRC/GRC n'est aucunement intégrée dans la planification urbaine. Les maires et les dirigeants locaux ont un rôle capital à jouer dans la PRC urbaine. Les dirigeants locaux jouent également un rôle important dans la sensibilisation des collectivités et dans la diffusion de l'information, une telle diffusion de l'information étant renforcée davantage par une décentralisation de la gouvernance urbaine. Enfin, il est désormais clair que le changement climatique, lui aussi, a un impact de plus en plus important sur les zones urbaines.

M. Mohamed Bousraoui, Secrétaire général de CGLU (Cités et gouvernements locaux unis)

M. Bousraoui a noté que la PRC/GRC devrait être prise au sérieux dans la planification urbaine. La volonté politique requise pour cela devrait, selon lui, être là et les maires et leurs administrations devraient jouer les rôles les plus déterminants. Et pour de meilleurs mécanismes de dialogue et de coordination entre administrations centrales et locales, il faudrait renforcer les réseaux comme les groupes parlementaires consultatifs de plaidoyer.

Mme Kristy Facer, Chercheur principal au CSIR (Conseil pour la recherche scientifique et industrielle), Afrique du Sud – « L'expérience sud-africaine »

Mme Facer a relevé qu'en Afrique du Sud, les personnes les plus vulnérables aux risques vivent dans les centres urbains et dans les grandes villes. Elle a souligné que la concentration d'établissements humains informels fait accroître les risques de catastrophe. Les centres urbains, a-t-elle précisé, ne sont pas seulement des centres d'infrastructures et de biens, ils sont aussi des foyers de risques de catastrophe.

Le professeur Simon Onywere – « L'expérience cartographique de la ville de Kisumu »

Le professeur Onywere a indiqué que le processus de cartographie, au Kenya, s'effectue selon des domaines thématiques mais le problème est que les résultats ne sont pas consolidés. La cartographie des risques et des aléas a été effectuée dans chacune des huit provinces (aujourd'hui subdivisées en 47 comtés). Il a ensuite noté que l'environnement urbain est un écosystème qui devrait soutenir la vie humaine. Mais la question est de savoir comment déterminer où exactement sont les aléas, les risques et les défis dans les grandes villes. Il devrait y avoir un référentiel d'informations urbaines consacré à toutes les questions telles que l'éducation, la santé, l'immobilier, le transport et beaucoup d'autres choses. Ces informations devraient être intégrées avec d'autres sources de données au niveau national. Une telle base de données aide les collectivités à identifier leurs besoins et à améliorer les plans de développement national. Il devrait aussi y avoir, dans les budgets nationaux des pays africains, une allocation claire des ressources à la PRC et ces pays devraient aussi traiter des catastrophes d'ordre sanitaire qui se produisent dans les zones urbaines.

M. Jossy Materu, Conseiller principal pour les établissements humains au Bureau régional d'ONU-HABITAT pour l'Afrique

M. Materu a tout d'abord noté que la PRC est un domaine clé d'intervention dans les problèmes d'urbanisme. Les enseignements tirés de la mise en œuvre de la PRC, par exemple au Rwanda, selon lui, sont notamment le manque de formations du personnel, une faible diffusion et partage de l'information et un manque de coordination parmi les acteurs de la PRC. Il existe pourtant un

dialogue fort clair entre les autorités nationales et locales, ainsi que de bonnes méthodes de travail qui sont respectées.

M. Jakob Wernerman (Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Sénégal)

M. Wernerman a affirmé que de toutes les grandes villes du monde, les grandes villes africaines ont la plus forte concentration de pauvreté, et les femmes et les enfants y vivent souvent dans des bidonvilles où les conditions de vie sont extrêmement difficiles, ce qui accroît leur vulnérabilité. Des installations et des infrastructures améliorées pourraient cependant mettre ces femmes et ces enfants des centres urbains dans des meilleures conditions que leurs homologues des zones rurales. On devrait aussi noter que des variations structurelles existent entre différentes zones urbaines et qu'une image généralisée des zones urbaines tend à obscurcir la réalité des populations vivant dans des établissements humains informels. Par exemple, les enfants vivant dans des taudis ont le moins de chances d'aller à l'école. Il faut donc accorder plus d'attention aux zones urbaines et penser à l'équité dans la mise en œuvre des programmes.

4.1.3. Discussions en plénière et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

Un participant provenant de la Côte d'Ivoire (Question) : *Comment l'impact des catastrophes survenues a-t-il été mesuré ?*

Un participant issu de l'OMM (Commentaire) : *La santé devrait être un des secteurs couverts par la planification de l'après-2015.*

RÉPONSE : *Il devrait y avoir un lien naturel entre santé et PRC.*

Un participant provenant de la Gambie (Question) : *Quel genre de stratégies proposez-vous pour améliorer la coordination ?*

Un participant issu de l'IGAD (Question) : *Selon vous, quel rôle particulier les milieux universitaires devraient-ils jouer dans l'intégration de la PRC dans les milieux urbains ?*

RÉPONSE : *Les milieux universitaires sont sous-utilisés en Afrique, contrairement à ce qui passe dans le Nord. Les établissements universitaires fournissent des personnes ressources, dont des étudiants bénévoles. Et les étudiants des cycles supérieurs préparent des thèses et des mémoires sur des thèmes pertinents qui peuvent enrichir les politiques de PRC. Les milieux universitaires devraient aussi offrir des modèles de stage et développer les compétences avec des formations de niveau professionnel. Ils devaient aussi intégrer la PRC dans leurs programmes d'enseignement et mener des activités de recherche et développement en PRC.*

(Question) : *Le terme « urbain » prête à confusion. Y-a-t-il une définition standard de ce qui est urbain ?*

RÉPONSE : *Bien qu'il n'y ait pas de réponse standard à cette question, vous pouvez toujours prendre comme référence la définition d'ONU-HABITAT, si elle existe. Par définition, un grand centre urbain ou grande ville se caractérise par sa taille ou sa fonction par rapport à la nature de l'économie dans laquelle elle évolue. Mais quelle que soit la définition adoptée, les grandes villes se distinguent par une haute densité démographique qui apporte une contribution majeure au PIB du pays. Il existe diverses caractéristiques qui définissent une grande ville mais il est clair que la plupart des définitions existantes tournent autour de la définition d'ONU-HABITAT.*

(Question) : *Qu'est-ce qu'il faudrait faire pour que les résultats des opérations de cartographie puissent être mis en œuvre ?*

RÉPONSE : *Nous devons instituer la PRC/GRC dans la planification urbaine.*

Un participant provenant du Sénégal (Commentaire) : *Ceux qui ont fait des présentations n'ont pas dit comment mobiliser les populations urbaines à la prévention des risques.*

Un participant provenant du Libéria (Commentaire) : *Vers la fin des 14 ans de guerre civile [au Libéria], tout le monde a migré vers les villes. Cela a conduit à des constructions anarchiques et les inondations sont devenues de plus en plus fréquentes à Monrovia. Cette grande ville n'avait pourtant jamais vécu un tel phénomène auparavant.*

Pour conclure la session, le président de séance a noté que bâtir des villes résilientes en Afrique exige l'effort collectif des administrations locales et nationales en collaboration avec des partenaires de développement. Une telle collaboration peut apporter des ressources à l'évaluation des risques, à la planification urbaine et à la mise en place d'infrastructures sociales de base pour prévenir les catastrophes. Mais pour ce faire, nous avons besoin de volonté politique, de développement de capacités, de prise de conscience accrue, et de mécanismes institutionnels solides pour mettre en œuvre, en conformité avec le CAH, les cadres nécessaires au développement de la résilience des grandes villes.

4.2. SESSION 6 : Prévenir les risques - adaptation au changement climatique et défis émergents au niveau régional

Président de séance : M. Mare Lo, Directeur de la Protection civile au Sénégal

Modérateur : M. Khalil Timamy, Responsable de l'Environnement, du changement climatique et de la Gestion des eaux et des terres à la Commission de l'Union africaine (CUA)

4.2.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Protection liée au genre et préparation aux catastrophes »

Mme Grace Mbugua, Fondatrice et Directrice de Women's Empowerment Link (WEL - Lien « Autonomisation des femmes ») au Kenya

Mme Mbugua a indiqué que de par leur statut économique, social et politique inférieur, les femmes sont plus vulnérables pendant les catastrophes. Cette situation est aggravée par le fait que le taux de pauvreté est élevé parmi les femmes et que celles-ci sont confrontées à des contraintes d'ordre culturel. Mme Mbugua a aussi noté que les efforts relatifs aux risques de catastrophe sont menés de façon isolée par les différents intervenants de l'État, les agences onusiennes, les ONG et les milieux universitaires, et ces efforts ne sont pas pleinement interconnectés avec d'autres efforts de valorisation de la femme. En outre, les femmes sont particulièrement touchées par l'impact social des catastrophes environnementales mais elles ne sont cependant pas intégrées convenablement dans la planification de la protection et de la mise en œuvre des initiatives correspondantes. Leur accès à l'information est également limité, ce qui ne leur permet de disposer de suffisamment de temps pour se préparer et pour planifier. Selon Mme Mbugua, les défis auxquels les femmes font face pendant les catastrophes sont, entre autres :

- Peu de ressources qui soient en leur nom propre et qu'elles peuvent gérer elles-mêmes, ressources qui leur permettraient de se débrouiller quand une catastrophe survient, d'où leur vulnérabilité à l'exploitation, à la violence et aux abus sexuels.
- Elles n'occupent aucune place permanente dans les systèmes décisionnels et elles sont victimes d'une forme traditionnelle, routinière et gratuite d'oppression sexiste.
- Des ressources limitées pour leurs besoins sanitaires particuliers, notamment pour les femmes enceintes et les femmes allaitantes.
- Il arrive qu'on marie des filles très jeunes à des hommes plus âgés qui les auraient peut-être « achetées » sous couvert d'un mariage.
- Les séquelles socio-culturelles des catastrophes sont telles que les femmes tendent à y perdre entièrement leurs propres réseaux de soutien social.
- Un renversement des rôles : les femmes doivent surmonter la douleur d'avoir perdu leurs époux et porter le fardeau de responsabilités accrues envers les membres survivants de la famille ayant de jeunes enfants.

Mme Mbugua a alors émis les recommandations suivantes :

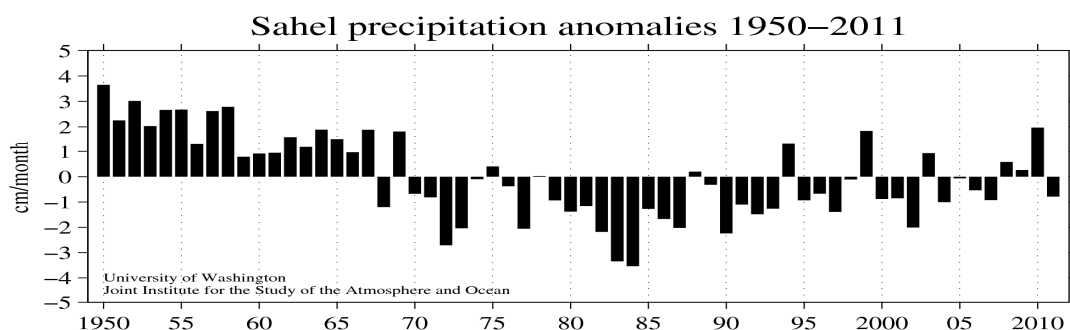
- Organiser des forums consultatifs africains avec des organisations et groupement féminins pour enrichir la programmation de la PRC.
- Allouer des ressources dédiées aux besoins particuliers des femmes en matière de gestion de catastrophes.
- Planifier la sécurité dans une optique « Genre », en prenant en considération les questions de protection des femmes et des filles.

- Renforcer la capacité d'accès des groupements féminins aux ressources consacrées au développement, ainsi que leurs capacités à gérer ces ressources et à prendre part aux processus décisionnels.

4.2.2. INTRODUCTION : « La prévention des risques de catastrophe et le changement climatique »

M. Youcef Ait-Chellouche de l'UNISDR

Il ressort de cette présentation que l'impact du climat touche, en Afrique, une population non négligeable, notamment aux niveaux de l'agriculture/sécurité alimentaire, des ressources en eau, des ressources énergétiques, de la santé, des écosystèmes, etc. Un tel impact influe également, de manière négative, sur la répartition de la population dans toutes les régions et impulse ces catastrophes connexes qui dominent le profil de risques de la région Afrique. Un graphe sur le changement climatique et les nouvelles tendances des catastrophes est présenté ci-après. *(La traduction en français du texte affiché sur ce graphe est fournie dans la note de bas de page n° 9 ci-dessous)*⁹



June through October averages over 20–10N, 20W–10E. 1950–2011 climatology.
NOAA NCDC Global Historical Climatology Network data

Il est à noter qu'un plus grand nombre d'extrêmes climatiques est anticipé : elles mèneront, en principe, à une vulnérabilité plus forte des plus pauvres et à une plus grande exposition des personnes et des ressources économiques à l'adversité. La bonne nouvelle cependant est que les extrêmes et les variabilités climatiques peuvent désormais être anticipées par les sciences du climat (prévisions saisonnières) et cela peut enrichir les actions des gestionnaires de PRC chargés de la prévention/gestion des risques connexes. Et puisque les risques climatiques, au niveau régional, sont surtout ceux d'inondation et de sécheresse, les mécanismes institutionnels adéquats devraient :

- renforcer les organes/organismes régionaux et nationaux pour leur permettre de planifier la résilience climatique (El Nino et la Nina) deux à quatre ans à l'avance ;
- éviter les comités ad hoc pour les inondations et la sécheresse et établir des institutions pérennes pour la gestion des risques climatiques et pour le développement durable ;
- disposer d'une planification à long terme de la résilience ; planification qui, pour des raisons opérationnelles, serait modulée selon les prévisions saisonnières.

9

- *Sahel Precipitation Anomalies 1950-2011* : Anomalies pluviométriques du Sahel de 1950 à 2011.
- *cm/month* : cm/mois.
- *University of Washington* : Université de Washington.
- *Joint Institute for the Study of the Atmosphere and Ocean (JISAO)* : Institut mixte d'études de l'atmosphère et de l'océan.
- *June through October averages over 20-10N, 20W-10E* : Moyennes de la période de juin à octobre sur la zone délimitée par les latitudes 20 Nord et 10 Nord et les longitudes 20 Ouest et 10 Est.
- *1950-2011 climatology* : Climatologie pour la période allant de 1950 à 2011.
- *NOAA NCDC Global Historical Climatology Network Data* : Données issues du « Réseau mondial des relevés climatologiques » du Centre national de données climatologiques (NCDC) de l'Administration océanique et atmosphérique nationale (NOAA) [des États-Unis].

4.2.3. DÉBAT 6 : « Associer PRC et adaptation au changement climatique »

M. Poulo O. N. Joof, Directeur exécutif par intérim de la NDMA (Agence nationale de gestion des catastrophes), Gambie

M. Joof a indiqué qu'il existe, en Gambie, une volonté politique de haut niveau pour la PRC. L'activité économique dominante y est l'agriculture : celle-ci occupe plus de 70 % de la population. Les agriculteurs tirent profit des prévisions météorologiques et le pays procède actuellement à l'intégration, dans les stratégies de PRC, de savoirs locaux sur la prévision du temps. Une stratégie nationale de PRC/GRC est également en cours d'élaboration.

Mme Maliza van Eeden (Alliance pour climat et le développement [CDKN], ODI [Overseas Development Institute])

Mme van Eeden a fait remarquer que le problème avec la PRC est qu'elle est institutionnellement séparée de l'adaptation au changement climatique. Cela a mené à une division au niveau de l'allocation des ressources ainsi qu'à des approches fragmentées dans l'apport de solutions dans la gestion de catastrophes. Il ressort de fait probants recueillis au Kenya que les agriculteurs qui ont reçu, par SMS, des messages de prévision météo et qui ont utilisé les informations ainsi reçues, auraient augmenté leur production. Nous devrions continuer à chercher des solutions innovantes pour combler les lacunes existantes, a-t-elle ajouté.

M. Stephen Njoroge, Représentant de l'OMM (Organisation météorologique mondiale) pour l'Afrique orientale et australe

M. Njoroge a indiqué qu'un « Cadre mondial pour les services climatologiques » (CMSC) existe pour permettre à l'information climatologique d'atteindre, au moment voulu, l'utilisateur final. L'UA a aussi établi la Conférence météorologique africaine. Le CMSC priorise la PRC dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'eau.

M. Mohamed Dida, CordAID (Organisation catholique d'aide aux urgences et au développement)

M. Dida a fait remarquer que CordAID promeut la PRC gérée par la communauté (PRCGC) et se focalise sur les ménages les plus vulnérables au nord du Kenya et au sud de l'Éthiopie. Chaque communauté procède à une caractérisation des aléas et de la manière dont elle est impactée par ces aléas. La planification des actions communautaires est effectuée en utilisant des informations d'alerte rapide provenant de sources variées dont les rôles sont importants. Un système de surveillance des crises existe aussi au niveau communautaire et des comités communautaires pour la PRC jouent un rôle important. Dans le district d'Isiolo (Kenya), des communautés ont mis en place des unités de surveillance pour le suivi des incendies de prairie. Des mesures de surveillance des inondations sont aussi prises le long des fleuves au sud de l'Éthiopie et le long du fleuve Ewaso Ng'iro au Kenya.

4.2.4. Recommandations et récapitulation de la session par le président de séance et le modérateur

Un participant provenant du Kenya (Question) : Dans quelles proportions les signaux climatiques ont-ils influé sur la performance dans les autres secteurs ?

RÉPONSE : Les données sont surtout utilisées par les spécialistes. Il faudrait donner à ces données une forme utilisable dans le processus décisionnel et par le public. La climatologie ou les modèles probabilistes devraient compléter les ressources déjà existantes. Chaque pays dispose de directives sur la manière de diffuser les données.

Un participant provenant du Congo (Question) : Comment comptez-vous utiliser les services de SMS pour diffuser davantage des données météorologiques ?

RÉPONSE : ACMAD est pour l'utilisation de la téléphonie mobile bien que, pour ce faire, il faut conclure des accords avec les prestataires de services. Mais pour le cas du Burkina Faso, par exemple, cette technologie s'est révélée très pratique dans des situations d'urgence.

Un participant issu de la BAD (Question) : Comment pensez-vous vous y prendre pour surmonter les problèmes de cloisonnement entre les efforts de PRC et d'adaptation au changement climatique ?

Un participant issu du PNUD (Commentaire) : Les inondations, au Bangladesh, ont fait plus de morts chez les femmes que chez les hommes, cela à cause de questions culturelles qui intiment aux femmes de rester derrière pour protéger leurs maisons.

Un participant provenant de l'Éthiopie (Question) : WEL [Women's Empowerment Link] dispose-t-il d'instruments pour procéder à des analyses de problèmes de genre pendant les catastrophes ?

RÉPONSE : Nous n'avons pas besoin de réinventer la roue, aussi utilisons-nous et adaptons-nous les outils existants.

Un participant provenant de l'Ouganda (Question) : Les questions concernant les enfants est une affaire de « voix des sans voix ». Pouvons-nous avoir un centre de PRC dédié aux enfants ainsi que des recommandations « Adaptation au changement climatique » particulières pour la Plate-forme mondiale de Genève, recommandations ayant trait aux activités de l'après-2015 ?

Pour conclure la session, le président de séance a émis les observations suivantes :

- Les sessions organisées ont réussi à identifier les difficultés, les opportunités et les actions de PRC/Adaptation au changement climatique à mener.
- Il faut tenir compte des recommandations sur les femmes dans la PRC ainsi que sur leurs capacités. Il faut également créer un fonds particulier pour les femmes et les enfants.
- Il faut renforcer les établissements scientifiques qui s'occupent de changements climatiques.
- Il y a lieu de promouvoir des approches multisectorielles faisant intervenir des actions à long terme de PRC et d'adaptation au changement climatique. Il faut également intégrer et établir un lien entre PRC et adaptation au changement climatique.

4.3. SESSION PARALLÈLE : La jeunesse pour la résilience face aux catastrophes

Mme Rhea Katsanakis de l'UNISDR

Mme Katsanakis a indiqué que les jeunes Africains sont vulnérables aux catastrophes car ils doivent faire face à la pauvreté ainsi qu'au manque d'informations et de formation. Ils sont également marginalisés, privés d'accès à la solidarité sociale. Ces jeunes ne sont pas suffisamment motivés pour s'impliquer dans la prévention des risques de catastrophe car ils se sentent déresponsabilisés. Il y a une absence générale d'émancipation économique, de capacités au niveau local, de structures étatiques favorables à l'élaboration de politiques et programmes soucieux des questions de genre et de groupe d'âge.

Il a aussi été relevé que les jeunes apportent une valeur ajoutée à la prévention des risques de catastrophe bien que cela ne soit pas réellement reconnu. Les jeunes présents à la Plate-forme régionale se sont cependant plaints qu'ils n'ont pas été impliqués dans toute la conférence mais qu'ils ont été seulement associés aux discussions particulières sur « La jeunesse pour une résilience face aux catastrophes » et pour faire une déclaration de cinq minutes à la Plate-forme régionale. Ces jeunes ont estimé qu'on aurait dû les impliquer davantage dans toute la conférence et qu'ils auraient pu aussi siéger parmi les groupes d'experts. Les jeunes pensent qu'ils peuvent contribuer de plusieurs façons à la PRC : celles-ci sont énumérées ci-dessous dans 4.4.2.

En tout cas, les jeunes ont recommandé à toutes les parties prenantes assistant à la session parallèle de reconnaître les capacités de la jeunesse africaine, de prendre leurs idées et leur vision en considération, de les aider à jouer un rôle dans la prévention des risques de catastrophe et le développement de la résilience face aux catastrophes.

4.4. Les recommandations de l'Afrique pour la Plate-forme mondiale et sur le CAH2 (Cadre de la PRC pour l'après-2015)

Maître de cérémonie : M. Calleb Weggboro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de la Communauté est-africaine (EAC)

Président de séance : M. Almami Dampha (Département de l'Économie Rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine (CUA))

4.4.1. PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Les perspectives d'avenir pour la PRC en Afrique »

Mme Fatima Denton, Coordinatrice du Centre africain pour la politique en matière de climat (CAPC), qui a représenté M. Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Mme Denton a d'abord fait remarquer que la PRC devait être comprise en trois temps : (i) identifier les risques – « Comprenons les concepts » ; (ii) réduire les risques – « Gérons les risques et non les crises » ; et (iii) résister à l'épreuve du climat – « Planifions avec les risques ». Elle a aussi noté qu'entre 1997 et 2007, les inondations ont fait perdre à l'Éthiopie en moyenne 1,1 milliards de dollars US par an¹⁰, et que de 2010 à 2011, le nombre de victimes de catastrophes naturelles a augmenté de 51,3 % en Afrique. Et rien qu'en 2011, presque 30.000 personnes ont péri dans 302 cas de catastrophe, et quelques 206 millions de personnes en ont été impactées, 106 millions d'entre elles par des inondations et 60 millions d'autres par la sécheresse, surtout dans la Corne de l'Afrique¹¹. Par ailleurs, la BAD estime que les catastrophes contribuent pour environ 3 à 15 % des pertes annuelles de PIB dans les pays africains¹², que la sécheresse et l'insécurité alimentaire au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie, au Kenya et en Ouganda, ont touché 14 millions de personnes, et que 3 millions de personnes ont été aussi impactées par la sécheresse et l'insécurité alimentaire au Niger.

Mme Denton a ensuite noté que l'Afrique est un des continents les plus vulnérables à la variabilité et au changement climatiques, cela du fait de l'existence de stress multiples et d'une faible capacité d'adaptation. En outre, l'exposition à divers risques de catastrophe conduit à des pertes en vies ainsi qu'à des pertes de biens estimés à des milliards de dollars. La sécheresse et la désertification sont les menaces les plus sérieux qui pèsent sur le développement durable en Afrique¹³. Soulignons que les catastrophes provoquent, dans les régions sujettes à la sécheresse et aux inondations, des baisses de la productivité de l'agriculture et des pâturages. On prévoit d'ailleurs que les risques de catastrophe liée à l'eau vont compromettre sérieusement la production agricole, y compris l'accès à la nourriture, dans plusieurs régions et pays africains. On prévoit également que d'ici 2050, entre 350 millions et 600 millions de personnes auront à faire face à un stress hydrique dû au changement climatique.

En tout cas, Mme Denton a émis les recommandations suivantes :

- Traduire la connaissance du climat en mécanismes de prévention de risques.
- Établir des liens solides entre services climatologiques et gestion des risques climatiques par le biais de systèmes coordonnés d'appui à une série d'institutions.
- Dans des pays africains ciblés (par ex. le Mozambique, l'Éthiopie, la Gambie et le Burkina Faso), collaborer sur une base de données sur les pertes et dégâts occasionnés par les catastrophes.
- Avoir un accès direct aux fonds une fois que les pays auront bien défini leurs besoins en matière de PRC.

Mme Denton a enfin affirmé que, pour une future Afrique résiliente, il faut investir dans les savoirs/sciences, dans les infrastructures et dans les institutions.

4.4.2. Les recommandations émises par la jeunesse

Comme il a été noté précédemment dans 4.4., les jeunes africains ont fait remarquer qu'ils sont victimes de la pauvreté et de marginalisation ainsi que du manque d'informations, de solidarité sociale et de formations, ce qui les prédispose à la vulnérabilité aux catastrophes. Les jeunes africains ont cependant indiqué :

- qu'ils peuvent aider dans l'identification des vulnérabilités et des capacités au niveau communautaire ;

¹⁰ Save the Children et Oxfam

¹¹ EM-DAT

¹² BAD

¹³ CEA

- qu'ils peuvent promouvoir la sensibilisation et l'éducation, que celle-ci soit moderne ou traditionnelle ;
- qu'ils peuvent aider les collectivités à mettre les nouvelles technologies au service de la PRC ;
- qu'ils peuvent facilement faire du bénévolat pour la PRC et l'adaptation au changement climatique ; et enfin
- qu'ils font preuve d'un dynamisme certain dans la manière de penser et qu'ils sont également créatifs et innovateurs.

Les priorités pour le volet « Jeunesse » du grand chantier de la PRC pour l'après-2015 devraient, selon eux, être les suivantes :

- l'accès à des informations et à des savoirs appropriés ;
- l'accession à l'émancipation économique ;
- des plates-formes importantes d'implication des jeunes à tous les niveaux ;
- la nécessité de disposer de données « catastrophe » ventilées selon les groupes d'âge et le genre ; et enfin
- le renforcement des capacités des jeunes à s'impliquer dans la protection de l'environnement et l'adaptation au changement climatique.

4.4.3. Les recommandations du secteur privé

Winnie Karanu, Gestionnaire de projets, Initiative « Afrique », MicroSoft Afrique de l'Est

Le secteur privé a été représenté par Safaricom (Kenya), Microsoft Afrique de l'Est, et ARUP Group Ltd. Des cinq recommandations qu'ils ont soumises, ils estiment que les trois premières sont les plus pertinentes pour le secteur privé en Afrique. Ces cinq recommandations sont :

- i. Promouvoir des partenariats public-privé pour la PRC pour analyser les causes profondes de la poursuite d'activités qui se sont déjà révélées non résilientes et élaborer des cadres d'action permettant de s'attaquer à ces causes ;
- ii. Mettre à profit l'expertise sectorielle et les points forts du secteur privé pour faire progresser les activités de prévention de risques de catastrophe et d'atténuation de l'impact des catastrophes, y compris une résilience améliorée et une réponse efficace.
- iii. Favoriser les échanges concertés et la diffusion de données : partage d'informations sur les évaluations, le suivi, les prévisions, les pronostics, l'alerte rapide, les actions entre le public et les opérateurs du secteur privé.
- iv. Appuyer les évaluations de risques aux niveaux national et local ainsi que le développement des capacités, et faire bon usage des opportunités qui démontrent que le développement de la résilience est une bonne stratégie économique de pérennisation de l'entreprise.
- v. Élaborer et appliquer des codes et procédures internes de conduite, et appuyer, là où cela est possible et nécessaire, l'élaboration de législations, de réglementations et de politiques nationales et locales.

À noter que le secteur privé s'est dit disposé à jouer un rôle actif dans la prochaine phase du Cadre d'action de Hyogo, phase qui commence en 2015.

4.4.4. Les recommandations de la Table ronde sur le cadre de la PRC pour l'après-2015 en Afrique

Mary Mye Kamara, Directeur à l'ONS (Bureau de la sécurité nationale), Sierra Leone

Les observations/recommandations suivantes ont été émises lors de discussions en plénière sur le cadre de PRC pour l'après-2015 en Afrique :

- Premièrement, il existe de nouveaux problèmes et menaces auxquels nous devons faire face à mesure que nous avançons vers l'ère post-2015 de la prévention des risques de catastrophe. Les risques de catastrophe continuent d'augmenter et devancent les efforts de prévention des risques de catastrophe. Davantage de personnes et de biens vont être

exposés aux catastrophes à cause du phénomène de migration et à cause du changement climatique.

- S'il est vrai que les aléas frappent tous les pays, les catastrophes cependant impactent davantage ceux qui sont vulnérables. Aussi, on ne soulignera jamais assez la nécessité d'efforts concertés pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de risques et pour développer la résilience des collectivités.
- En ce qui concerne les questions environnementales, allusion a été faite au fait que le changement climatique, la croissance démographique et la mauvaise gestion des ressources naturelles continuent de constituer des menaces pour les vies et sapent les possibilités de gagner sa vie dans la région. Une urbanisation anarchique ainsi que l'incapacité à intégrer la prévention des risques de catastrophe dans les programmes de développement, favorisent l'apparition de nouveaux risques et vulnérabilités.
- Il a été mis en exergue que l'éducation et le partage de l'information en vue d'enrichir la prise de décisions, constituent un facteur extrêmement important. En effet, une connaissance améliorée des risques aide les gens à mieux traiter ces risques et à renforcer leur résilience. Et pour appuyer le travail effectué dans le domaine de la PRC, il faudrait également fournir des informations et données sur les pertes occasionnées par les catastrophes ainsi que sur l'impact de celles-ci, informations et données basées sur des faits probants.
- Une plus grande attention devrait aussi être accordée au renforcement de la résilience communautaire et à la nécessité d'une orientation agressive et claire sur les niveaux local, municipal et sous-préfectoral mais non pas uniquement national. Enfin, la vision nationale devrait être traduite en stratégies et activités concrètes que l'on met en œuvre au niveau local. Mais il est essentiel que cela soit fait avec ceux qui sont à risque.
- Gouvernance : pendant que la volonté politique s'accroît, il y a toujours beaucoup plus à faire, notamment sur les points suivants : allocation de ressources, développement de la résilience, établissement de liens entre politiques nationales et niveau communautaire, intégration de PRC dans les plans sectoriels, décentralisation des programmes et délégation aux administrations locales.
- Enfin, on continue de traiter la PRC comme une préoccupation d'ordre humanitaire mais non pas comme une affaire de développement. Une révolution conceptuelle doit être faite à ce niveau. Et pour que tous les objectifs de la PRC soient atteints, les questions à facettes multiples et multidisciplinaires inhérentes à la PRC exigent, de la part de tous, plus d'engagement et un engagement plus fort.

4.4.5. Courte vidéo de 3,5 minutes sur l'initiative conjointe « R4/Résilience rurale » de PAM/Oxfam

Une courte vidéo sur l'initiative « R4/Résilience Rurale » de PAM/Oxfam/Swiss RE a été visionnée, R4 signifiant :

- *Risk taking* (Prise de risques) [CRÉDIT]
- *Risk transfer* (Transfert de risques) [ASSURANCES]
- *Risk reserves* (Réserves pour les risques) [ÉPARGNE]
- *Risk réduction* (Réduction de risques)

La vidéo fait ressortir qu'environ 925 millions de personnes ont faim et manquent de nourriture sur notre planète : l'équivalent de la population des Etats-Unis, du Canada et de l'Union européenne combinée. 200 millions de personnes supplémentaires pourraient se retrouver face à la faim dans les 40 prochaines années - à cause du changement climatique qui sème l'incertitude avec *trop* de pluies ou *trop peu* de pluies. Ces incertitudes ont d'abord un impact négatif sur l'agriculture. Mais la vidéo montre aussi comment les collectivités rurales peuvent développer leur résilience et changer leur sort dans l'agriculture et l'économie rurale. Ainsi, contre l'assurance de pouvoir travailler, des collectivités (montrées par la vidéo) ont bâti des systèmes d'irrigation, fabriqué des composts pour

fertiliser leurs champs et restauré un environnement dégradé en y plantant des arbres. Les agriculteurs ont augmenté leurs épargnes pour se prémunir contre les périodes difficiles. Ils se sont également procuré le crédit dont ils ont besoin pour acheter de l'équipement et des semences résistant aux insectes : un meilleur rendement en est sorti. Ils se sont aussi mis dans de petits business qui aident à nourrir leurs familles et qui assurent que leurs enfants restent à l'école. Un tel investissement dans la résilience rurale a rendu ces agriculteurs, leurs familles et leurs communautés plus forts. L'initiative R4 a commencé avec 200 ménages dans la région du Tigray en Éthiopie, mais aujourd'hui, en trois ans, elle a l'adhésion de 13.000 ménages et elle est appelée à s'étendre à trois autres pays. En tout cas, le message véhiculé par la vidéo est clair : « gérer des risques revient moins cher que gérer une crise ».

4.4.6. Compte-rendu sommaire de la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC

M. Kofi Portuphy, Directeur de l'Organisation nationale de gestion des catastrophes (NADMO) au Ghana et président du Comité de rédaction de la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC

Compte-rendu sommaire

1. Le présent compte-rendu a été élaboré à partir de recommandations et décisions qui reflètent les réalisations des organismes africains et du leadership africain par rapport aux priorités de ce cadre d'action internationalement reconnu qu'est le « Cadre d'action de Hyogo » (CAH). Mais pour l'après-2015 (c'est-à-dire pour le CAH2), l'Afrique est appelée à être au premier plan d'un grand programme mondial en promouvant des partenariats nouveaux et renouvelés, partenariats associant ses régions, ses sous-régions, ses administrations centrales, ses villes, son secteur privé, ses centres de savoirs et ses sociétés civiles - y compris ses jeunes et ses femmes.
2. Cette 4^{ème} Plate-forme régionale africaine (PRAf) a passé en revue les progrès réalisés et les défis rencontrés dans la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophe et du Programme d'action élargi de ladite stratégie africaine. Les participants à la Plate-forme régionale ont également identifié les mesures nécessaires pour s'acquitter, jusqu'en 2015, des engagements pris en commun. Enfin, ils ont regardé vers l'avant pour appréhender le caractère changeant de la vulnérabilité ainsi que le type de leadership de l'État requis pour prendre la tête d'un processus inclusif de concertations sur les voies et moyens de relever les défis actuels et émergents.
3. Les recommandations relatées dans le présent compte-rendu sommaire visent à guider toutes les parties prenantes dans leurs domaines d'intérêt et mandats respectifs. Elles ont notamment pour but d'enrichir les actions menées aux niveaux régional et international (a) à travers la Commission de l'Union africaine et les Communautés économiques régionales africaines et (b) pendant la 4^{ème} Session de la Plate-forme mondiale pour la prévention des risques de catastrophe et les concertations menant au CAH2.
4. Les mêmes thèmes dominants transparaissent dans les recommandations sur les actions à mener aux niveaux régional et sous-régional, dans les éclairages ciblées reçues des différentes sessions organisées lors des travaux, et dans les rapports préparés par les groupes de travail, les partenaires et les parties prenantes, rapports présentés en annexe du présent document.
5. **L'Afrique est un continent dynamique en voie de transformation rapide, transformation caractérisée par des changements au niveau de l'économie, de la société et de l'environnement.** Mais ces changements seront aggravés par le changement climatique. Et si une croissance économique rapide peut certes accroître les ressources, elle peut aussi aggraver la vulnérabilité, alors que des approches pérennisantes du développement peuvent avoir un impact profond sur les inégalités et la pauvreté. En tout cas, intégrer la prévention des risques de catastrophe (PRC) et la résilience dans les stratégies de développement durable permet de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité et de l'exposition aux risques mais aussi de protéger les acquis de développement par des approches « développement résilient ». Pour l'instant, avec la poursuite actuelle de ladite transformation en Afrique, on observe un engagement croissant à réduire les risques à tous les niveaux, y compris les risques de conflit. Enfin, regardant au-delà de 2015, les participants à la 4^{ème} Plate-forme régionale

africaine ont envisagé un CAH2 qui reconnaît que le risque est un phénomène dynamique et qu'il est subi différemment par les différentes composantes d'une collectivité.

6. **Les collectivités, en particulier les femmes et les enfants, se trouvent en première ligne face aux risques de catastrophe et ils jouent un rôle de plus en plus influent dans le développement de la résilience.** Dès lors, agir en partenariat avec les collectivités implique un certain engagement à éliminer l'analphabétisme, à promouvoir l'éducation et à renforcer la santé publique, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance (par des mécanismes formels et informels) – car tout cela est essentiel à la résilience, à la prévention des risques et aux OMD. En outre, de nouveaux partenariats avec les médias et le secteur privé peuvent beaucoup aider à faire avancer la résilience. Enfin, on devrait amener toutes les parties prenantes et tous les secteurs de la société à s'impliquer pour l'avènement d'un avenir caractérisé par la résilience. L'implication des jeunes et l'inclusion des handicapés physiques apportent, par exemple, un souffle nouveau à la prévention des catastrophes au niveau local. Et des efforts solidement soutenus pour renforcer et impliquer notamment les institutions sociales locales augurent un engagement public renouvelé en faveur du développement de la résilience. Mais auparavant, l'éducation et la sensibilisation communautaires appellent d'abord à ce qu'il y ait coordination parmi les secteurs, entre les niveaux national et local, et entre l'État et la société civile.
7. **Un développement sans danger et équitable est réalisable en Afrique.** Éradiquer la pauvreté serait, en Afrique, beaucoup plus aisé si on s'attaquait convenablement aux facteurs de risque. Il est ici question de cette éradication de la pauvreté qui fait intervenir, entre autres choses, l'accès aux marchés et aux services, la mise en place d'infrastructures, et l'élimination de la malnutrition – notamment dans le contexte de sécheresses récurrentes. Aussi, le secteur du développement – y compris les ministères sectoriels, le secteur privé et les organismes d'aide bilatérale et multilatérale – est-il appelé à intégrer la prévention des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans leurs plans, dans leurs programmes et dans leurs actions. Le secteur du développement est également appelé à être plus redevable par rapport aux décisions qu'il prend. En ce qui concerne les grandes priorités de développement pour l'après-2015 et pour ce qui est de Rio +20 et du CAH2, les efforts déployés, au niveau national, pour planifier leur mise en œuvre et pour les mettre en œuvre peuvent être grandement facilités par des approches intégrées menées par les instances régionales, sous-régionales, nationales et locales, en dialogue avec les acteurs de la société civile. Mais le plus urgent est que les acteurs de la réponse humanitaire et du développement se partagent les responsabilités en alignant les politiques des uns à celles des autres et en coordonnant leurs efforts.
8. **Des savoirs considérables et des ressources techniques et humaines importantes sont déjà disponibles aux niveaux national et local.** Cette réalité particulière doit être reconnue et mise à profit dans nos efforts collectifs de prévention des risques de catastrophe. Par exemple, les établissements universitaires et de recherche africains sont sous-utilisés dans les efforts de développement de la résilience menés au niveau de la base ainsi qu'à d'autres niveaux. Par ailleurs, le savoir local, les dirigeants locaux et les relations avec les collectivités jouent un rôle déterminant dans le renforcement de la capacité à réagir face aux catastrophes. Et une meilleure communication *verticale* entre le niveau national et le niveau local et *horizontale* entre les différents secteurs étatiques, peut impulser la prise de conscience du public ainsi que la sensibilisation à la prévention des risques de catastrophe et à l'adaptation au changement climatique. Et dans ce genre d'efforts, les médias et la société civile sont des partenaires essentiels. Enfin, les pays africains, les organisations intergouvernementales et les partenaires doivent, à l'échelon régional et sous-régional, continuer à partager leurs savoirs et à apprendre les uns des autres. Pour renforcer la coopération et le partenariat, une collaboration intra-africaine et Sud-Sud devrait être activement recherchée.
9. **Dans les efforts menés à tous les niveaux pour prévenir les risques de catastrophe, chercher à réaliser des progrès ciblés aide les États** à procéder à une meilleure planification, à mieux évaluer les progrès accomplis et à tirer, de façon plus systématique et plus réfléchie, les enseignements qui s'imposent. Il est fortement recommandé de déployer des efforts, au

niveau national, pour appuyer le partage d'informations et la transparence. A ce sujet, il est à noter, par exemple, qu'à l'heure actuelle, les progrès réalisés dans la mise en œuvre du CAH ne font pas l'objet d'un suivi adéquat. Et dans beaucoup de cas, les politiques et les plans de PRC ne sont pas non plus dotés de bons indicateurs et de bons cibles, et seuls quelques pays comptabilisent méthodiquement les pertes dues aux catastrophes et évaluent l'impact des catastrophes sur l'ensemble de l'économie et de la société. Enfin, les personnes les plus vulnérables aux catastrophes ont besoin d'informations adéquates sur ce qu'est véritablement un risque de catastrophe et sur ce qui pourrait arriver à leurs propres vies et à leurs moyens de subsistance quand une catastrophe se produit.

10. **Le CAH (CAH1)** constitue, pour l'Afrique, le cadre majeur d'orientation en matière de PRC, à côté de la Stratégie régionale africaine et de son Programme d'action. Tout en poursuivant, après 2015, les priorités du CAH1, le CAH2 devrait donc s'appuyer sur les progrès réalisés et les enseignements tirés pour offrir une vision plus large qui englobe les innovations et les conditions changeantes. Le CAH2 devrait œuvrer pour ceux qui sont les plus à risque et anticiper les risques auxquels d'éventuels groupes émergents seront confrontés. A ce sujet, les femmes et les enfants sont particulièrement impactés, de manière disproportionnée, par les catastrophes, cela du fait le plus souvent d'inégalités préexistantes. Dès lors, il est fortement recommandé (1) de cibler les personnes vulnérables pour que les mesures de PRC soient planifiées de manière équitable et dotées de ressources de manière équitable et (2) d'en faire une préoccupation majeure de tout cadre d'action envisagé pour l'après-2015 en Afrique.
11. **La prévention des risques de catastrophe est désormais au programme de tous les États africains.** Les États ont la responsabilité de créer l'environnement constitutionnel, institutionnel, stratégique et juridique propice au développement de la résilience et à la protection des personnes vulnérables, y compris la décentralisation des risques de catastrophe et le renforcement des structures locales et communautaires. Il est, à ce sujet, encourageant de constater que pas moins de 40 pays africains ont mis en place des plates-formes nationales ou des mécanismes nationaux de coordination. De tels progrès doivent être pérennisés. Il faut aussi traduire en action la prise de conscience accrue, au sein de la population, de l'importance de la prévention des risques de catastrophe, cela pour renforcer systématiquement la mise en œuvre du Programme d'action élargi de mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine et pour respecter les engagements pris aux niveaux national, régional et international.
12. **L'implication du secteur privé.** Lors d'une session axée sur le partenariat du secteur privé, session organisée parallèlement à d'autres, « Cinq points essentiels de la PRC pour les entreprises » ont été convenus, dont les suivants : promouvoir des partenariats public-privé pour la PRC, analyser les causes profondes de la poursuite d'activités qui se sont déjà révélées non résilientes (et élaborer des cadres d'action permettant de s'attaquer à ces causes), mettre au point des mécanismes financiers de partage de risques, et enfin mettre à profit l'expertise sectorielle et les points forts du secteur privé pour faire progresser, entre autres choses, la collaboration en matière de prévention de risques de catastrophe. Pour plus d'informations, le lecteur est prié de consulter, dans les annexes au présent document, le rapport complet sur cette session axée sur le partenariat du secteur privé.
13. Au vu de tout ce qui précède, les participants à la 4ème Plate-forme régionale africaine ont été appelés à se pencher sur les questions suivantes qui ont été examinées lors des six sessions thématiques suivantes :
14. **SESSION 1 – La prévention des risques de catastrophe au niveau régional**

Si l'Afrique a connu, ces dernières années, des taux élevés de croissance économique et que certains pays africains figurent aujourd'hui parmi les économies les plus dynamiques de la planète, l'on ne peut cependant ignorer que les catastrophes peuvent toujours inverser les acquis de développement. Des initiatives et efforts de prévention de risques de catastrophe ont certes été menés mais beaucoup reste encore à faire pour les renforcer. Compte tenu de cette réalité, la présente Session 1 a été axée sur le renforcement de la PRC au niveau régional, et ses participants ont émis les observations et recommandations particulières suivantes :

1. Intégrer, multisectoriellement et de façon coordonnée, la prévention des risques de catastrophe dans les grandes orientations et priorités relatives au développement et à l'humanitaire.
2. Mettre à profit les efforts en cours tout en entamant d'autres.
3. Placer la prévention des risques de catastrophe dans le cadre du développement durable au niveau planétaire et réexaminer les grandes priorités du développement humain. Et on devrait impliquer les acteurs du développement (ceux des secteurs de l'agriculture/sécurité alimentaire, des ressources en eau, de l'environnement, de la prestation de services climatologiques, de la planification et des finances) dans des dialogues sur les politiques de PRC.
4. Renforcer la coopération avec les organisations de la société civile pour atteindre les collectivités locales.
5. Une forte croissance économique a certes fait accroître les vulnérabilités et le degré d'exposition aux risques en Afrique, mais elle offre également des opportunités pour réaliser des objectifs de développement durable en gérant les risques de catastrophe.
6. On estime que plus de 2/3 des financements alloués à la prévention des risques de catastrophe et à la gestion des catastrophes proviennent des acteurs humanitaires. Il faudrait rééquilibrer cela avec des contributions des acteurs du développement, y compris pour la prévention des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes.
7. Les participants se sont félicités de la réactivation et des actions du Groupe de travail africain sur la PRC. Ledit Groupe de travail africain a été réactivé pour coordonner et appuyer la mise en œuvre des cadres d'action et programmes de PRC [Réf. : Recommandation ministérielle n° 2 de 2010].
8. Un certain nombre d'établissements universitaires et de recherche, en Afrique, se consacrent déjà à la prévention des risques de catastrophe. Ils peuvent servir de base à la formation d'un réseau d'établissements de développement de capacités de formation, de recherche et d'information/gestion de savoirs [Réf. : Recommandation ministérielle n° 3 de 2010].
9. Des parlementaires ont pris l'initiative d'établir un réseau pour promouvoir un plan d'action qu'ils ont adopté : le « Plan d'action de Nairobi pour la promotion de la PRC au moyen de lois ».
10. Il convient d'insister davantage sur l'institutionnalisation des plates-formes nationales multisectorielles pour la prévention des risques de catastrophe et la gestion des catastrophes [Réf. : Recommandation n° 1 de la Conférence ministérielle de 2010].

15. **SESSION 2 - La prévention des risques de catastrophe au niveau sous-régional**

Les participants à cette Session 2 ont évoqué les progrès réalisés et les difficultés rencontrées au niveau sous-régional en Afrique. Celles-ci vont de la formulation de politiques à la coordination de la mise en œuvre intégrale de la prévention des risques de catastrophe. Les observations et recommandations suivantes ont été émises par les représentants des Communautés économiques régionales :

1. Il est encourageant de noter que pas moins de 40 pays africains ont mis en place des plates-formes nationales ou des mécanismes nationaux de coordination, mais ces plates-formes et mécanismes doivent encore être entretenus soigneusement. Ils doivent aussi être renforcés par des liens robustes avec les processus décisionnels de l'État.
2. Des progrès significatifs ont été réalisés au niveau de l'élaboration de politiques. Mais les législations ainsi que leur conversion en programmes dotés de ressources suffisantes demeurent un problème.
3. La prévention des risques de catastrophe doit être intégrée dans les stratégies et programmes de réduction de la pauvreté.
4. Il y a un besoin croissant (1) d'évaluations méthodiques, multi-aléas, transfrontalières et normalisées des risques et (2) de systèmes d'alerte rapide et de planification de la préparation aux catastrophes qui soient axés sur les personnes. Un plus grand appui devrait être accordé à la gestion des données sur les risques et au partage de l'information sur les risques.
5. Des incitatifs comme l'apport d'un appui technique et financier doivent être donnés au secteur de l'éducation pour que celui-ci intègre plus systématiquement la prévention des risques de catastrophe dans les programmes scolaires.
6. La redevabilité devrait être renforcée en introduisant des indicateurs de prévention de risques de catastrophe dans les cadres sous-régionaux de suivi.
7. Il convient de renforcer les investissements dans le développement des capacités à tous les niveaux, y compris au niveau communautaire et dans les travaux de recherche sur la prévention des risques de catastrophe.
8. Il y a lieu d'accélérer les investissements dans la gestion des risques urbains et dans le développement de villes résilientes face aux catastrophes.
9. Il est urgent de renforcer la mobilisation coordonnée de ressources dans les différentes régions d'Afrique.
10. Il a été réitéré que la volonté politique est essentielle pour faire de la prévention des risques de catastrophe une priorité nationale.
11. Les parlementaires devraient œuvrer plus étroitement avec l'exécutif en vue d'une meilleure gestion budgétaire.
12. L'engagement des donateurs envers le financement à long-terme de la prévention des risques de catastrophe devrait être revu à la lumière des nouveaux risques et des risques émergents et de l'évolution des grands dossiers de l'humanitaire et du développement.
13. Il faudrait renforcer les efforts menés pour une plus grande interaction avec le secteur privé dans le domaine de la prévention des risques de catastrophe, notamment en misant sur le rôle qu'il joue, en Afrique, en matière d'investissement et en mettant à profit son expertise.

16. **SESSION 3 - Volonté politique et investissements accrus dans la PRC**

On assiste actuellement, en Afrique, à une prise de conscience générale de l'importance de la prévention des risques de catastrophe et du rôle que joue celle-ci dans le développement durable et dans l'éveil des consciences à la nécessité de celui-ci. Toutefois, cette prise de conscience de l'importance de la PRC n'est pas encore entièrement traduite en action, faute de ressources humaines, techniques, institutionnelles, politiques et financières adéquates. Les participants à cette Session 3 ont cité des exemples concrets d'investissements effectués dans la prévention des risques de catastrophe ainsi que des exemples de changements d'optique au niveau de ces investissements, changements qui privilégient la résilience au détriment de la réponse et de l'aide humanitaire. Ces participants ont formulé les observations et recommandations suivantes :

1. Il a été réitéré que la volonté politique est essentielle pour faire de la prévention des risques de catastrophe une priorité nationale.

2. Les parlementaires devraient travailler plus étroitement avec le pouvoir exécutif pour arriver à une meilleure gestion budgétaire.
3. L'engagement des donateurs envers un financement à long terme de la PRC doit être réexaminé à la lumière de risques nouveaux et émergents et en fonction de l'évolution des grandes orientations et priorités adoptées dans le domaine humanitaire et dans le domaine du développement.
4. Il convient d'intensifier les efforts menés pour se rapprocher davantage du secteur privé, cela au vu du rôle joué par celui-ci en matière d'investissement et aussi pour mettre à profit son expertise technique par le biais de partenariats.
5. Il ne faut pas se focaliser uniquement sur le financement de la prévention des risques de catastrophe. Il faut également mettre en place des liens adéquats et des politiques appropriées avec les acteurs concernés.
6. La prévention des risques de catastrophe devrait être considérée comme un investissement plutôt qu'une dépense.
7. Une approche intégrée de la mise en œuvre de la PRC est essentielle pour renforcer les investissements.
8. Pour financer les efforts de PRC, on devrait envisager de mobiliser des ressources locales en complément de l'appui provenant du niveau national et de l'extérieur.
9. Il est nécessaire de mettre en œuvre, de manière systématique, le Programme d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie régionale africaine pour la PRC.
10. L'intégration institutionnelle entre PRC et adaptation au changement climatique reste un défi majeur. Les responsabilités doivent être clairement identifiées et énoncées.

17. **SESSION 4 - *Identification des risques, surveillance des risques, et alerte rapide***

La connaissance des risques contribue à la réalisation des objectifs du CAH car elle facilite les orientations stratégiques et éclaire la mise en œuvre de la PRC. Toutefois, il y a un écart entre les informations sur les risques et leurs utilisateurs finaux, alors que la production et la diffusion de savoirs sur les risques demeurent un défi. Les participants à cette Session 4 ont émis les observations et recommandations suivantes :

1. Les collectivités doivent être placées au centre de la prise de décisions en matière de prévention des risques de catastrophe, cela car elles savent comment les risques se développent et comment elles ressentent leur impact. L'éducation et la sensibilisation communautaires à la prévention des risques de catastrophe doivent donc être intégrées à tous les secteurs et doivent faire l'objet d'une coordination entre l'État, la société civile et le grand public.
2. La résilience est un mécanisme d'adaptation de la société. Les profils de risques de catastrophe existant au niveau local influent sur les facteurs qui rendent les collectivités résilientes.
3. Il faudrait appuyer davantage les actions menées pour quantifier les risques et mesurer la résilience des collectivités.
4. Il y a lieu de normaliser les évaluations de risques sur le continent, tout en reconnaissant qu'une revue de multiples méthodologies existantes permet d'aboutir à une image plus complète des risques.
5. Il est nécessaire de créer des bases de données sur les risques et de les renforcer pour ensuite procéder à une plus large diffusion des informations produites ; une telle diffusion étant effectuée par les agents de changement (médias, gouvernements centraux, administrations locales, société civile, secteur privé, femmes, jeunesse).
6. Les centres techniques régionaux et sous-régionaux existant sur le continent peuvent appuyer la reproduction des évaluations de risques et des systèmes d'alerte rapide.
7. La préparation aux catastrophes est plus efficace quand elle est soutenue par des fonds

d'urgence.

8. Traduire l'alerte rapide en action rapide demeure un défi.

18. SESSION 5 – Des grandes villes qui sont résilientes face aux catastrophes en Afrique

L'Afrique a connu des taux d'urbanisation extrêmement élevés qui vont de pair avec sa croissance économique et qui, en même temps, pose des défis importants à la prévention des risques de catastrophe, risques qui sont par ailleurs exacerbés par le changement climatique. Les participants à cette Session 5 ont présenté certaines initiatives pertinentes ainsi que des recommandations prospectives pour faire face aux risques urbains et pour développer la résilience en milieu urbain en Afrique. Ces participants ont émis les observations et recommandations suivantes :

1. Les zones urbaines, qui sont des zones de concentration d'infrastructures et de biens mais aussi de risques de catastrophe, méritent qu'on leur accorde, en matière de prévention des risques de catastrophe, une grande attention selon une approche multisectorielle (comprenant les secteurs de la santé, de l'éducation et des infrastructures).
2. Les établissements humains informels et les taudis situés dans les zones urbaines connaissent le niveau le plus élevé de risques, et les femmes et les enfants qui s'y trouvent en sont les plus vulnérables.
3. Il est nécessaire de se doter (a) d'une robuste architecture de gestion opérationnelle des risques urbains et (b) d'initiatives correspondantes parmi les groupes multisectoriels, cela par la création d'un capital humain qualifié.
4. Il convient de renforcer la coordination intra-pays entre les autorités nationales et locales, y compris la décentralisation de la gouvernance urbaine.
5. Il y a lieu de coordonner les évaluations et la cartographie des risques urbains dans le cadre d'un système global d'informations sur les risques urbains, système établi pour la planification du développement.
6. Les mesures et services structurels urbains (systèmes de drainage, systèmes d'évacuation d'eaux usées, etc.) devraient être complétés par des mesures non structurelles telles que l'élaboration et le respect de codes du bâtiment dans le cadre de l'aménagement urbain.
7. Il est crucial d'associer prévention des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique pour pouvoir (1) mettre en œuvre les programmes de façon synergique et (2) développer des mécanismes institutionnels intégrés.
8. Le cloisonnement institutionnel entre adaptation au changement climatique et prévention des risques de catastrophe pose des problèmes pratiques de mise en œuvre. Il faudrait alors élaborer davantage des politiques conjointes intégrant les deux domaines et qui ouvrent alors la voie à une intégration institutionnelle et stratégique entre les deux.
9. Il y a lieu d'améliorer le savoir-faire pour les prévisions météorologiques à court et à moyen terme en renforçant les organismes régionaux et nationaux concernés et en mettant à profit les infrastructures mondiales et régionales existantes d'information climatologique. Cela devrait, à son tour, enrichir les stratégies et programmes de prévention de risques de catastrophe.
10. Des informations climatologiques conviviales et personnalisées rendent plus efficaces leurs applications et enrichissent davantage la prise de décisions.

19. SESSION 6 – Prévenir les risques : adaptation au changement climatique et défis émergents au niveau régional

La plupart des pertes dues aux catastrophes sont, en Afrique, associées à des chocs d'origine climatique. Or, le changement climatique a un impact direct non seulement à travers les catastrophes mais aussi à travers l'accroissement des vulnérabilités socio-économiques des collectivités et de la vulnérabilité de leurs écosystèmes. Cette Session 6 avait pour but d'identifier et d'évaluer les défis rencontrés et les opportunités qui se présentent pour une

intégration entre adaptation au changement climatique et prévention des risques de catastrophe en Afrique. Les participants ont émis les observations et recommandations suivantes :

1. L'intégration entre prévention des risques de catastrophe et adaptation au changement climatique est essentielle pour mettre en œuvre, de façon synergique, les programmes y afférents et pour mettre en place des mécanismes institutionnels intégrés.
2. Le cloisonnement institutionnel entre adaptation au changement climatique et prévention des risques de catastrophe pose des problèmes pratiques au niveau de leur mise en œuvre. Il est, par conséquent, nécessaire d'élaborer des politiques conjointes qui intègrent la prévention des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique et qui, ce faisant, ouvrent la voie à l'intégration institutionnelle et à l'intégration des politiques.
3. Il y a lieu d'améliorer les compétences en matière de prévisions météorologiques à court et moyen terme, cela en renforçant les organismes régionaux et nationaux compétents et en mettant à profit les structures et infrastructures régionales et mondiales relatives aux informations climatiques, ce qui permet aussi d'enrichir les stratégies et programmes de prévention de risques de catastrophe.
4. Des informations climatiques conviviales et personnalisées rendent plus efficaces leurs applications et enrichissent davantage la prise de décisions.
5. Note a été prise de l'existence d'initiatives et programmes régionaux qui, en Afrique, contribuent à la prévention des risques de catastrophe, et les participants se sont engagés à les soutenir. Il s'agit surtout des « Forums sur les perspectives climatiques » organisés par l'ACMAD¹⁴ (Centre africain des applications météorologiques pour le développement), le SADC-CSC¹⁵ (Centre des services climatologiques de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe) et l'ICPAC¹⁶ (Centre de l'IGAD¹⁷ pour les prévisions climatiques et leurs applications). Autres initiatives ou programmes existants : ClimDev (Climat pour le développement) de la BAD (Banque africaine de développement) ; le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) de l'OMM (Organisation météorologique mondiale) ; la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (COMAMET) ; la Stratégie régionale de l'OMS pour le secteur de la santé.
6. Il faut intégrer, dans la gestion des risques de catastrophe, les perspectives sensibles au genre, la protection des femmes et l'égalité entre les sexes. Les femmes jouent en effet un rôle déterminant dans la sécurité alimentaire des ménages. Elles sont parmi les principaux agents de changement et leurs contributions devraient être sollicitées pour enrichir les stratégies de PRC et d'adaptation au changement climatique. Il y a donc lieu (1) de développer la capacité des femmes et des groupes de femmes à prévenir les risques et (2) de renforcer le dialogue entre organisations communautaires féminines et responsables étatiques locaux et nationaux.
7. Il convient d'exprimer un engagement sans faille envers les enfants et la jeunesse en les encourageant à contribuer et à aider dans les initiatives de développement de la résilience et dans la prise de décisions y afférentes. Il faut aussi consentir de gros efforts pour leur fournir des informations adéquates. Enfin, il faut développer davantage leurs capacités car ils sont également des agents de changement.

4.4.7. Mots de clôture

La Communauté est-africaine (EAC) - M. Calleb Weggoro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de la Communauté est-africaine (EAC)

M. Weggoro a tout d'abord remercié les participants d'avoir discuté et fait le point sur le CAH et sur le Programme d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie africaine pour la PRC, et d'avoir établi

¹⁴ ACMAD : African Center of Meteorological Application for Development

¹⁵ SADC-CSC : Southern Africa Development Community Climate Services Centre

¹⁶ ICPAC : IGAD Climate Prediction and Application Centre

¹⁷ IGAD : Intergovernmental Authority on Development (Autorité inter-gouvernementale pour le développement)

une feuille de route vers le cadre de PRC pour l'après-2015 en Afrique. Il a appelé ensuite à ce qu'on passe à la vitesse supérieure et que des discussions et un partage d'informations soient entrepris pour qu'au final la position africaine soit holistique et inclusive et qu'elle reflète réellement les besoins et aspirations du continent. Il a enfin remercié (1) les organisateurs de la 4^{ème} PRAf, (2) la République-Unie de Tanzanie pour avoir accueilli la PRAf sur son territoire et accordé toute la logistique nécessaire en matière de sécurité et autres, et (3) les participants pour avoir énormément contribué à la réussite de la Plate-forme régionale africaine. Pour conclure, il a souhaité, à tous ceux qui devaient encore voyager pour rejoindre leurs foyers, un retour sans encombre.

L'UNISDR - Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la PRC

Mme Wahlström a tout d'abord noté que les délibérations de la 4^{ème} PRAf ont été riches et instructives. Ceux qui ont pris la parole ont signalé que l'urbanisation rapide et non planifiée actuelle faisait accumuler les risques découlant d'aléas comme les inondations, les épidémies et les glissements de terrain. Ils ont également fait part d'un autre sujet de préoccupation : la moitié des 37 grandes villes africaines de plus d'un million d'habitants est située sur des zones côtières de faible élévation, et ces grandes villes sont vulnérables à l'élévation du niveau de la mer ainsi qu'aux tempêtes et aux inondations. Même si, dans les présentations, on a beaucoup entendu parler des défis rencontrés par le continent africain, nous avons aussi entendu des exemples de travail positif qui se fait actuellement en Afrique, par exemple le développement de bases de données nationales au Mozambique et en Éthiopie, ce qui aide les planificateurs à prendre des décisions judicieuses basées sur un meilleur profilage des risques. Autre exemple : la PRC est aujourd'hui au programme de tous les pays africains et il y existe 40 Plates-formes nationales ou mécanismes similaires pour la PRC ainsi qu'un groupe actif de parlementaires pour la PRC.

Mme Wahlström s'est également réjouie de la participation de nouvelles parties prenantes à la Plate-forme régionale, parties prenantes telles que le secteur privé et les médias. Le lancement de l'initiative « Secteur privé pour la PRC » en Afrique a été une évolution encourageante, étant donné la très forte croissance économique observée dans la région. Mme Wahlström a enfin appelé à une meilleure utilisation des établissements universitaires et de recherche africains au service du développement de la résilience au niveau de la base. Et pour faire passer les investissements en PRC de la réponse/humanitaire à la résilience, elle a réitéré les recommandations suivantes de la Plate-forme régionale :

- La volonté politique est essentielle pour faire de la PRC une priorité nationale ;
- Il faut renforcer l'engagement des donateurs envers le financement de la PRC ;
- Le secteur privé a un rôle capital à jouer dans la mobilisation de ressources pour la PRC ;
- Une approche intégrée de la mise en œuvre de la PRC constitue la clé de la hausse des investissements dans la PRC ;
- L'intégration institutionnelle entre PRC et adaptation au changement climatique demeure un défi majeur, et des responsabilités claires doivent être identifiées et cernées. Associer PRC et adaptation au changement climatique est essentiel à la mise en œuvre, de façon synergique, de programmes ;
- Il faut également intégrer, dans la PRC, des perspectives « Genre » ainsi que l'égalité entre les sexes.

5. ANNEXES

5.1. Programme des travaux de la 4^{ème} Plate-forme régionale africaine pour la PRC

TRAVAUX PRÉCÉDANT LA 4^{ÈME} PLATE-FORME RÉGIONALE AFRICAINE

Lundi 11 et mardi 12 février 2013 (sessions ouvertes, à plein temps)

Salle des plénières : VICTORIA HALL

5^{ème} Forum Africain sur l'adaptation à la sécheresse

organisé par le PNUD/CDTA (Centre pour le développement des terres arides) et l'ONU/SIPC

Du lundi 11 février à la matinée du mercredi 13 février 2013 (séances organisées parallèlement à d'autres)

Salle de réunion : MAHALE

Formation des médias

organisée par la CUA, la SADC et l'ONU/SIPC

Mardi 12 février 2013 (séance organisée parallèlement à d'autres)

Salle de réunion : MAASAI

17:30 - 19:00 : Réunion du Groupe de travail africain sur la PRC

Présidence de la réunion: La Commission de l'Union africaine (CUA) et le Directeur exécutif de l'ONU/SIPC

- Introduction
- Objectifs principaux, programme et résultats escomptés de la Plate-forme régionale africaine
- Rapport de situation de l'Afrique et Rapport d'évaluation mondiale 2013 (GAR - *Global Assessment Report 2013*)
- Conférence ministérielle africaine sur la PRC en 2014
- BAD



QUATRIÈME PLATE-FORME RÉGIONALE AFRICAINE SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

- 13, 14 et 15 février 2013 -

Ngurdoto Mountain Lodge, Arusha (Tanzanie)

*Protéger les acquis de développement
et rendre les nations africaines résilientes face aux catastrophes*

ORDRE DU JOUR

1^{ER} JOUR : mercredi 13 février 2013

08:00 – 09:00 : Enregistrement des participants

Salles de réunion : VICTORIA HALL, HOROMBO 1 ET HOROMBO 2 (2^{ème} étage)

09:00 – 10:00 : **Réunions de consultation des Plates-formes sous-régionales sur le CAH, sur la mise en œuvre de la Stratégie africaine/Programme d'action et sur le CAH2 (Cadre de la PRC pour l'après 2015)** - Réunions animées par les Communautés économiques régionales (CER)

10:00 – 10:30 : Pause-café/thé

10:30 - 13:00 : **Table ronde sur le CAH2 : le Cadre de la PRC pour l'après-2015 en Afrique**

Salle de réunion : MAASAI

Modérateurs: Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la PRC, et le professeur Laban Ogallo, ICPAC (Centre de l'IGAD pour les prévisions climatiques et leurs applications).

13:00 – 14:30 : Pause-déjeuner

Salle des plénières : VICTORIA HALL

Maître de cérémonie : M. Calleb Weggboro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de l'EAC (Communauté est-africaine).

15:00 – 15:20 : « **La 4^{ème} Plate-forme régionale africaine : objectifs, programme et résultats escomptés** » - M. Pedro Basabe, Chef du Bureau régional Afrique de l'UNISDR

15:20 – 16:50 : **Cérémonie officielle d'ouverture**

- Mots de bienvenue – M. Jean-Claude Nsengiyumva, Secrétaire général adjoint de l'EAC (Communauté est-africaine).
- Mots d'introduction, « Déclaration et Recommandations de la 2^{ème} Conférence ministérielle africaine sur la PRC » – S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire en charge de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine.
- Allocution principale : « Prévention des risques, résilience et développement » – Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe (RRC).
- Mots d'introduction - M. Alberic Kacou, Coordonnateur résidant de l'ONU en Tanzanie.

- Mots d'introduction – *L'honorable M. Terezya Huvisa*, Ministre de l'Environnement de la République-Unie de Tanzanie et Président de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE).
- Mots d'introduction – *M. Pedro Basabe*, Chef du Bureau régional Afrique de l'UNISDR.

16:50 – 17:00 : [Photo de groupe](#)

17:00 - 17:30 : **Conférence de presse** (à la salle de réunion « Maasai »)

18:00 – 19:30 : [Réception offerte par la République-Unie de Tanzanie](#)

2^{ÈME} JOUR : jeudi 14 février 2013

Salle des plénières : VICTORIA HALL

Maître de cérémonie : *M. Calleb Weggara*, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de l'EAC (Communauté est-africaine)

08:30 – 09:00 : **Confirmation du programme des travaux et de la composition du Comité de rédaction de la Plate-forme régionale (président et rapporteurs)**

Salle de réunion : MAASAI

09:30 - 13:00 : *(Séance organisée parallèlement à d'autres)* « **Le partenariat du secteur privé** »

Modérateur : *Mme Margareta Wahlström*, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la RRC.

Les partenariats du secteur privé pour la prévention des risques de catastrophe en Afrique
(voir le programme distinct sur le sujet)

I. Aux niveaux régional et sous-régional

Salle des plénières : VICTORIA HALL

SESSION 1 : La prévention des risques de catastrophe au niveau régional

Président de séance : *S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace*, Commissaire en charge de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine

Modérateur : *Mme Elizabeth Longworth*, Directeur exécutif de l'ONU/SPIC

09:00 – 09:30 : PRÉSENTATION LIMINAIRE: « **Le progrès réalisé au niveau régional dans la mise en œuvre du CAH, de la Stratégie africaine et du Programme d'action africain** » - *M. Pedro Basabe de l'ONU/SIPC*

09:30 - 10:40 : DÉBAT 1 : **Rapports sur les recommandations ministérielles et les partenaires**

- « Rapport sur le Groupe de travail africain sur la PRC » – *M. Almami Dampha*, du Département de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine, et Président du Groupe de travail africain (GTA)
- « Enquête sur les centres d'excellence » - *Le professeur Aneson Cadribo de la CUA et de l'ONU/SIPC*
- « Étude sur les investissements dans la PRC » – *Le professeur Dewald Van Niekerk de la North West University (Afrique du Sud)*
- « Résultats du 5^{ème} Forum africain sur l'adaptation à la sécheresse » - *Sylvie Montembault*, Coordinateur régional de la PRC à ECHO (Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne) et *Francis Opiyo*, Coordinateur de projets au PNUD/DDC (Centre de développement des zones arides, PNUD).
- « Rapport du Groupe ONU/SIPC des parlementaires en Afrique » – *L'honorable Abdou Sane*

- « Consultations menées par la FICR sur la PRC » - *Mary Picard*, Responsable senior des questions relatives aux catastrophes à la FICR (Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge)

10:40 – 11:00 : DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

11:00 – 11:30 : Pause-café/thé

SESSION 2 : La prévention des risques de catastrophe au niveau sous-régional

Président de séance : S.E. Mme Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire en charge de l'Économie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine.

Modérateur : M. Francis Nkoka, Spécialiste de la gestion des risques de catastrophe, Banque mondiale, Malawi

11:30 – 12:30 : DÉBAT 2 : « De l'élaboration, par les Communautés économiques régionales, de rapports sur les progrès réalisés au niveau sous-régional dans la mise en œuvre du CAH et de la Stratégie et Programme d'action africains pour la PRC - expériences instructives et défis »

- *Wivine Ntamubano*, DRR Coordinateur de la PRC à l'EAC (Communauté est-africaine)
- *Dominique Kuitsouc*, Expert en GRC et Adaptation au changement climatique à la CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale)
- *Mohammed Ibrahim*, Responsable principal des programmes à la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest)
- *Keflemariam Sebhatu*, Directeur de programmes sur la PRC à l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement)
- *Abdou Mohamed*, Directeur de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat, COI (Commission de l'Océan indien)
- *Kennedy Masamvu*, Coordinateur de la prévention des risques de catastrophe (PRC) à la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe)

12:30 – 13:00 : DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

13.00 – 14.30 : Pause-déjeuner

II. Mise en œuvre du CAH et du Programme d'action africain pour la PRC

Salle des plénières : **VICTORIA HALL**

SESSION 3 : Volonté politique et investissement accrus dans la PRC

Présidents de séance : M. Calleb Weggboro, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de l'EAC (Communauté est-africaine)

Modérateur : Mme Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la RRC.

14:30 – 14:50 : PRÉSENTATION LIMINAIRE : « Investissements accrus dans la PRC en Afrique » – M. Tonia Kandiero, Représentant résidant / Pays de la BAD (Banque africaine de développement) en Tanzanie (au nom de S.E.M. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la BAD).

14:50 – 15:40 : DÉBAT 3 : « Investir dans la prévention des risques de catastrophe : répercussions économiques »

- *M. Javier Chavana*, Ministre mozambicain des Finances et de la Planification.
- *Mme Daisy Kachingwe Phiri*, Économiste à l'Unité de gestion des risques du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire au Malawi.
- *M. Kofi Portuphy*, Coordinateur national de la NDMO (Organisation nationale de gestion des catastrophes) au Ghana.

- *M. Francis Nkoka*, Spécialiste de la gestion des risques de catastrophe, Banque mondiale, Malawi.
- *M. Aldo Biondi*, Chef de Bureau d'ECHO (Service d'aide humanitaire et de Protection civile de la Commission européenne), Bureau régional d'appui à l'Afrique centrale, orientale et australe.
- *Mme Sophia Baranes*, Coordinateur régional du PNUD/BPCR (Bureau pour la prévention des crises et le relèvement), Dakar, Sénégal.

15:40 – 16:00 : DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

16:00 --16:30 : Pause-café/thé

SESSION 4 : Identification des risques, surveillance des risques et alerte rapide

Président de séance : *Mme Nyancheghe Anna Konyo Nanai*, Directeur adjoint (Opérations) du Département de Gestion des catastrophes à la Primature de la République-Unie de Tanzanie.

Modérateur: *Mme Ruby Sandhu-Rojon*, Coordonnateur Résidant de l'ONU et Représentante Résidente du PNUD au Ghana.

16:30 – 16:50 : PRÉSENTATION LIMINAIRE : « **Identification des risques, surveillance des risques et alerte rapide : outils et pratiques** » - *M. Tadesse Bekele*, Secteur de la Gestion des risques de catastrophe et de la Sécurité alimentaire (DRMFSS), Ministère éthiopien de l'Agriculture.

16:50 – 17:40 : DÉBAT 4 : « **Les outils nécessaires pour passer de l'alerte rapide à l'action rapide** »

- *Mme Dulce Chilundo*, Institut national de gestion des catastrophes (INGC), Mozambique.
- *M. Paul Kimeu*, Office national de gestion de la sécheresse (NDMA), Kenya.
- *M. Hussein Farah*, Responsable du Centre régional de cartographie des ressources pour le développement (RCMRD).
- *Mme Ousseini Mariama*, Système d'alerte précoce, Niger.
- *Mme Mohamed Ahmed Siham*, ClimDev (Climat pour le développement), BAD (Banque africaine de développement).
- *M. Ralph Roothaert*, Oxfam Tanzanie

17:40 – 18:00 : DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

3^{ÈME} JOUR : vendredi 15 février 2013

Salle des plénières : **VICTORIA HALL**

SESSION 5 : Des grandes villes qui sont résilientes face aux catastrophes en Afrique

Président de séance : *M. Mohamed Sani Sidi*, Directeur général de NEMA (Agence nationale de gestion des situations d'urgence) au Nigéria.

Modérateur : *L'honorable Abdou Sane*, Membre du Groupe ONU/SIPC des parlementaires en Afrique.

09:00 – 09:20 : PRÉSENTATION LIMINAIRE : « **PRC et grandes villes résilientes aux catastrophes en Afrique** » – *Le professeur Ailsa Holloway*, Coordinatrice de réseau de PRC, Peri-Peri U, Université de Stellenbosch (Afrique du Sud)

09:20 – 10:00 : DÉBAT 5 : « **La PRC, la résilience et la gouvernance locale des risques** »

- *Didas Massaburi*, Maire de Dar-es-Salam.
- *Mohamed Bousraoui*, Secrétaire général de CGLU (Cités et gouvernements locaux unis).
- *Kristy Facer*, Chercheur principal au CSIR (Conseil pour la recherche scientifique et industrielle), Afrique du Sud : « L'expérience sud-africaine »

- *Le professeur Simon Onywere* : « L'expérience cartographique de la ville de Kisumu ».
- *Robert Kiunsi*, Responsable du Centre de formation à la gestion des catastrophes, Ardhi University, Tanzanie
- *Jossy Materu*, Conseiller principal pour les établissements humains, Bureau régional d'ONU-HABITAT pour l'Afrique
- *Jakob Wernerman*, Bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, Sénégal.

10:00 – 10:30 : DISCUSSIONS EN PLÉNIÈRE

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

10:30 --11:00 : Pause-café/thé

SESSION 6 : Prévenir les risques : adaptation aux changements climatiques et défis émergents au niveau régional

Président de séance : M. Mare Lo, Directeur de la Protection civile, Sénégal

Modérateur : M. Albert Ndayitwayeko, Expert en changement climatique et désertification à la Commission de l'Union africaine (CUA)

11:00 – 11:15 : PRÉSENTATION LIMINAIRE : « **Protection liée au genre et préparation aux catastrophes** » – Grace Mbugua, Directeur de Women's Empowerment Link (WEL - Lien "Autonomisation des femmes")

11:15 – 11:30 : INTRODUCTION : « **La prévention des risques de catastrophe et le changement climatique** » - Youcef Ait-Chellouche, ONU/SIPC

11:30 – 12:30 : DÉBAT 6 : « **Associer PRC et adaptation aux changements climatiques** »

- *Mr. Alfusainey K. Jabbi*, Économiste principal au Ministère gambien des Finances et des Affaires économiques
- *Mme Hortense Togo*, Responsable du Département de la Prévention des risques au Gabon.
- *M. Alhassane Diallo*, Directeur général du Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD)
- *Mme Maliza Von Eeden* de l'Alliance pour le climat et le développement (*Climate & Development Knowledge Network* - CDKN), Overseas Development Institute (ODI)
- *M. Stephen Njoroge*, Représentant de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour l'Afrique orientale et australe
- *Mohamed Dida*, Organisation catholique d'aide aux urgences et au développement (*Catholic Organisation for Relief & Development Aid* - CORDAID).

12:30 – 13:00 : RECOMMANDATIONS

RÉCAPITULATION DE LA SESSION par le président de séance et le modérateur

12:00 - 14:00 : *(Session parallèle à d'autres) « La jeunesse pour la résilience face aux catastrophes » (à la salle de réunion « MAASAI »)*

Facilitateur : Rhea Katsanakis, ONU/SIPC

- *Nemtalla Mohamed Kamil* (Kenya)
- *Herman Kwoba* (Kenya)
- *Isaac Ocholi* (Nigéria)

13:00 – 14:30 : Pause-déjeuner

III. Recommandations de l'Afrique pour la Plate-forme mondiale et sur le CAH2 (Cadre de la PRC pour l'après-2015)

Salle des plénières : VICTORIA HALL

Maître de cérémonie : *M. Calleb Weggoro*, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de l'EAC (Communauté est-africaine)

Présidents de séance: *M. Almami Dampha* du Département de l'Economie rurale et de l'Agriculture à la Commission de l'Union africaine (CUA) ; et *Mme Margareta Wahlström*, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la RRC

14:30 – 14:50 : **PRÉSENTATION LIMINAIRE** : « **Les perspectives d'avenir pour la PRC en Afrique** » – *Mme Fatima Denton*, Coordinateur du Centre africain pour la politique en matière de climat (CAPC), qui représente *M. Carlos Lopes*, Secrétaire exécutif de la CEA (Commission économique de l'ONU pour l'Afrique).

14:50 – 15:00 : **Recommandations émises par la jeunesse** - *Nemtalla Mohamed Kamil* (Kenya)

15:00 – 15:10 : **Recommandations sur le partenariat du secteur privé** - *Winnie Karanu*, Directeur du projet « Initiative Afrique » de Microsoft Afrique de l'Est

15:10 – 15:20 : **Recommandations émises par les représentants des médias**

15:20 – 15:30 : **Recommandations sur le CAH2 : Cadre de la PRC pour l'après-2015 en Afrique** - *Mary Mye Kamara*, Directeur, Office de la sécurité nationale, Sierra Leone

15:30 – 15:45 : « **Compte-rendu sommaire de la 4^e Plate-forme régionale** » – *Le Président du Comité de rédaction*

Vidéo

15:45 – 16:15 : [Pause-café/thé](#)

Clôture des travaux

16:15 – 17:00 : **Mots de clôture**

16:15 – 16:40 : « Recommandations de la région et des sous-régions à la Plate-forme mondiale » - *M. Almami Dampha* du Département de l'Économie rurale et de l'Agriculture de la Commission de l'Union africaine (CUA) et Président du Groupe de travail africain sur la PRC

16:40 – 16:45 : Mots de clôture et récapitulation des travaux - *Mme Margareta Wahlström*, Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe (RRC)

16:45 – 16:55 : Mots de clôture – *Le maire de la ville tanzanienne d'Arusha*

16:55 – 17:00 : Mots de clôture - *M. Calleb Weggoro*, Directeur des Secteurs productifs au Secrétariat de l'EAC (Communauté est-africaine)

5.2. Liste des participants

N°	Pays/ Organisation	Nom et prénom(s)	Poste	Organisation
1	Commission de l'Océan indien (COI)	Abdou Mohamed	Directeur de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat	Ministère comorien de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat
2	CHAMPION DE LA PRC	Abdou Sane	CHAMPION DE LA PRC	UNISDR
3	Nigéria	Abdu Mairiga Umar	Coordinateur de programmes par intérim (Gestion de catastrophes, VIH/SIDA, Gestion de volontaires, Premier secours)	Croix-Rouge nigériane (siège national)
4	Nigéria	Abdulsalam M. B.		Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA), Nigéria
5	ACMAD	Adama Alhassane Diallo	Directeur général	Niger
6		Adbishakur Othowai		IGAD/ICPAC
7	Kenya	Ahmed Hassan Ali		KRDP/ASAL-DM (Programme kényan de développement rural – Gestion de la sécheresse dans les zones arides et semi-arides)
8	Ouganda	Ahunna Eziakonwa-Onochie		PNUD Ouganda
9	Peri Peri-U	Ailsa Jane Holloway	Directeur	Programme « Atténuation de l'impact des catastrophes dans l'intérêt de moyens de subsistance durables », Université de Stellenbosch
10	Togo	Akintola S. Nelson Akibode	M. Akibode Akintola S. Nelson	Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières
11	Ouganda	Anne Akwango		
12	Tanzanie	Alberic Kacou	PNUD – République-Unie de Tanzanie	Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies
13	CUA (Commission de l'Union africaine)	Albert Ndayitwayeko		CUA
14	Ouganda	Alex Byarugaba	Député à l'Assemblée législative est-africaine (EALA)	
15	Gambie	Alfusainey K. Jabbi	Économiste principal	Ministère gambien des Finances et des Affaires économiques
16	PNUD	Aliou Dia	PNUD-BPCR Johannesburg	PNUD
17	Nigéria	Aliyu Baffale Sambo	Directeur adjoint (Prévention des risques de catastrophe)	Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA)
18	CUA	Almami Dampha		CUA
19	Guinée-Bissau	Alsau Sambú	Coordonnateur de programmes	Service national de protection civile
20	Royaume-Uni	Amy Louise Kirbyshire	Responsable de projet - Alliance pour le climat et le développement (CDKN)	Overseas Development Institute (ODI), Royaume-Uni
21	UNISDR	Aneson Ronald	Consultant et Conseiller pour la	UNISDR / CUA

		Cadribo	PRC auprès de la CUA	
22	PAM	Animesh Kumar	Conseiller aux programmes	Programme alimentaire mondial (PAM) / Gouvernement éthiopien
23	Angola	Antonio Vicente Gimbe		
24	CEDEAO	Attah Benson	Initiative « Réponse communautaire aux situations d'urgence » (CERI)	CERI
25	PNUD	Beatrice Teya	Chef de l'Équipe de réduction des risques de catastrophe et de relèvement	PNUD Kenya
26	Burundi	Bienvenu Houénagnon Djossa	Directeur/pays et Représentant	PAM/Équipe humanitaire de l'ONU
27	ECHO	Biondi Aldo		ECHO-Nairobi
28	Lesotho	Bongiwe Mamamoma Maboloka	Rédacteur au Service politique du Groupe	Les journaux <i>Lesotho Times</i> et <i>Sundat Express</i> d'Afri-Media Holdings
29	EAC (Communauté est-africaine)	Brian Otiende	Responsable de la communication et de la liaison/sensibilisation	EAC
30	Gambie	Buba Darboe	Coordinateur de la gestion des catastrophes et Point focal pour la sécurité alimentaire	Croix-Rouge gambienne
31	RCMRD (Centre régional de cartographie des ressources pour le développement)	Byron A. Okubasu Anangwe	Cadre responsable du développement de produits	RCMRD
32	Ouganda	Catherine Ahimbisibwe	Responsable principal de la préparation aux catastrophes	Primature
33	Niger	Cheikh Kane	Directeur de projets	ACMAD
34	Kenya	Christabel Muteitsi Ligami	Journaliste	Le journal <i>"The East African"</i> du Nation Media Group
35	Kenya	Christopher Odhiambo Rusana	Greffier municipal (Directeur exécutif de la Mairie)	Conseil municipal de Kisumu
36	République démocratique du Congo	Patrice Citera Bafunyembaka	Reporter	IRIN (Réseaux d'information régionaux intégrés de l'ONU) et Service mondial de la BBC (BBC Afrique)
37	Bénin	Claire Guedegbe Epouse Da Matha	Directrice générale par intérim	Agence nationale de protection civile
38	PAM	Cristiano Mandra	Conseiller principal à la réduction des risques de catastrophe	Programme alimentaire mondial (PAM)
39	Malawi	Daisi Kachingwe Phiri	Unité de gestion des risques	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire
40	FICR	Daniel Bolaños	Coordinateur Zone de la gestion de catastrophes	FICR
41	Croix-Rouge kényane	Daniel Mutinda	Responsable du Bureau de Nairobi	Croix-Rouge kényane
42	Tanzanie	Daudi Sudi Makabwe		Interprète
43	Éthiopie	Dejene Fikre		Trocaire
44	Kenya	Denis Macharia		RCMRD
46	Zambie	Dennis Mulenga	Directeur adjoint à la Direction des Services d'appui technique	Ministère de la Santé
47	Afrique du Sud	Dewald van Niekerk	Universitaire	

48	République de Guinée	Dgibril Camara		Ministère de l'Environnement, de l'Eau et des Forêts
49	Burkina Faso	Diane Aboubakar	Secrétaire permanent	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR)
50	Tanzanie	Didas Massaburi	Maire de Dar-es-Salam	Arusha
51	République de Guinée	Djibril Camara	Point focal pour le CAH et Sous-Directeur général	Service national de gestion des catastrophes et des urgences environnementales (SNGCUE) au Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF)
52	CEEAC	Dominique Kuitsouc	Expert en gestion de risques de catastrophe et adaptation aux changements climatiques (GRC/ACC)	Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
53	Ghana	Ebenezer Kofi Fori Portuphy	Coordinateur national	Office national de gestion des catastrophes (NDMO)
54	République du Congo	Edmond Paul Makimouha	Coordinateur	Centre pour la prévention des catastrophes
55	Nigéria	Edwin Igusi		Centre pour la gestion des risques de catastrophe, Université Ahmadu Bello
56	Suisse	Elizabeth Longworth	Directeur	UNISDR
57	Tanzanie	Emma Faraji	Journaliste freelance	
58	Allemagne	Emmanuel Chinyamakobvu	Responsable de programmes - Plaidoyer des politiques sur les questions de dimension mondiale (PAGI)	CNULD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification)
59	Kenya	Epari Ejakait		Euro Africa Consult Ltd.
60	Éthiopie	Ermias Abebayehu Kassa		World Vision International
61	FAO	Essa A. Khan	Conseiller consultant à la PRC	Bureau/pays de la FAO en Gambie
62	Bénin	Eugene Hountondji	Chef du Département de la Prévention	Agence nationale de protection civile
63	Burundi	Fabien Ndayishimiye	Président de la Plate-forme burundaise pour la PRC et Point focal national	Plate-forme burundaise pour la PRC
64	Tanzanie	Fanuel Osbert Shio Kalugendo	Personne "point focal" pour la PRC	Primature – Gestion des catastrophes
65	CAPC (Centre africain pour la politique en matière de climat)	Fatima Denton	Coordinateur	CEA [Commission économique (de l'ONU) pour l'Afrique]
66	Cameroun	Faustin Tsimi	Directeur des opérations	Croix-Rouge camerounaise
67	Royaume-Uni	Flora Tonking		ARUP International Development
68	Malawi	Francis Nkoka	Conseiller à la RRC	Banque mondiale
69	Kenya	Francis Opiyo	Responsable de projets, PNUD-DDC	PNUD
70	OCHA	Gabriella Waaijman	Directeur adjoint du Bureau / Directeur intérimaire du Bureau	OCHA Afrique de l'Est
71	UNAIDS	Gary Jones	Conseiller principal pour le SIDA, la sécurité et l'action humanitaire	ONUSIDA
72	Kenya	Gedi Abdi Hussein		
73	Zimbabwe	George Chisoko	Rédacteur adjoint (journaliste)	Zimpapers
74	Kenya	George Ombis		USAID/OFDA (Bureau de

				l'USAID pour l'assistance internationale en cas de catastrophe)
75	Kenya	Gordon Otieno Muga	Sous-secrétaire chargé de la PRC	Ministère d'État pour les Programmes spéciaux
76	Tanzanie	Gossaji Iddi Massoud		Interprète
77	Kenya	Grace Mbugua		Women's Empowerment Link (WEL)
78	Ghana	Harmandip Kaur Sandhu-Rojon	Coordonnateur Résident de l'ONU & Représentant Résident du PNUD	PNUD
79	Kenya	Herman Kwoba		Jeunesse
80	Tanzanie	L'honorable Bernard Murunya	Député à l'Assemblée législative est-africaine (EALA), Tanzanie	EALA
81	Tanzanie	L'honorable Nyarembe D. Munasa	Chef de district, District d'Arumeru	Chef de District, Arusha
82	Burkina Faso	Hortense Sombie Hien	Coordinateur de programmes – Communautés vulnérables et intégration de la Femme	Croix-Rouge burkinabé
83	Tanzanie	Inger G. Naess		Ambassade norvégienne à Dar-es-Salam
84		Irene M. Njeri	Conseiller consultant	UNES-Observatory (Entreprises et services de l'Université de Nairobi - Observatoire)
85	Nigéria	Isaac Ocholi		Jeunesse
87		Jacob Mwisyo	Responsable de la PRC pour l'Afrique de l'Est	FICR
88	Zimbabwe	Janet Munyaka	Journaliste	Zimbabwe Broadcasting Corporation (Société zimbabwéenne de radiodiffusion)
89	Rwanda	Janvier Ntalindwa		PNUD
90	Rwanda	Jean Claude Nsengiyumva		Secrétaire général adjoint de la Communauté est-africaine (EAC)
91	Gabon	Jean Théodore Efolote	Consultant de l'ONU/SIPC auprès de la CEEAC, Expert en réduction des risques de catastrophe	Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
92	Burundi	Jean-Baptiste Hatungimana		BURUNDI Plate-forme PRC
93	Kenya	Jean-Claude Adzalla		Deaf Aid
94	République centrafricaine	Jean-Moïse Modessi-Waguedo	Chef du Département de gestion des catastrophes	Croix-Rouge centrafricaine
95	Malawi	Jeffrey Kanyinji	Premier Secrétaire/ Commissaire	Département des Affaires relatives à la gestion des catastrophes
96	Ouganda	Jennifer Akumu	Directeur de projet – PRC urbaine	Croix-Rouge ougandaise
97	Kenya	Joel Okal		Gouvernement kényan / CARE Kenya / ALP
98		John Kapanda		OMS
99	Tanzanie	John Karanja		Interprète
100		John Kimbio Mwalagho	Responsable principal de la gestion de catastrophes	FICR
101		John Mungai		EAC
102	Mozambique	Jorge Ernesto Rungo	Rédacteur (journaliste)	Le journal "Jornal domingo"
103	Malawi	Joseph Moyo		Croix-Rouge du Malawi

104	Kenya	Joseph Ogutu	Directeur de la Stratégie et Innovation de Safaricom et président de la Fondation Safaricom	Safaricom Ltd.
105		Josiah Ogina		
106	Kenya	Jossy Materu		ONU-HABITAT
107	Ouganda	Julie Arrighi		Croix-Rouge
108	EAC	Julius Kabubi		EAC
109	CUA	Julius Kagamba Singoma		CUA
110	Botswana	Kagiso Kenanao D. Malepa	Journaliste	<i>Botswana Television</i> (Département des services de radio- et télédiffusion)
111	Zambie	Kaiko Namusa	Journaliste	Le journal <i>"Times"</i> de Printpak Zambia Limited
112	OMS	Kalambay Kalula	Conseiller régional à la préparation et réponse aux catastrophes	Organisation mondiale de santé (OMS)
114		Karimi Gitonga		Save the Children International Afrique de l'Est
115	IGAD	Kefle Sebhata	Chargé de la PRC à l'IGAD	IGAD
116	SADC	Kennedy Masamvu	Coordinateur de la PRC	SADC
117	Afrique du Sud	Kristy Facer	Chercheur	<i>Vulnerability Atlas South Africa</i> (Atlas des vulnérabilités – Afrique du Sud)
118	Zimbabwe	Kudzai Marovanidze		Practical Action
119	Namibie	Kuniberth Shamathe	Coordinateur national de la PRC	Société namibienne de la Croix-Rouge
120	ICPAC Kenya	Laban Ogallo	Directeur général	ICPAC Nairobi
121	Égypte	Lars Bernd	Responsable régional des programmes	UNISDR
122	Tanzanie	Lawrence Anton Mtui	Conseiller à la GRC	Plan International
123	Somalie/ Somaliland	Lazarus Ocira		Save the Children international
124	Lesotho	Lebohang Azere Moletsane	Responsable sous-préfectoral de la gestion des catastrophes	<i>Disaster Management Authority</i> (Office de gestion des catastrophes)
125	Tanzanie	Leila Mfinanga		Croix-Rouge américaine /TRCS
126	Tanzanie	Louis Taguaba		Interprète
127	Tanzanie	Le général de corps d'armée Silverster Chacha Rioba	Directeur du Département de gestion des catastrophes (DMD)	Primature – Gestion des catastrophes
128	Gabon	Mme Hortense Togo	Coordinateur de la Plate-forme nationale, Directeur général de la prévention des risques	Direction générale de la Prévention des risques
129	Kenya	Makoto Suwa		OMM
130	Royaume-Uni	Maliza Van Eeden	Chercheur professionnel	CDKN/ODI
131	Nigéria	Mamane Maiga Allagouma S.	Gestionnaire de catastrophes	Croix-Rouge nigérienne
132	Angola	Manuel Henda De Carvalho		
133	Togo	Marcel Agbessi		FICR
134	Brésil	Marcela Ricupero		Consultant
135	Sénégal	Mare L. O.	Directeur de la Protection civile	Ministère de l'Intérieur

136	UNISDR	Margareta Wahlström	Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe	UNISDR
137	Niger	Mariama Ousseini née Gnadou	Coordinatrice	Cellule de coordination du système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes
138	Kenya	Marijana Mandra		PAM
139	Afrique du Sud	Mark van Staden	Directeur	Centre national de gestion des catastrophes (NDMC), Afrique du Sud
140	Kenya	Marko Lesukat	Directeur régional de la réduction des risques de catastrophe	Plan International Inc.
141	Namibie	Martha Mwandingi		PNUD
142		Mary Picard	Responsable principal chargé des questions de droit relatif aux catastrophes	FICR
143	Malawi	Mathews Malata	Producteur-média	MBC TV (<i>Malawi Broadcasting Corporation</i> / Société de radio- et télédiffusion du Malawi)
144	Mali	Le médecin commandant Fanéké Dembele	Chargé du Bureau de secours médical et Point focal pour la réduction et gestion des risques de catastrophe	Direction générale de la Protection Civile du Mali
145		Michael K. Macharia		EAC
146	Kenya	Mike Wekesa		Euro Africa Consult Ltd.
147		Mlenge Mgendi		Université Ardhi
148	Afrique du Sud	Modiegi Moddy Sethusha	Directeur exécutif	Centre national de gestion des catastrophes (NDMC), Afrique du Sud
149	BAD (Banque africaine de développement), Tunis	Mohamed Ahmed Siham	CLIMDev	CLIMDev
150	CordAID	Mohamed Dida		CordAID
151	Nigéria	Mohammad Sani Sidi	Directeur général	Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA)
152	Congo	Moise Kabongo Ngalula	Chef de la Division de la Prévention et Préparation aux catastrophes	Croix-Rouge congolaise
153		Moustapha Diallo		PNUD
154	Cote d'Ivoire	M. Kaman Atouble Paul	Sous-Directeur de la Prévention des risques majeurs et Assistant du Point focal national pour la RRC	Ministère de l'Environnement, de la Salubrité urbaine et du Développement durable
155	Mozambique	Mme Dulce Fernanda Chilundo	Directeur du CENOE	CENOE (Centre opérationnel national pour les situations d'urgence)
156	Sierra Leone	Mme Mary Mye-Kamara	Directeur	Département de la Gestion des catastrophes
157	Swaziland	Mme Khangeziwe Glory Mabuza	Premier Secrétaire	Vice Primature
158	Zimbabwe	Mme Sibusisiwe Ndlovu	Directeur adjoint	Département de la Protection civile
159	Nigéria	Musa Abdulrazaq	Responsable principal de la réduction des risques de catastrophe	Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA), Nigéria
160	Namibie	Naemi Patemoshela Heita	Secrétaire général adjoint	Croix-Rouge namibienne

161	Madagascar	Naivo Raymond Randriatahina	Secrétaire exécutif	Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC)
162	Seychelles	Nathalie Therese, Lindy Rose	Producteur radio	<i>Seychelles Broadcasting Corporation</i> (Société seychelloise de radiodiffusion)
163		Nathan Cooper	GDPC (<i>Global Disaster Preparedness Center</i> – Centre mondial pour la préparation aux catastrophes), Genève (Suisse)	Croix-Rouge américaine
164		Nelson Cataño	Coordinateur de la réduction des risques de catastrophe (Zone Amériques)	FICR
165	Burkina Faso	Ngoy Nsenga	Personne « point focal » pour la préparation et réponse aux catastrophes pour l’Afrique de l’Ouest	Organisation mondiale de la santé (OMS)
166		Nicolas Nahimana	Traducteur	Elloca Consult Ltd.
167	Rwanda	Nicolas Schmits		PNUD
168	EAC	Nyamajeje C. Weggoro		EAC
169	Cote d’Ivoire	Abe Deffin Ochou		DRR plateforme
170	Ouganda	James Robert Okoth		Organisation pour l’alimentation et l’agriculture (FAO)
171	OMS	Olushayo Olesun Olu	Personne « point focal » pour la préparation et réponse aux catastrophes pour l’Afrique orientale et australe	Organisation mondiale de la santé (OMS)
172		Olusola Ikuforiji	Consultant	Banque africaine de développement (BAD)
173		Omar Abou-Samra	GDPC	Croix-Rouge américaine
174	PNUD	Onesimus Muhwezi	PNUD Ouganda	PNUD
176	Madagascar	Patricia Andriniaina Ramavonirina	Journaliste	Le quotidien « <i>La Vérité</i> »
177	Zambie	Patrick Kaluba Kangwa	Coordinateur national	Unité de gestion des catastrophes et d’atténuation de l’impact des catastrophes (DMMU)
178	Kenya	Paul M. Kimeu		NDMA (Office national de gestion de la sécheresse)
179	Cap-Vert	Pedro Romano Bettencourt Junior	Coordinateur / Formateur	Service nationale de la protection civile (SNPC) du Cap-Vert
180	Tanzanie	Peniel Moses Lyimo	Premier secrétaire	Primature
181	EAC	Pierre Mutabazi		EAC
183	Zimbabwe	Pios Ncube	Directeur exécutif	D.Re.S.S (<i>Disaster Resilience Scientific Solutions Institute</i> - Institut sur les solutions scientifiques à la résilience aux catastrophes)
184	Gambie	Poulo O.N Joof	Directeur exécutif par intérim	Agence nationale de gestion des catastrophes (NDMA)
185	Kenya	Racheal Irene Nakitare	Chef de production - Télévision	<i>Kenya Broadcasting Corporation</i> (Société kényane de radiodiffusion)
186	Libéria	Ranney Banama Jackson	Vice-ministre	<i>National Disaster Relief Commission</i> (Comité national de secours en cas de

				catastrophe)
187	Tanzanie	Reatnus Mkaruka	Point focal PRC	Croix-Rouge tanzanienne
188	Tanzanie	Robert Kiunsi		Université Ardhi
189	FAO	Rod Charters	Coordinateur sous-régional pour les situations d'urgence (Afrique orientale et centrale)	FAO
190		Rosemarie Rizzo-Tolk		PNUD
191	Malawi	Roster Laiten Kufandiko	Responsable sous-préfectoral des projets	Croix-Rouge du Malawi
192	Sao Tomé-et-Principe	Sacramento Quaresma Cecilio	Coordinateur général du CONPREC	CONPREC (Conseil pour la prévention et la réponse aux catastrophes)
193	Ghana	Saladin Sumani Mahama	Coordinateur de la gestion des secours/catastrophes	Croix-Rouge ghanéenne
194	Ouganda	Shaban Mawanda	Administrateur principal de programmes - PRC	Croix-Rouge ougandaise
195	Kenya	Simon Onywere	Directeur adjoint chargé de la recherche, du développement de capacités et de la diffusion	Université Kenyatta
196	Kenya	Sirak Abebe Temesgen	Délégué régional pour la PRC	Croix-Rouge néerlandaise
197	Ouganda	Solomon Elungat		Primature, Ouganda
198	PNUD	Sophie Baranes	UNDP-BPCR Dakar	PNUD
199	Comores	Soulé Saadi Hamidi	Directeur de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et de l'Habitat (CNDRS)	Ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, et de l'Habitat
200	OMM	Stephen Njoroge	Représentant de l'OMM pour l'Afrique orientale et australe – Bureau régional de l'OMM à Nairobi	OMM
201	Malawi	Stern Kita		
202	Kenya	Suada Ibrahim	Responsable de la PRC	Croix-Rouge kényane
203	FICR	Susil Perera	Délégué pour la gestion des catastrophes (Zone Asie-Pacifique)	FICR
204	Éthiopie	Tadesse Bekele Fanta	Directeur adjoint	DRMFSS (Secteur de la Gestion des risques de catastrophe et de la Sécurité alimentaire) au Ministère de l'Agriculture
205	PNUD	Takele Teshome Demissie	Analyste de programmes	PNUD Éthiopie
206	Éthiopie	Tekele Teshome	Responsable de l'analyse de programmes (GRC et adaptation au changement climatique) à l'Unité « Changement climatique, environnement et GRC »	PNUD Éthiopie
207	OMS	Teprey Kojo James	Point focal pour la préparation et réponse aux catastrophes	Organisation mondiale de la santé (OMS)
208	Tanzanie	Terzya P.L. Huvisa	Ministre d'État chargé de l'environnement	République-Unie de Tanzanie
209	Tchad	Tesse Mbila Mabilo	Directrice adjointe de la Protection civile	Direction de la Protection civile
210	Nigéria	Thomas Junior Obemeasor	Consultant	Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA)
211	Tanzanie	Tonia Kandiero	Représentant Résident	BAD
212	CUA	Tumusiime Rhoda Peace	Commissaire en charge de l'Économie rurale et l'Agriculture	CUA

213	Togo	Victor Sodogas Amah Folly Sosro	Coordinateur de programmes – Préparation aux catastrophes	Croix-Rouge togolaise
214	Egypte	Waleed Sadek		IDSC (<i>Information and Decision Support Center</i> – Centre pour l'information et l'aide à la décision) du Gouvernement égyptien
215		Walter Cotte	Sous-secrétaire général en charge des services aux programmes	FICR
216	Kenya	Wasonga Oliver		Université de Nairobi
217	Swaziland	Winile Sizakele Mavuso	Reporter	Le journal " <i>The Swazi Observer</i> "
218	Kenya	Winnifred Karanu	Agent de développement commercial	Microsoft
219	EAC	Wivine Ntamubano	Coordinateur de la PRC	EAC
220	Mozambique	Xavier Agostinho Chavana	Spécialiste de la gestion des catastrophes et Coordinateur des questions de changement climatique	Ministère de la Planification et du Développement
221		Yitagesu Zewdu Zergawu	Responsable de projets	UNISDR
222	Nigéria	Yushau Abdulhameed Shuaib	Responsable des relations publiques	Agence nationale de gestion des situations d'urgence (NEMA)
223	Tanzanie	Yusuph Shaban Mmeungu		